

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
Scientifique

Ecole Supérieure de Commerce

Mémoire de fin d'études pour l'obtention d'un diplôme de
Master en sciences financières et comptabilité
Option : Finance et Comptabilité

Thème

L'importance du Tableau des Flux de
Trésorerie dans la prise de décision
Cas : COSIDER Travaux Publics

Elaboré par :

ZENDAGUI Kenza

Encadré par :

BENCHAIB Rabah

Durée du stage 16/04/2017 au 16/05/2017

Lieu de stage : COSIDER Travaux Publics.

Promotion 2017

Remerciements

En tout premier lieu, je remercie ALLAH, tout puissant de m'avoir donné la force, la volonté et la patience pour la réalisation de mon mémoire.

Je tiens tout d'abord à remercier énormément Mr BENCHAIB Rabah mon encadreur pour sa disponibilité, ses orientations, son encouragement pour la réalisation de ce mémoire.

Je tiens aussi à remercier les membres de jury, pour l'honneur qu'ils m'ont attribué, en faisant part de ma soutenance.

Enfin j'adresse mon remerciement le plus sincère à tous les enseignants de l'école supérieure de commerce, pour les connaissances transmises tout au long de notre cursus, leur patience et leur générosité, en particulier Mr BENZIADI Djamel pour son orientation et sans oublier l'école préparatoire en science économique d'Annaba.

Dédicaces

Je dédie ce mémoire qui a été conçu avec grand

amour, abnégation, sincérité et fierté :

A mes parents qui m'ont comblé de tendresse, d'affection et

d'un soutien continu.

A mes sœurs et frères en témoignage à leur fraternité.

Je tiens en premier lieu à remercier Mr BENZIADI de son apport très

considérable en savoir.

Je remercie également tous mes professeurs qui ont

contribué à élever mon niveau scientifique et à lesquels

je serais éternellement reconnaissante

Kenza ZENDAGUI

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX.....	ii
LISTE DES ABREVIATIONS	iii
LISTE DES SCHEMAS.....	iv
LISTE DES GRAPHES	iv
RESUME.....	v
INTRODUCTION GENERALE.....	A
CHAPITRE I : LA NORMALISATION COMPTABLE ET LES ETATS FINANCIERS	
SECTION 1 : LE REFERENTIEL COMPTABLE INTERNATIONAL IAS/IFRS.....	1
SECTION 2 : SYSTEME COMPTABLE FINANCIER ALGERIEN.....	6
SECTION 3 : PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS SELON LES IAS/IFRS ET LE SCF10	
Conclusion du chapitre	21
CHAPITRE II : LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET LA PRISE DE DECISION	
SECTION 1 : TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET METHODES D'ELABORATION.....	23
SECTION 2 : L'INFORMATION FINANCIERE ET LA PRISE DE DECISION :.....	44
SECTION 3 : L'UTILISATION DE L'INFORMATION FINANCIERE ISSUES DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DANS LA PRISE DE DECISION :	53
Conclusion du chapitre	61
CHAPITRE III : ELABORATION ET EXPLOITATION DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU SEIN DE COSIDER TRAVAUX PUBLICS	
SECTION 1 : PRESENTATION GENERALE DE L'ENTREPRISE COSIDER TP.....	64
SECTION 2 : PREPARATION, PRESENTATION ET EXPLOITATION DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU SEIN DE COSIDER TP	70
SECTION 3 : ANALYSE DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU SEIN COSIDER TP	88
Conclusion du chapitre	91
CONCLUSION GENERALE.....	E
BIBLIOGRAPHIE.....	H
ANNEXES	K
TABLE DES MATIERES.....	Q

LISTE DES TABLEAUX

N° du Tableau	Libellé	Page
01	Trésorerie et équivalents de la trésorerie	23
02	Exemple de calcul de quelques éléments du TFT	34
03	Etat des flux de trésorerie selon la méthode indirecte (éléments à ajouter, et éléments à soustraire)	38
04	Tableau des Flux de Trésorerie (Méthode Directe)	42
05	Tableau des Flux de Trésorerie (Méthode Indirecte)	44
06	Caractéristiques des différents types de décision	52
07	L'évolution du fonds de roulement durant la période 2014-2016 en KDA	72
08	L'évolution du BFR et de ses composantes (en KDA) durant la période 2014-2016	73
09	L'évolution du TRN (en KDA) durant la période 2014-2016	74
10	Variation de la trésorerie durant la période 2015-2016	75
11	Tableau des flux de trésorerie (méthode directe) 2016-2015	78
12	L'évolution comparative de la situation de la trésorerie (en KDA) durant la 2015-2016	79
13	L'évolution par nature des encaissements provenant des activités opérationnelles, investissements durant 2015-2016 en (KDA)	80
14	Les encaissements par activité et par nature des flux de financement durant 2015-2016 en (KDA)	80
15	Les décaissements par nature durant 2015-2016 en (KDA)	81
16	La variation des comptes clients	82
17	La variation des comptes stocks	82
18	La variation des comptes fournisseurs	82
19	Variation du Besoin en Fonds de roulement	83
20	Tableau des flux de trésorerie (méthode indirecte) 2016-2015	83
21	Ratios	86
22	Les besoins de bases de trésorerie	86

LISTE DES ABREVIATIONS

Abréviation	Signification
BFR	Besoin en Fonds de Roulement
CICA	Canadian Institute of Chartered Accountants
CNC	Conseil National de Comptabilité
CPPE	Cadre de Préparation et Présentation des états financiers
CT	Court terme
FAS	Financial Accounting Standards
FASB	Financial Accounting Standards Board
IAS	International Accounting Standards
IASB	International Accounting Standards Board
IASC	International Accounting Standards Committee
IASCF	International Accounting Standards Committee Foundation
IFRIC	International Financial Reporting Committee Interpretation
IFRS	International Financial Reporting Standards
LIFO	Last In First Out
PCG	Plan Comptable Général
PCN	Plan Comptable National
SCF	Système Comptable Financier
SIC	Standing Interpretations Committee
TFT	Tableau des Flux de Trésorerie
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur Valeur Ajoutée
TP	Travaux Publics
USGAAP	United States of Generally Accepted Accounting Principles

LISTE DES SCHEMAS

N° du schéma	Libellé	Page
01	Origine de flux net global de trésorerie	24
02	La Gestion de l'information financière	49
03	Ratio de suffisance des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	56
04	Organigramme de GROUPE COSIDER.	65
05	Organigramme DE COSIDER Travaux Publics	67
06	L'Organigramme de la direction des Finances et de la Comptabilité	68

LISTE DES GRAPHES

N° du Graphe	Libellé	Page
01	L'évolution du FRN et de ses composantes (en MDA) durant la période 2014-2016	72
02	L'évolution du BFR et de ses composantes (en MDA) durant la période 2014-2016	73
03	L'évolution du TRN (en MDA) durant la période 2014-2016	74
04	L'évolution comparative de la situation de trésorerie des exercices 2015 et 2016 en MDA	79

Résumé

A l'époque du PCN, l'**information financière** que donnait la comptabilité était orientée vers le juridique alors que celle fournie par le **SCF** a une consonance du marché, et surtout vers l'investisseur qui est devenu l'utilisateur privilégié de cette information financière. Le SCF préconise cinq états financiers obligatoires à présenter à la fin de chaque exercice, il s'agit de bilan, compte de résultat, tableau des flux de trésorerie, tableau de variation des capitaux propres, et de l'annexe.

Le Tableau des Flux de Trésorerie est un état financier complémentaire des autres états financiers, il place la trésorerie au centre de l'analyse, et il peut être présenté selon deux méthodes (directe et indirecte), l'**IASB** ainsi que le SCF recommande pour la **méthode directe**, car elle fournit des informations sur tous les encaissements et décaissements de la période. Comme elle est très coûteuse, les entreprises ont tendance à préférer l'élaboration du Tableau des Flux de Trésorerie par **la méthode indirecte** qui se base sur les ajustements du résultat net de l'exercice en éliminant les éléments qui ne génèrent pas de liquidité.

Ce Tableau vise à expliquer la formation et la variation de la trésorerie en montrant la contribution de chaque cycle (**opérationnelle, investissement, financement**). Les grandes forces de ce tableau résident dans sa facilité de compréhension par les utilisateurs quelles que soient leurs connaissances comptables, sa présentation claire et son exploitation pertinente dans le cadre d'une analyse prévisionnelle. Le tableau des flux de trésorerie est de plus enrichi d'indicateurs comme l'excédent de la trésorerie d'exploitation et la capacité d'autofinancement essentiels à toute **analyse financière** et à **la prise de décision**.

Mots clés : l'information financière, Tableau des Flux de Trésorerie, la méthode directe, la méthode indirecte, Activités : opérationnelle, investissement, financement, analyse financière, la prise de décision.

ملخص

في زمن النظام المحاسبي القديم، المعلومات المالية التي توفرها المحاسبة كانت موجهة الى القانونيين ومع ظهور النظام المحاسبي المالي اصبحت موجهة للمستثمر الذي أصبح المستخدم الرئيسي لهذه المعلومات المالية.

النظام المحاسبي المالي الذي يفرض تقديم خمسة بيانات مالية في نهاية كل عام: الميزانية المالية، بيان الدخل، الجدول تدفق التغيرات النقدية، بيان التغيرات في حقوق المساهمين، الملاحق. ينتمي جدول تدفق التغيرات النقدية الى البيانات المالية، فإنه يضع النقود في مركز التحليل، ويمكن عرضها في طريقتين (المباشرة وغير المباشرة)، قامت المعايير المحاسبة الدولية والنظام المحاسبي المالي باختيار الطريقة المباشرة لأنها توفر معلومات عن جميع الإيرادات والنفقات في تلك الفترة. ولكنها مكلفة للغاية، اما الشركات فتميل لصالح جدول التدفقات النقدية بالطريقة الغير مباشرة بناءا على تعديلات صافي الدخل للسنة من خلال القضاء على العناصر التي لا تولد السيولة.

ويهدف هذا الجدول لشرح مساهمة كل وظيفة (التشغيل، والاستثمار والتمويل). تكمن نقاط قوة هذا الجدول في سهولة الفهم من قبل المستخدمين حتى من خارج مجال المحاسبة، وتقديم المزيد من المؤشرات مثل فائض التدفقات النقدية والقدرة على التمويل الذاتي التي تساعد في التحليل المالي واتخاذ القرارات.

الكلمات المفتاحية

المعلومات المالية، جدول تدفق التغيرات النقدية، الطريقة المباشرة، الطريقة الغير المباشرة، وظيفة (التشغيل، والاستثمار والتمويل)، التحليل المالي، اتخاذ القرارات.

La comptabilité est un élément essentiel du fonctionnement de chaque entreprise. C'est elle qui permet de maîtriser la situation financière et de prendre les décisions en conséquence.

La normalisation comptable définit les règles à suivre pour élaborer les documents qui permettent de juger la situation financière de l'entreprise.

Les normes comptables, sont des normes appliquées au domaine de la comptabilité. Une norme comptable vise principalement à améliorer les méthodes de tenue comptable et à faciliter la compréhension et le contrôle de la comptabilité, Sont regroupées dans les normes comptables des règles et principes qui fixent le mode de fonctionnement de la comptabilité.

Les normes comptables existent à la fois sur le plan national et sur le plan international. Elles permettent d'harmoniser la mondialisation des marchés financiers et de comparer les informations sur différentes entreprises.

Ainsi les normes comptables constituent un outil indispensable à tous les acteurs de l'économie telles que, les dirigeants des entreprise (pour prendre des bonnes décisions), les investisseurs (pour évaluer la rentabilité de leurs investissements et les risques qu'ils encourent) et enfin, les pouvoir publics (pour des raisons statistiques et fiscales). Toute en appuyant sur des informations qui se veulent fiables, pertinentes, et fidèles, permettant la prise de décisions et les comparaisons de performances.

La normalisation comptable internationale est liée à plusieurs facteurs. Nous citons à titre d'exemple :

- La diversité des systèmes comptables qui gênait de plus en plus les firmes transnationales pour réaliser des consolidations ou effectuer le souhait des comparaisons ;
- Le souhait des investisseurs qui veulent s'implantés dans des différents pays de pouvoir évaluer selon les mêmes règles ;
- La mauvaise expérience vécue par certains pays en relation avec de grands scandales financiers, tels que l'affaire Enron ou WorldCom, liés aux manipulations malintentionnées de l'information financière.

L'Algérie a subi plusieurs changements politiques, économiques et sociales importantes marquées par le passage d'une économie planifiée vers une économie de marché.

Parmi les mesures prises à ce sujet nous trouvons :

- La privatisation des entreprises publiques ;
- Instauration d'un marché financier et des structures nécessaires à son fonctionnement ;
- La liberté des prix et la liberté de la circulation des capitaux ;
- La création de la bourse d'Alger ;

Dans ce cadre et en sachant que chaque type d'économie a des exigences spécifiques envers son système comptable, l'Algérie a décidé de faire des changements au niveau de la comptabilité en adoptant un nouveau référentiel comptable « Système Comptable Financier » qui est inspiré des normes internationales IAS/IFRS de l'IASB et dont l'application a débuté obligatoirement le 1^{er} janvier 2010.

Dans le but d'améliorer l'information financière et faciliter les comparaisons et les prises des décisions, ce référentiel comptable propose à l'entreprise un jeu de cinq états financiers qui permet donner une image fidèle de la situation financière, la performance et la trésorerie de l'entreprise à la fin de l'exercice.

Les états financiers retenus par le SCF sont : le bilan, le compte de résultat, le tableau de flux de trésorerie, le tableau de variations de capitaux propres et une annexe.

Le S.C.F à introduit deux états financiers qui ne figuraient pas dans le P.C.N: le tableau de variation des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie. Car en tant que pourvoyeur de fonds, l'investisseur est en principe en droit d'être informé sur l'utilisation et sur la rentabilité des fonds investis.

En plus, le besoin d'un état financier réside dans le fait qu'il aiderait les utilisateurs à évaluer les résultats financiers des entreprises, puisque le compte de résultat reflète la performance économique d'une entreprise, il ne suffit pas de donner une vision de son activité financière qui soit assez précise pour permettre de prendre des décisions économiques.

Problématique

Nous avons porté notre intérêt sur le Tableau des Flux de Trésorerie, qui est devenu une partie intégrante des états financiers imposés par le système comptable financier.

Notre recherche aura donc pour but de répondre à la question principale :

Quelle est l'importance du Tableau des Flux de Trésorerie dans la prise de décision ?

Questions secondaires

A cette problématique principale, d'autres questions secondaires s'associent dont

Les principales entre elles sont :

- Qu'est-ce qu'un tableau des flux de trésorerie ? et Quelle est l'utilité du tableau des flux de trésorerie ?
- Qu'est-ce qu'une décision dans une entreprise ? et quelles sont ses différentes catégories ?
- En quoi utilise-t-on les informations fournis par le tableau des flux de trésorerie dans la prise de décision ?
- Comment est-il préparé, présenté et exploité au sein de l'entreprise COSIDER Travaux Publics ?

Les Hypothèses

Pour mener à bien notre étude, nous avons posé les hypothèses suivantes :

H1 : Le tableau des flux de trésorerie regroupe les encaissements et les décaissements liés aux activités courantes de l'entreprise, il détermine la variation dans la trésorerie d'un exercice et de faire un rapprochement avec le résultat comptable pour établir des diagnostics sur la variation de la situation de l'entreprise.

H2 : Le tableau des flux de trésorerie fournit naturellement des informations assez riches, l'exploitation de ces informations peuvent être complétées par des informations fournis dans d'autres états financiers.

H3 : La décision consiste à choisir une solution en comparant plusieurs possibilités. Pour gérer une entreprise, les managers font en permanence des choix. Sans prise de décision, l'entreprise ne peut pas fonctionner.

H4 : Le tableau de flux de trésorerie aide dans l'analyse dynamique de la trésorerie de l'entreprise pour une meilleure prise de décision.

Objectifs de la recherche

Le thème de notre recherche porte sur l'importance du tableau des flux de trésorerie dans la prise de décision, c'est pour nous un plaisir de traiter ce sujet vu que l'importance de ce document pour les utilisateurs de l'information financière lors de l'analyse financières, et il nous permet d'étudier, d'analyser les opérations explicatives de la variation de la trésorerie.

La méthodologie de la recherche

Dans le but de répondre aux questions posées précédemment il nous est apparu judicieux d'utiliser dans la partie théorique la méthode descriptive basée sur des recherches et de consultations d'ouvrages. Dans la partie pratique nous allons utiliser la méthode analytique à partir des données et d'informations qu'on va l'obtenir lors du notre stage qui était effectué au niveau de COSIDER Travaux Publics

Plan de la recherche

Pour répondre à la problématique et aux différentes questions nous avons subdivisé notre recherche en trois chapitres :

Le premier chapitre sera consacré à la normalisation comptable et les états financiers. Le second chapitre traitera le tableau des flux de trésorerie et la prise de décision. Et nous terminerons notre recherche par l'élaboration et exploitation du Tableau des flux de Trésorerie au sein de l'entreprise COSIDER Travaux Publics.

Les besoins des investisseurs, en matière de comptabilité et d'information financières, font obligation d'adopter un seul référentiel : c'est celui de l'IASB.

Le référentiel international IAS/IFRS comprend des normes internationales (IAS et IFRS) et leurs interprétations existantes ainsi que les modifications ultérieures ou les nouvelles normes et interprétations publiées ou adoptées par l'IASB.

Les pouvoirs publics algériens ont veillé depuis l'indépendance à procéder à des améliorations du système comptable algérien de façon à l'adapter aux orientations économiques de notre pays, elle a passé du PCG aux PCN arrivant aux SCF qui endosse pratiquement une bonne partie des normes comptable internationales IAS/IFRS.

Ce premier chapitre sera réparti en trois sections : la première intitulée « le référentiel comptable international IAS/IFRS », la deuxième « le système comptable et financier algérien », et la troisième « Présentation des états financiers selon les IAS/IFRS et SCF ».

La section 1 : Le référentiel comptable international IAS/IFRS

Un référentiel comptable est un ensemble de règles et principes formant un cadre régissant la profession comptable.

C'est en fait, l'ensemble de normes auxquelles se réfèrent les entreprises pour élaborer leurs états financiers.

La normalisation constitue un ensemble de règles techniques résultant de l'accord de producteurs et d'usages agissant en vue de spécifier, unifier et de simplifier quelque chose avec l'intention d'améliorer le rendement.

Pour ne pas confondre entre l'harmonisation et la normalisation comptable, on les distingue comme suit :

Selon Colasse « on entend par harmonisation comptable, un processus institutionnel, ayant pour objectif de mettre en convergence les normes et les pratiques comptables nationales, et par conséquent, de faciliter la comparaison des états comptables produits par les entreprises de pays différents¹ ».

¹ Bernard, Colosse, harmonisation comptable internationale, dans Encyclopédie de comptabilité, contrôle de gestion et audit, 2000, p.757

Nous pouvons distinguer l'harmonisation de la normalisation en considérant que :

- La normalisation a pour objet l'application de normes identiques dans le même espace géographique et vise l'uniformité des pratiques comptables au sein de cette espace.
- L'harmonisation, au contraire est censée autoriser une certaine diversité des pratiques comptables et visent seulement à établir des équivalences entre elles. Elle est en principe moins contraignante que la normalisation. Nous pouvons aussi considérer que l'harmonisation est une forme atténuée de la normalisation et une première étape vers celle-ci.

1.1 Les motifs pour une normalisation internationale

Les besoins de réglementer et de normaliser la comptabilité sur un niveau mondial sont un phénomène apparu au XXe siècle. RICHARD et COLLETTE donnent les motifs suivants pour la normalisation¹ :

- L'interdépendance des marchés financiers mondiaux est l'élément principal qui a rendu nécessaire l'harmonisation des règles comptables ;
- Un manque de comparabilité de l'information financière dans le temps (pour une même entreprise) et dans l'espace (entre différentes entreprise) ;
- Un niveau de subjectivité important dans l'établissement des comptes ;
- Une information financière ni admise ni comprise sur toutes les places boursières du monde ;
- Un langage financier très hétérogène et marqué parfois par un manque de transparence des comptes des comptes et une faible qualité de l'information fournie.

1.2 Les objectifs d'un référentiel unique

Les objectifs liés au développement d'un référentiel reconnu mondialement sont donc les suivants :

- Améliorer la transparence et la comparabilité des états financiers élaborés par les sociétés ;
- Permettre la comparaison des entreprises de différents pays ;
- Faciliter la cotation boursière des entreprises sur les places du monde entier ;
- Obtenir et restaurer la confiance des investisseurs ;

¹ C.COLLETTE et J.RICHARD, comptabilité générale : les systèmes français et anglo-saxons, DUNOD 2ème édition, 2000,p 68

- Diminuer les coûts d'établissement des états financiers (le coût de réconciliation avec d'autres normes) ;
- Permettre aux entreprises de s'implanter à l'international ;
- Offrir un référentiel comptable pour devenir le référentiel international.

Le choix du référentiel de l'IASB pour devenir le référentiel international¹, L'IASB (International Accounting Standards Board) est un organisme non gouvernemental fondé en 1973 nommé alors IASC (International Accounting Standards committee) à la suite d'un accord entre les organisations comptables d'Australie, du Canada, de France, d'Allemagne, du Japon, du Mexique, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, d'Irlande et des États-Unis.

Avant 2001 l'IASC était chargée de l'harmonisation des pratiques comptables dans le monde.

Depuis 2001 IASC exerce le rôle de normalisateur et élabore des normes et fait de sorte qu'elles soient reconnues au niveau mondial.

1.3 Présentation du référentiel de l'IASB

Le référentiel IFRS comprend :

- Le cadre conceptuel ;
- Les normes comptables internationales (IAS) ou International Accounting Standards élaborées par l'IASC avant sa réforme ;
- Les normes internationales d'informations financières (IFRS) ou International Financial Reporting Standards ;
- Les interprétations s'y rapportant : celles du SIC et celle de l'IFRIC ;
- Les modifications futures des normes mises et adoptées par l'IASB.

On peut conclure cette relation :

Référentiel IFRS= cadre conceptuel +IAS+IFRS+SIC+IFRIC
--

¹ Stephan BURN, l'essentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS, Gualino Eds,2004, p18

1.3.1 Le cadre conceptuel de l'IASB

En 1989, l'IASB a approuvé puis a publié son cadre conceptuel pour la publication des états financiers. Ce cadre a été ensuite approuvé et adopté par l'IASB en 2001. Le cadre conceptuel de l'IASB n'est pas une norme, c'est un texte synthétique traitant de¹ :

- L'objectifs des états financiers ;
- Des hypothèses sous-jacentes et des caractéristiques qualitatives de ces états ;
- Des éléments composants les états financiers ;
- De la prise en compte et de l'évaluation de ces éléments ;
- Des systèmes de mesure et du concept du capital.

1.3.2 Les objectifs du cadre conceptuel

Le cadre conceptuel a pour but de² :

- D'aider l'IASB à développer les futures normes comptables internationales et à réviser celles qui existent ;
- D'aider les préparateurs des états financiers à appliquer les normes IAS/IFRS et à traiter de sujets qui doivent encore faire l'objet d'une norme ;
- D'aider les auditeurs à se faire une opinion sur la conformité des états financiers avec les normes comptables internationales ;
- D'aider les utilisateurs à interpréter l'information contenue dans les états financiers préparés en conformité des normes comptable internationales.

1.3.3 Les objectifs de l'IASB

Les principaux objectifs de l'IASB sont :

Dans un premier lieu, développer un corps unique de normes comptables de haute qualité, compréhensible et respecté, qui implique une information financière de haute qualité, transparente et comparable afin d'aider les acteurs des marchés financiers mondiaux et les autres utilisateurs à prendre des décisions économiques.

Dans un second lieu, de promouvoir l'utilisation et l'application rigoureuse de ces normes.

¹ http://www.focusifrs.com/menu_gauche/normes_et_interpretations/que_sont_les_ias_ifrs/cadre_conceptuel
consultée le 25/04/2017 à 13 :20

²Idem

Et en dernier lieu, d'œuvre pour une convergence des normes comptable nationales et internationales vers des solutions de haute qualité. Cette nouvelle orientation provient du rapprochement effectué par l'IASC et l'IOSCO initié en 1993 afin d'élaborer un corps complet de normes qui servaient de base aux informations financières fournies aux divers marchés mondiaux. L'IASC s'est également tourné vers les organismes normalisateurs nationaux et internationaux (Union Européenne, FASB pour les USA...), afin que les diverses dispositions légales reconnaissent et admettent les normes internationales et qu'une convergence de vue conduise les états vers un processus d'harmonisation des règles comptables.

1.3.4 Champs d'application et autorité des normes

Toutes les normes comptables internationales et les interprétations qui ont été publiée par l'IASC restent en vigueur à moins qu'elles ne fassent l'objet d'un amendement ou d'une suppression.

Les normes comptables internationales s'appliquent aux états financiers à usage général et aux autres informations financières établies par des entités à but lucratif et celles à but non lucratif peuvent également trouver approprié leur utilisation même si elles ne leurs sont pas destinées.

1.3.5 Langue officielle

L'anglais est la langue officielle de travail et de discussion de tous les documents de l'IASB, mais elle peut approuver des traductions vers d'autres langues si le processus suivi assure un niveau de qualité suffisant de la traduction.

Ce nouveau projet de référentiel comptable prend en considération la majeure partie des normes existantes en matières d'IAS/IFRS.

Du fait de la mondialisation de l'économie et la globalisation croissante des marchés financiers, les IFRS ont connu une évolution et une acceptation considérable.

Les pays à la recherche de normalisation de leurs règles comptables et dont l'Algérie fait partie considèrent l'IASB comme un assistant pouvant les aider dans l'amélioration de leurs normes comptables par manque de profession locale capable de produire des normes nationales.

La section 2 : Système Comptable Financier Algérien

Les insuffisances du PCN est son inadaptation par rapport aux choix économiques de l'Algérie ont rendu la réforme du PCN inévitable, ce qui engendre l'émergence d'un nouveau système comptable financier (SCF) en Algérie.

2.1 Historique du Système comptable financier algérien

Suivant l'historique du système comptable financier algérien ¹ nous voyons qu'il a été adopté en Algérie par l'APN en Novembre 2007 (Journal officiel N° 74 du 26 Novembre 2007), et entrer en vigueur en janvier 2009, applicable depuis janvier 2010, et cela nécessite une amélioration dans les compétences des professionnels du secteur.

Ce système, qui intègre les normes internationales IAS (normes internationales comptables) et IFRS (normes internationales d'information financières), il exige des informations financières lisibles pour les utilisateurs, utiles, permanentes, fiables et comparables avec les données des autres entreprises du même secteur.

L'élaboration de ce nouveau système a commencé en 2001 sous l'égide du ministère des Finances qui a fait appel aux experts nationaux et étrangers.

Le système comptable algérien a abandonné son Plan comptable national (PCN) en juin 1975 pour adopter un système inspiré des normes internationales. Et cela pour objectif d'harmoniser des états financiers des entreprises algériennes avec les normes et pratiques reconnues sur le plan international.

Plusieurs facteurs ont provoqué l'élaboration d'un nouveau système comptable, Citant :

- L'ancien système s'applique aux entités commerciales et industrielles et il exclue les entreprises de services ;
- L'ancien système ne fait pas de distinction entre les secteurs d'activités dans les méthodes de consolidation des bilans ;
- L'ancien système ne donne pas de méthodes explicites de comptabilisation ;
- Enfin le manque d'information empêche la comparaison des états financiers.

La transition des règles comptables du PCN vers les normes comptables internationales n'a pas été facile, à cause de :

¹ Saïdi Yahia, Berrehouma Abdelhamid, Présentation des états financiers dans le Nouveau Système Financier et Comptable Algérien 2009, publier 2010

- La diversité des entreprises et le fait qu'une petite entreprise n'est pas comparable à un groupe de sociétés.
- Un lien étroit et historique entre la comptabilité et la fiscalité.
- La perte de souveraineté et la convergence vers un modèle comptable fortement économique et non juridique.

2.2 La normalisation comptable en Algérie

« La normalisation est définie en tant qu'une adoption d'une terminologie et de règles communes pour la production des états financiers identiques d'une entreprise à l'autre. La normalisation offre l'intérêt de permettre les comparaisons dans le temps (normalisation temporelle) et dans l'espace qui veut dire d'une entreprise à l'autre (normalisation spatiale) »¹.

Chaque pays possède son propre système de normalisation et de réglementation comptable, ce qui concerne l'Algérie nous allons le développer juste après.

L'Algérie a adopté un nouveau plan comptable dit système comptable et financier (S.C.F.), cohérent avec les normes comptables internationales (IFRS) qui se substitue au plan comptable national (PCN).

L'élaboration du nouveau plan comptable s'est faite avec l'assistance d'un groupe d'experts français.

D'après la loi n°07-11 du 25/11/2007 la comptabilité des entreprises doit être aménagée conformément aux dispositions du nouveau plan comptable à partir du 1/1/2009.

« Le système comptable et financier » concerne toutes les entreprises soumises au Code de Commerce.²

2.3 La composition du nouveau système comptable et financier

« Le système comptable financier comporte un cadre conceptuel de la comptabilité financière, des normes comptables et une nomenclature des comptes permettant l'établissement des états financiers sur la base des principes comptables »³.

Nous pouvons conclure que le nouveau système comptable et financier comprend 2 parties :

¹ OULD AMER Smail, Revue des Sciences Économiques et de Gestion, la normalisation comptable en Algérie : présentation du nouveau système comptable et financier N°10 (2010) p,28

² Idem p,29

³ Le journal officiel algérien, article 6, 25 Novembre 2007

La première partie : traite du cadre conceptuel, de l'organisation de la comptabilité, des règles d'évaluation et des états financiers.

La deuxième partie : porte sur la nomenclature et le fonctionnement des comptes.

2.3.1 Le cadre conceptuel du Système Comptable Financier algérien

Le cadre conceptuel du Système Comptable Financier algérien (SCF) est inspiré de celui des normes comptables internationales

Ce cadre est défini par voie réglementaire. Il constitue un guide pour l'élaboration des normes comptables, leur interprétation et la sélection de la méthode comptable appropriée lorsque certaines transactions ne sont pas traitées par les normes ou par les interprétations.

Le cadre conceptuel du référentiel (SCF) n'est pas une norme proprement dite, il définit ¹:

- Les concepts qui sont à la base de la préparation et de la présentation des états financiers ;
- Les conventions et principes comptables à respecter et caractéristiques qualitatives de l'information financière ;
- Il constitue une référence pour l'établissement de nouvelles normes ;
- Il facilite l'interprétation des normes comptables et l'appréhension d'opérations ou d'événements non explicitement prévus par la réglementation comptable.

En fait ce cadre définit les principes et conventions comptables :

L'objectif des états financiers est de fournir des informations utiles sur la situation financière (Bilan), la performance (Compte de résultat) et la variation de la trésorerie (Tableau des Flux de Trésorerie) d'une entité afin de répondre aux besoins de multiples utilisateurs. Ces états permettent de garantir la transparence de l'entité à travers une information complète et de fournir une présentation fidèle de l'information nécessaire pour la prise de décision.

2.3.2 Les hypothèses sous-jacentes à la préparation des états financiers

Le cadre conceptuel distingue 2 hypothèses à la préparation des états financiers qui sont² :

- **La comptabilité d'engagement** (comptabilité d'exercice) : les effets des transactions sont comptabilisés quand ces transactions se produisent et non pas

¹ OULD AMER Smail, Revue des Sciences Économiques et de Gestion, la normalisation comptable en Algérie : présentation du nouveau système comptable et financier N°10 (2010) p,28

² Idem, p 29

lorsqu'interviennent le versement de trésorerie et ils sont enregistrés dans les états financiers des exercices auxquels ils se rattachent.

- **La continuité d'exploitation** : les états financiers sont normalement préparés selon l'hypothèse qu'une entreprise poursuivra ses activités dans un avenir prévisible sur la base de valeurs de marché.

2.3.3 Les principes fondamentaux retenus dans le cadre conceptuel

Les principes fondamentaux retenus dans le cadre conceptuel sont¹ :

- **La périodicité** : un exercice comptable a une durée de douze mois.
- **L'indépendance des exercices** : le résultat de chaque exercice est indépendant de celui qui le précède et de celui qui le suit.
- **L'importance relative** : les états financiers doivent mettre en évidence toute information significative.
- **La prudence** : actifs et produits ne doivent pas être surévalués et les passifs et les charges ne doivent pas être sous évalués.
- **La permanence des méthodes** : permanence dans l'application des règles et procédures relatives à l'évaluation des éléments et à la présentation des informations.
- **L'intangibilité du bilan d'ouverture** : bilan du 1/1/n correspond au bilan du 31/12/n-1
- **La prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique** : les opérations sont enregistrées conformément à leur réalité économique et financière.
- **La compensation** : la compensation est interdite entre éléments d'actifs et éléments de passifs ou entre éléments de charges et éléments de produits dans le compte de résultat.
- **L'image fidèle** : les états financiers doivent donner une image fidèle de la situation financière de l'entité.

2.3.4 Les caractéristiques qualitatives de l'information financière

Pour les besoins de la prise de décision, les états financiers doivent garantir² :

- **La transparence** sur la réalité de l'entité en présentant une information complète et utile.

Cette information doit répondre aux caractéristiques suivantes :

¹ OULD AMER Smail, Revue N°10 des Sciences Économiques et de Gestion, la normalisation comptable en Algérie : présentation du nouveau système comptable et financier 2010, p30

² Idem p31

- **La pertinence** : une information est pertinente lorsqu'elle influence les décisions économiques des utilisateurs des comptes en les aidants à évaluer des événements passés, présents ou futurs.
- **La fiabilité** : une information est fiable si elle n'est pas entachée d'erreur ni de biais importants.
- **La comparabilité** : les états financiers doivent être comparables dans l'espace et dans le temps.
 - La comparabilité dans l'espace signifie que les utilisateurs doivent être en mesure de confronter les états financiers de l'entreprise à ceux d'entreprises semblables.
 - La comparabilité dans le temps signifie la possibilité de comparer les états financiers successifs d'une même entreprise.
- **L'intelligibilité** : l'information doit être immédiatement compréhensible par les utilisateurs. Les utilisateurs sont supposés avoir une connaissance raisonnable des activités économiques et de la comptabilité.

La section 3 : Présentation des états financiers selon les IAS/IFRS et le SCF

Avant de présenter les états financiers selon les IAS/IFRS et le SCF, nous devons savoir des généralités sur ces états financiers.

3.1 Généralités sur les états financiers

Il est indispensable de passer avant par les généralités des états financiers qui l'englobe :

3.1.1 Le processus d'élaboration des états financiers

L'élaboration des états financiers passe par quatre étapes :

- Agrégation de l'information
- La classification des éléments des états financiers par nature ou par destination
- La structure qui consiste à présenter les différentes composantes dans les états financiers
- L'articulation.

3.1.2 Structure et contenu des états financiers

- **Dispositions générales**

Les états financiers doivent être distingués des autres informations et des rapports

- **Informations communes à tous les états financiers**

L'entreprise doit indiquer dans chacune des pages des états financiers :

- Le nom de l'entreprise ;
- La date d'arrêté des comptes et la période couverte par les états financiers ;

- L'unité monétaire, la présentation de chiffres arrondis est admise tant que l'importance significative est respectée.
- La mention consolidée, s'il s'agit d'un groupe d'entreprise.

- **Durée de l'exercice**

Le cadre conceptuel dispose dans son § 40 que l'exercice comptable couvre une période de douze mois et qui coïncide généralement avec l'année civile. Dans certains cas l'exercice comptable s'étend jusqu'au moment où l'exploitation atteint son niveau le plus bas.

- **Rapidité de diffusion de l'information**

L'article 21 de la loi 96-112 dispose : « les états financiers sont élaborés et présentés au plus tard dans les trois mois qui suivent la date de clôture de l'exercice comptable ».

3.2 Définitions des états financiers

Parmi plusieurs définitions des états financiers, nous avons relevé les suivantes :

L'IAS 01 traite la présentation des états financiers, Le paragraphe 7 de la première partie de la norme comptable générale définit les états financiers comme étant « une représentation financière structurée des événements affectant une entreprise et des transactions réalisées par elle ¹»

« Les états financiers sont un ensemble complet de documents comptables et financiers permettant de donner une image fidèle de la situation financières, de la performance et de la trésorerie de l'entreprise à la fin de l'exercice »².

« Les Etats financiers doivent présenter de manière fidèle la situation financière de l'entité, ses performances et tout changement de sa situation financière, et doivent refléter l'ensemble des opérations et Evènements découlant des transactions de l'entité et des effets des Evènements liés son activité³ ».

Toutes ces définitions prennent, donc, les états financiers comme étant des documents financiers regroupant des informations sur l'état de l'entreprise, que ce soit sa situation financière, sa performance ou sa trésorerie, tout en veillant à respecter son image fidèle. Et présentent ainsi une information financière intelligible, comparable, pertinente et fiable nécessaire à toute prise de décision.

¹ Selon la norme IAS 01 « présentation des états financiers » paragraphe 7

² Plan comptable national, Article 110-1, Février 2005

³ Journal officiel, article 26, 25 novembre 2007

3.3 Présentation des états financiers

« Les états financiers sont arrêtés sous la responsabilité des dirigeants sociaux. Ils sont établis dans un délai maximum de quatre (4) mois suivant la date de clôture de l'exercice et doivent être distingués des autres informations éventuellement publiées par l'entité »¹.

Les états financiers préconisées par l'IAS 1 et le SCF sont au nombre de cinq :

- Un bilan ;
- Un compte de résultat ;
- Un tableau de flux de trésorerie ;
- Un tableau de variations des capitaux propres ;
- Une annexe.

Le S.C.F à introduit deux états financiers qui ne figuraient pas dans le P.C.N: le tableau de variation des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie, pour cela il s'est inspiré du référentiel de l'IASB.

1. Le Bilan

« Le bilan comptable est un document rendant compte de la situation patrimoniale d'une entreprise à un instant précis. Le bilan est divisé en deux parties équilibrées sur le plan comptable. La première partie comprend l'ensemble des emplois d'une entreprise. La seconde partie comprend l'ensemble de ses ressources »²

1.1 Les éléments du bilan

1.1.1 L'actif

Selon le cadre conceptuel « Un actif est une ressource contrôlée par l'entreprise du fait d'évènements passés et dont des avantages économiques futurs sont attendus par l'entreprise... »³.

Le cadre conceptuel divise les actifs figurants au bilan en actifs courants et actifs non courants⁴: voir l'Annexe N°1

a. Les actifs courants :

Les actifs que l'entité s'attend à pouvoir réaliser (ou vendre ou consommer) dans le cadre du cycle d'exploitation normal ; le cycle d'exploitation est une période s'écoulant entre

¹ Journal officiel, article 27, 25 novembre 2007

²<http://droit-finances.commentcamarche.net/faq/23602-bilan-comptable-definition> consulté le 13/03/2017 à 12:56

³ C. Maillat-Baudrier et A. Manh, Les normes comptables internationales IAS-IFRS, Vanves, 2007 pp :29-32

⁴ André, Altmeyer Normes IAS/IFRS : que faut-il faire ? Comment s'y prendre, Editions d'organisation, Paris 2004, p23

l'acquisition des matières premières ou des marchandises entrant dans le processus d'exploitation, et leur réalisation sous forme de trésorerie ;

- Les actifs détenus essentiellement à des fins de transactions ou pour une durée courte que l'entité s'attend à réaliser dans les douze mois ;
- Les actifs constitutifs de trésorerie ou équivalents de trésorerie dont l'utilisation n'est pas soumise à restrictions.

b. Les actifs non courants : tous les autres actifs sont considérés comme actifs non courants par exemple :

- Les actifs qui sont destinés à être utilisés d'une manière continue pour les besoins des activités de l'entreprise tels que les immobilisations corporelles Ou incorporelles ;
- Ou les actifs détenus à des fins de placement à long terme ou qui ne sont pas destinés à être réalisés dans les douze mois à compter de la date de clôture.

1.1.2 Le Passif

Selon le cadre conceptuel le passif est « Une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'évènements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques. Une des caractéristiques essentielles d'un passif est que l'entreprise a une obligation actuelle. Une distinction doit être faite entre une obligation actuelle et un engagement futur »¹

Le cadre conceptuel divise le passif en passifs courants et non courants, d'après l'exigibilité croissante². Voir l'Annexe N°2.

a. Les passifs courants

- Les passifs dont le règlement est prévu durant le cycle d'exploitation de l'entreprise,
- Les passifs détenus principalement à des fins de transaction,
- Les passifs que l'entreprise ne dispose pas du droit d'en différer le règlement au-delà des douze mois suivant la clôture.

b. Les dettes non courantes : sont tous les passifs ne répondant pas aux critères de classification des passifs courants sont classés en non courants.

¹C.Maillet-Baudrier et A. le Manh,o,p,cit, pp :29-32

²André, Altmeyer,o.p.cit, p,28

1.1.3 Capitaux propres

Les capitaux propres ou fonds propres ou capital financier sont l'intérêt résiduel dans les actifs après déduction de passif exigible. Selon le cadre conceptuel les actifs, les passifs et capitaux propres sont liés directement à l'évaluation de la situation financière de l'entité.

Le SCF comme dans le référentiel international, il n'exige pas un format de présentation du bilan obligatoire et laisse même le choix à l'entreprise de faire apparaître d'autres informations dans le bilan ou l'annexe.

2. Le compte de résultat

« Le compte de résultat correspond au détail des produits générés (Comptes de classe 7) et des charges consommées (Comptes de classe 6) d'une entreprise au cours d'un exercice comptable. C'est un document comptable très important dans la mesure où il reflète l'activité de l'entreprise. Il correspond à la différence entre les produits et les charges, et indique si l'entreprise a fait un bénéfice ou un déficit »¹.

2.1 Les éléments du compte de résultat

Les éléments qui composent un compte résultat sont :

a. **Les produits** : selon le cadre conceptuel :

« Les produits sont les accroissements d'avantages économiques au cours de l'exercice, sous forme d'entrées ou d'accroissement d'actifs, ou de diminutions de passifs qui ont pour résultat l'augmentation des capitaux propres autres que

Les augmentations provenant des apports des participants aux capitaux propres »².

b. **Les charges** : selon le cadre conceptuel

« Les charges sont définies comme des diminutions d'avantages économiques au cours de l'exercice sous forme de sorties ou de diminution d'actifs, ou de survenances de passifs qui ont pour résultat de diminuer les capitaux propres autrement que par distributions aux participants aux capitaux propres »³.

Selon le cadre conceptuel les produits et les charges sont liés directement à l'évaluation de la performance de l'entité.

¹C.Maillet-Baudrier et A. le Manh, o.p.cit, p :33

²Idem p33

³C.Maillet-Baudrier et A. le Manh, o.p.cit, p :34

2.2 Modèle du compte de résultat

« Le compte de résultat est présenté soit par destination (fonction), soit par nature de charge. Aucun format de présentation n'est imposé par le cadre conceptuel, mais il y a certaines entreprises qui présentent les deux modèles »¹.

Donc on peut conclure qu'il existe deux façons de présenter le compte de résultat soit

- Répartition des charges **par nature** (consommations de matières, charges de personnel, amortissements, etc...) Les éléments du compte de résultat par nature sont présentés en éléments ordinaires et éléments extraordinaires. Voir l'ANNEXE 3.
- Répartition des charges **par fonction** (charges de distribution, charges administratives, etc...). S'il est établi doit être présenté dans l'annexe. Voir l'ANNEXE 4.

3. Tableau des flux de trésorerie

« Le tableau des flux de trésorerie permet d'expliquer aux investisseurs les causes des variations de la trésorerie lors d'une période donnée. On peut ainsi comprendre comment la société génère de l'argent, comment elle investit et comment elle se finance. Aussi, il est possible de détecter les possibles difficultés de financement pouvant survenir dans la vie d'une entreprise »².

3.1 Les éléments du Tableau des Flux de Trésorerie

a. Les activités opérationnelles : ils sont fondamentaux pour déterminer l'aptitude de l'entreprise à dégager de l'argent par ses seules activités opérationnelles. Ces flux permettent à l'entreprise de rembourser les emprunts, verser des dividendes ou investir par un autofinancement. Les activités opérationnelles sont les principales activités génératrices de produits de l'entreprise et toutes les activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement³.

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont les encaissements et les décaissements liés au cycle d'exploitation, aux charges et produits financiers et exceptionnels, à la participation des salariés et à l'impôt sur les sociétés

b. Les activités d'investissement : ils génèrent le plus souvent des sorties d'argent, car ils comprennent toutes les acquisitions d'immobilisations qui ont été payées lors de l'exercice social. Ils peuvent être réduits si l'entreprise a cédé des immobilisations. Les activités

¹André, Altmeyer, o.p.cit, p,29

²<http://culturefinanciere.com/analyser-un-tableau-des-flux-de-tresorerie/> consulté le 13/03/2017 à 21 :36

³ Maillat-Baudrier et A. le Manh, o.p.cit,p :39.

d'investissement sont l'acquisition, la sortie d'actifs à long terme et les autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie¹.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont les encaissements et les décaissements destinés à acquérir ou à céder des biens ou des créances classés en immobilisations, une part du capital d'autres entreprises ; à consentir ou à obtenir le remboursement de prêts ou d'avances.

c. Les activités de financement

Les activités qui entraînent des changements quant à l'ampleur et à la composition des capitaux propres et des capitaux empruntés de l'entreprise.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement sont les encaissements et les décaissements liés au financement externe de l'entreprise (augmentation de capital, nouveaux emprunts, subventions d'investissement, remboursements d'emprunts, dividendes...).

Pour chaque catégorie de flux de trésorerie, un solde intitulé flux net est calculé par différence entre les encaissements et les décaissements. Il mesure la contribution de chaque fonction à la formation de la variation de trésorerie.

3.1 Modèles du Tableau des Flux de Trésorerie

Le flux de trésorerie lié aux activités opérationnelles est déterminé par la méthode directe, qui est vivement recommandée, ou par la méthode indirecte, qui est peu appliquée.

L'IAS1 autorise deux modèles de présentation du tableau des flux de trésorerie :

Les flux opérationnels (d'exploitation) peuvent être présentés de deux façons ²:

- **Par La méthode directe** qui consiste à :
 - Présenter les principales rubriques d'entrée et de sortie de trésorerie brute (Clients, fournisseurs, impôts...) afin de dégager un flux de trésorerie net,
 - Rapprocher ce flux de trésorerie net du résultat avant impôt de la période considérée.
- **Par La méthode indirecte** : Consiste à ajuster le résultat net de l'exercice en tenant compte des effets des transactions sans influence sur la trésorerie (amortissements, variations clients, stocks, fournisseurs...).

Nous allons détailler le tableau des flux de trésorerie qui est notre sujet de recherche dans le prochain chapitre.

¹ Maillet-Baudrier et A. le Manh, o.p.cit,p 40

² ANNE FORTIN, Etat des flux de trésorerie, Presses de l'université du Québec 1998, p 08-10

4. Le tableau de variation des capitaux propres

« Un tableau de variation des capitaux propres est un document présenté sous forme de tableau et qui fait état des divergences constatées entre la variation des capitaux propres au cours de l'exercice et le résultat de cette même période.

Il permet notamment d'isoler les variations constituant la résultante d'opérations de structure et de reconstituer le résultat de la période considérée à partir des variations des postes de capitaux propres »¹. Voir l'Annexe N°5

4.1 Les éléments du tableau de variation des capitaux propres

Les informations minimales à présenter dans cet état concernent les mouvements liés aux :

- Résultat net de l'exercice.
- Changements de méthode comptables et aux corrections d'erreurs dont l'impact est directement enregistré en capitaux propres.
- Autres produits et charges enregistrés directement dans les capitaux propres dans le cadre de correction d'erreurs significatives.
- Opérations en capital (augmentation, diminution, remboursement...)
- Distributions de résultats et affectations décidées au cours de l'exercice.

L'entreprise a le choix d'inclure ou non les variations résultant de transaction sur le capitale et les distributions. Si ces informations ne sont pas indiquées dans le tableau de variations des capitaux propres, elles font l'objet d'une information en annexe.

5. L'annexe

« Les annexes sont un élément constitutif des états financiers d'une société. Leur objectif est d'apporter des informations et aider à la compréhension du compte de résultat et du bilan. Les annexes contiennent des informations obligatoires dont le nombre varie selon la taille, la forme de l'entreprise et toutes les informations pertinentes afin de refléter l'image fidèle de l'entreprise »².

Nous pouvons conclure que l'annexe des états financiers est un document de synthèse qui comporte des informations utiles pour la compréhension des opérations figurant sur les états financiers.

¹<http://www.compta-facile.com/tableau-de-variation-des-capitaux-propres/> visité 14 /03/2017 à 11 :42

²<https://www.l-expert-comptable.com/a/52026-les-annexes-comptables.html> visité 14 /03/2017 à 13 :42

5.1 Les éléments figurant en annexe

Les notes en annexe, permettent de comprendre les critères d'évaluation utilisés pour l'établissement des états financiers ainsi que les méthodes comptables spécifiques employées, nécessaires à la bonne compréhension de la lecture des états financiers.

En effet l'annexe ne doit comprendre que les informations significatives, susceptibles d'influencer le jugement que les destinataires des documents peuvent porter sur le patrimoine, la situation financière et le résultat de l'entreprise.

3.4 Les objectifs des états financiers

Selon le cadre conceptuel, l'objectif des états financiers est de « Fournir une information sur la situation financière, la performance économique et l'évaluation de la situation financière de l'entreprise, qui soit utile à une large gamme d'utilisateurs lorsqu'ils prennent leurs décisions économiques »¹. Et cela par les trois indicateurs suivants²:

1. La situation financière de l'entreprise

La situation financière d'une entreprise est affectée par :

- Les ressources économiques qu'elle maîtrise : l'information relative aux ressources contrôlées par une entreprise permet en particulier de prévoir sa capacité à générer dans l'avenir des liquidités et des équivalents de liquidités.
- Sa structure financière : l'information relative à la structure financière d'une entreprise permet de prévoir les besoins d'emprunter des capitaux et aussi la façon dont les profits et les flux de trésorerie futurs seront répartis entre ceux qui ont un intérêt dans l'entreprise.
- Sa liquidité et sa solvabilité : l'information relative à la liquidité et à la solvabilité de l'entreprise permet sa capacité à respecter ses engagements financiers lors de leur arrivée à échéance et sa capacité à s'adapter aux évolutions de l'environnement dans lequel elle intervient. Ce type d'information est fourni principalement par un bilan.

2. La performance

L'information sur la performance d'une entreprise, et en particulier à sa rentabilité, est nécessaire afin d'évaluer les changements potentiels des ressources économiques que l'entreprise est susceptible de contrôler dans l'avenir. L'information relative à la performance d'une entreprise est utile pour :

¹Système comptable et financier SCF, BERTI édition, Alger 2009, P54.

²Revue sur la normalisation comptable internationale IAS/IFRS et le système comptable financier SCF page 28

- Prédire sa capacité à générer des flux de trésorerie sur la base de ses ressources existantes
- Evaluer l'efficacité avec laquelle elle pourrait employer des ressources supplémentaires. Cette information est donnée principalement dans un compte de résultat.

3.L'évaluation de la situation financière de l'entreprise

L'information sur la situation financière de l'entreprise est utile afin d'apprécier les ses activités au cours d'une période, en matière d'investissement, de financement et d'exploitation. Elle permet en particulier d'évaluer la capacité de l'entreprise à générer des liquidités et des équivalents de liquidités, ainsi que ses besoins en la matière.

Cette information est fournie au moyen de l'état de flux de trésorerie.

Les états financiers servent aussi :

- A garantir la transparence à travers une information complète et fournir une présentation fidèle de l'information utile pour les besoins de la prise de décision.
- A informer sur les droits de propriété et autres droits liés à l'entreprise. Les normalisateurs de la comptabilité déterminent les normes en fonction de l'environnement.

3.5 Divergences entre le système comptable financier et les IFRS

Le nouveau système comptable financier se veut généralement compatible avec les IFRS, cependant quelques différences peuvent être constatées et à titre d'exemple nous citons¹ :

- Le nouveau référentiel algérien prévoit des règles spécifiques dans les domaines de l'organisation et tenue de la comptabilité, la nomenclature et règles de fonctionnement de ces comptes, qui ne sont pas traités par les IFRS
- Le nouveau référentiel algérien traite du cas particulier des très petites entreprises, alors que les IFRS n'envisagent aucune disposition particulière pour ces entreprises.
- Le nouveau référentiel algérien définit l'entité et l'unité monétaire qui ne sont pas mentionnées par les IFRS.
- Le nouveau référentiel algérien ne traite pas les domaines spécifiques des banques et des assurances.

Il existe des traitements alternatifs autorisés par les IFRS et qui ne sont pas repris par le nouveau référentiel algérien², c'est le cas par exemple de :

¹ Samir MEROUANI, le projet du nouveau système comptable financier algérien, anticipé et préparer le passage du PCN 1975 aux normes IFRS, mémoire magister, école supérieure de commerce 2007, p79

² Idem, p80

- L'évaluation des immobilisations corporelles à la juste valeur à la clôture.
- L'application de la méthode LIFO pour l'évaluation des stocks.
- La comptabilisation des coûts d'emprunts rattachables à l'acquisition, la construction et la production d'un actif.
- La comptabilisation d'une immobilisation donnant lieu à une subvention d'investissement à sa valeur d'acquisition diminuée du montant de subvention reçue.
- La comptabilisation de l'impact d'un changement de méthode comptable ou d'une correction d'erreur dans le résultat de l'exercice en cours.

Conclusion du chapitre

Pour conclure ce chapitre et dans la mesure où il s'agit d'une conception nouvelle de l'information financière, nous pouvons dire que les normes internationales IFRS ont conduit à un profond changement dans la comptabilité, et l'étude ce chapitre et surtout de la première section nous a permis de passer en revue l'environnement comptable international marqué par la volonté du normalisateur international IASB de généraliser les normes internationales ce qui nous a donné l'opportunité d'exposer les motifs, les pourquoi et le comment de la normalisation de l'IASB.

L'information financière joue un rôle très important et décisif pour les différents acteurs économiques à savoir les investisseurs, l'Etat, les salariés...etc. Elle est diffusée sous forme d'états financiers qui retracent l'activité des entreprises sur une période donnée.

Partout dans le monde, les états financiers sont soumis à une réglementation très stricte qui précise leur contenu et leur forme. Cette réglementation diffère d'un pays à un autre selon les choix et les orientations économique des normalisateurs.

Le second chapitre sera consacré au Tableau des Flux de Trésorerie qui fait partie des états obligatoires exigés par le SCF et son importance dans la prise de décision.

La loi contenant SCF impose à toute entité entrant dans le champ d'application du système comptable financier d'établir annuellement des états financiers

A savoir :

Le bilan, le tableau de résultat, le tableau des flux de trésorerie, le tableau de variation de capitaux propres, l'annexe.

Dans ce chapitre nous nous intéressons au Tableau des Flux de Trésorerie vue son importance dans l'analyse de la situation financière de l'entreprise et son aide à la prise de décisions.

Utilisés aux Etats-Unis depuis les années soixante, le Tableau des Flux de Trésorerie n'a pas connu, le même succès dans plusieurs pays comme la France où le tableau de financement était plus utilisé.

En Algérie ce tableau a été négligé par le PCN et non inclus dans les états obligatoires jusqu'au passage vers le système comptable financier en 2008.

Parmi les facteurs du succès tardif de ce tableau :

- L'évolution des mentalités avec la mondialisation ;
- La multiplication des groupes multinationaux et des recommandations émanant des organismes internationaux qui visent une harmonisation mondiale de la présentation des comptes.
- La crise économique des dernières années, l'augmentation du nombre d'entreprises en difficulté et le besoin accentué de développer des outils de détection rapide des problèmes de trésorerie dans l'entreprise.
- L'évolution des moyens de traitement de l'information et la banalisation de l'informatique.

Dans ce second chapitre nous proposons une étude détaillée du tableau des flux de trésorerie et son importance dans la prise de décision, notre étude sera répartie en trois sections : la première section intitulé « Tableau des flux de trésorerie et méthodes d'élaboration, la deuxième « l'information financière et la prise de décision », et la troisième « L'utilisation de l'information financière issues du tableau des flux de trésorerie dans la prise de décision ».

Section 1 : Tableau des Flux de Trésorerie et méthodes d'élaboration

Avant d'aller présenter le Tableau des Flux de Trésorerie, Il est indispensable de passer par les généralités de ce tableau.

2.1 Généralités sur le tableau des flux de trésorerie

Il est important de signaler que le tableau des flux de trésorerie est considéré comme un critère de mesure de performances facilement compréhensible pour les utilisateurs sans réelle expérience dans l'analyse financière. Il leur fournit des informations simples est répond aux plus simples questions :

- D'où vient la trésorerie de la période ?
- A quoi fut-elle utilisée dans la période ?
- Quel a été le changement du solde de trésorerie ?

Plusieurs définitions sont données à la trésorerie et équivalents de trésorerie.

La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue¹.

Les équivalents de trésorerie² correspondent aux placements à court terme très liquides, facilement convertibles en trésorerie et dont le risque de variation de valeur est négligeable. Leur terme ne doit pas dépasser trois mois, Ils sont plus détenus pour faire aux engagements de trésorerie à court terme plutôt qu'à d'autres finalités.

La définition de trésorerie donnée par le CNC peut être résumée dans le tableau suivant :

Tableau 1: Trésorerie et équivalents de la trésorerie

Trésorerie	Equivalents de trésorerie
Caractéristiques liquidités : <ul style="list-style-type: none">- Fonds de caisse- Dépôts à vue- Découverts	Caractéristiques liquidités : <ul style="list-style-type: none">- Placements très liquides- Facilement convertibles- Risque négligeable de changement de valeur

Source : Hamid CERBAH, tableau de flux de trésorerie selon les normes comptables internationales, p13

¹ Selon la norme IAS7 « Tableau des flux de trésorerie ».

² Idem.

Remarques :

- Un placement n'est qualifié équivalent de trésorerie que s'il a une échéance rapprochée, inférieure ou égale à trois mois à partir de la date de l'acquisition donc les actions cotées (et non cotées) et les obligations à échéance supérieure à trois mois sont à exclure des équivalents de trésorerie.
- Les découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie sont considérés comme trésorerie et équivalents de trésorerie.
- Les emprunts bancaires sont considérés comme faisant partie de l'activité de financement.

2.1.1 Présentation des flux de trésorerie

Toutes les opérations que réalise l'entreprise avec son environnement se traduisent immédiatement ou à terme, par des flux de trésorerie.

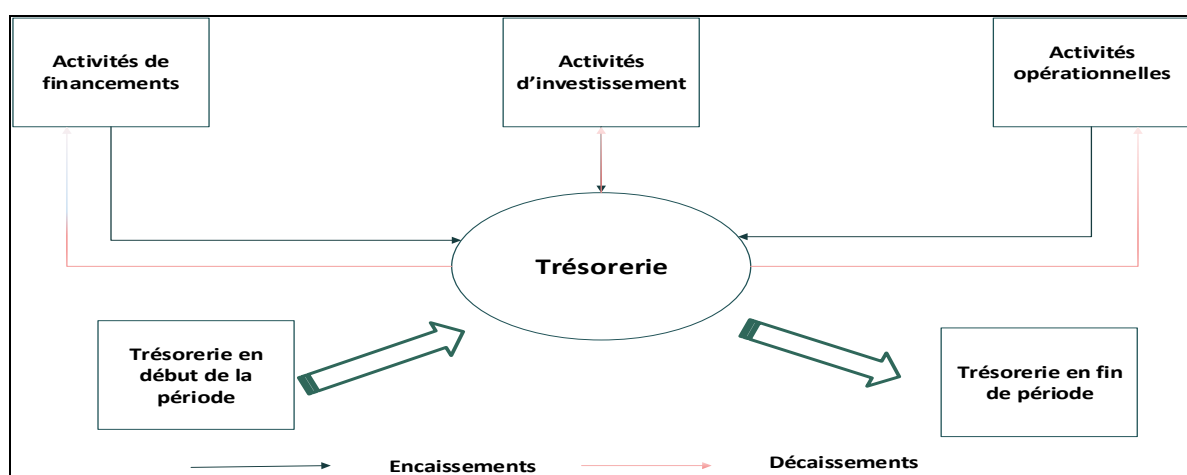
Ces flux résultent des sorties et des entrées de trésorerie et d'équivalents de trésorerie. Autrement dit, les flux sont tous les encaissements et les décaissements qu'effectue l'entreprise sur un exercice donné.

Donc

$$\text{Encaissements} - \text{Décaissements} = \text{Flux net global de trésorerie}$$

Ce flux net global de trésorerie provient de trois origines distinctes illustré par le schéma suivant :

Schéma 1: Origine de flux net global de trésorerie



Source : Jean BARREAU, Jacqueline DELAHAYE, Florence DELAHAYE, DECF 4 manuel et applications, gestion financière, p 23

Donc le flux de trésorerie net de trésorerie peut être réparti en trois catégories :

- Flux de trésorerie provenant des activités de financement
- Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement
- Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Ainsi, chaque flux de trésorerie dans l'entreprise doit être classé dans l'une de ces catégories :

- Les activités opérationnelles sont les principales activités génératrices de produits de l'entité. Il est de même pour toutes les autres activités qui ne sont pas considérées comme des activités d'investissement ou de financement. Ce sont les principales activités génératrices de résultats et de revenus de l'entreprise.
- Les activités d'investissement couvrent l'acquisition et la vente d'actifs durables et autres investissements ainsi que des placements non inclus dans les équivalents de trésorerie. En réalité, elles garantissent la continuité de l'activité de l'entreprise, donc les cash-flows futurs.
- Les activités de financement sont celles qui affectent la situation nette de l'entreprise (fonds propres) et les dettes de l'entreprise.

2.1.2 L'évolution du Tableau des Flux de Trésorerie :

Le cas du tableau de trésorerie est un exemple intéressant pour voir comment évolue la comptabilité pour répondre aux besoins des utilisateurs des états financiers¹.

A l'origine, il apparaissait sous la forme d'une simple analyse appelée « tableau origine destination » qui consistait en une simple liste d'augmentation et de diminutions des différentes postes du bilan d'une entreprise.

Après quelques années, le titre de ce tableau a été changé en « tableau des fonds ».

En 1961, l'American Institute of certified Public Accountants (A.I.C.P.A) reconnaissant l'importance de cet état financier, a sponsorisé une recherche « Analyse de flux de trésorerie et le tableau des fonds ».

En 1963, le nom de cet état a été changé en « Tableau des sources et d'utilisation des fonds » et L'AICPA a recommandé que le tableau soit inclus dans les rapports annuels fournis aux actionnaires et qu'il soit couvert par l'opinion de l'auditeur.

En 1970 la SEC dans son rapport (17) oblige toute société cotée ou voulant être cotée de publier un « Tableau des sources et d'utilisation des fonds ».

¹ CERBAH Hamid, tableau des flux de trésorerie selon les normes comptables internationales IAS/IFRS, page blues, 2014

CHAPITRE II : LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET LA PRISE DE DECISION

En 1974, le Canadian Institute of Chartered Accountants (CICA) a changé le titre du tableau en « Tableau du changement de la position financière ». L'objectif de cet état a été d'informer les différents utilisateurs de l'information financière sur les activités de financement de l'entreprise et comment ses ressources financières ont été utilisées durant la période couverte par le document.

En 1985, une révision importante du CICA a changé l'objectif du document. Il était prévu de fournir l'information sur les activités opérationnelles d'investissement et de financement de l'entité économique, et aussi sur les effets de ces activités sur ses ressources de trésorerie. La principale raison du changement de l'intérêt qui passe du fond de roulement à celui de la trésorerie était, selon les investisseurs et les analystes, que la comptabilité d'engagement était très éloignée des flux de trésorerie de l'entreprise et que le résultat net ne reflétait plus la situation réelle de l'entreprise vu les méthodes et les techniques comptables utilisées.

Cette modification de concentration de la présentation de flux de trésorerie opposée au tableau de changement de la position financière a été largement acceptée par les préparateurs, les utilisateurs des états financiers et les normalisateurs dans la plupart des pays à travers le monde.

En 1996, l'Accounting Standards Board (A.S.B) a émis une motion (exposure draft) qui proposait d'adopter l'IAS7 « Tableau de flux de trésorerie » en remplacement des exigences actuelles du Manuel du CICA (Section 1540).

L'acceptation de l'IAS 7 par la Securities and Exchange Commission (SEC) américaine des tableaux des flux de trésorerie fournis par les déclarantes étrangers et la prise en charge de l'IAS par l'organisation internationale des Securities Commissions influencèrent la décision de l' A.S.B de mettre à l'avant le standard international comme le recommandait la position canadienne. « The exposure draft » clarifie et modifie quelques-unes des exigences courantes et rend obligatoire l'inclusion du tableau de flux de trésorerie dans l'ensemble des tableaux financiers préparés en accord avec les Generally Accepted Accounting Principles (GAAP).

Aux U.S.A dans l'US GAAP, la norme F.A.S 95 rend obligatoire l'élaboration d'un tableau de flux de trésorerie comme partie intégrante des états financiers. Le modèle de tableau de flux de trésorerie présenté par la norme Financial Accounting Standards 95 (FAS) est tout à fait semblable à celui présenté dans l'IAS 7.

2.1.3 Les entités devant présenter le Tableau des flux de trésorerie en Algérie

Toute entité entrant dans le champ d'application du SCF doit obligatoirement présenter un « état de flux de trésorerie » à la clôture de chaque exercice, plus précisément :

- Les entreprises soumises au code de commerce,
- Les coopératives,
- De plus et de façon générale, toutes les entités produisant des biens ou des services marchands ou non marchands, dans la mesure où elles exercent des activités économiques qui se fondent sur des actes répétitifs.

Quant aux très petites entreprises, ces dernières sont autorisées à tenir une comptabilité de trésorerie qui repose sur l'établissement d'un livre de trésorerie dégageant le flux net de trésorerie (recette ou perte nette).

2.2 Définition du Tableau des Flux de Trésorerie

▪ Selon le Système Financier et Comptable Algérien :

« Le tableau de flux de trésorerie a pour but d'apporter aux utilisateurs des états financiers une base d'évaluation de la capacité de l'entreprise à générer de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que des informations sur l'utilisation de ces flux de trésorerie ».

▪ Selon l'Ordre des Experts Comptables (O.E.C.)

Le Tableau des Flux de Trésorerie destiné à expliquer la variation de trésorerie de l'exercice.

Ce tableau de synthèse, non obligatoire, peut s'appliquer à toutes les entreprises et après certaines adaptations aux banques, aux assurances et aux associations.

Selon Christian Hoarau¹ : "Un tableau des flux de trésorerie regroupe les encaissements et les décaissements liés aux activités courantes de l'entreprise, à ses investissements et à son financement. Il constitue un état de synthèse à part entière dont la finalité première est d'expliquer la variation de trésorerie."

Après ces quelques définitions, nous pouvons conclure que le tableau des flux de trésorerie est une synthèse des flux de liquidités résultant de l'exploitation des investissements et des opérations financières de l'entreprise. Ce tableau complète l'information comptable fournie par le bilan et le compte de résultat.

¹ "Tableaux de financement et de flux" - article 99- Encyclopédie de comptabilité, 2009

Le Tableau des Flux de Trésorerie est, à l'instar du compte de résultat, un compte dynamique. Il permet une analyse des flux de trésorerie, contrairement au bilan qui ne représente qu'une vue statique de la trésorerie, valable à un instant donné.

2.3 Eléments liés à la présentation du Tableau des flux de trésorerie

2.3.1 La structure du Tableau des Flux de Trésorerie

Ce tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de disponibilités intervenues pendant l'exercice selon leur origine :

- Flux générés par les activités opérationnelles (activités qui génèrent des produits et autres activités non liées à l'investissement et au financement)
- Flux générés par les activités d'investissement (décaissements sur acquisition et encaissements sur cession d'actifs à long terme),
- Flux générés par les activités de financement (activités ayant pour conséquence de modifier la taille et la structure des fonds propres ou des emprunts).

Flux de trésorerie provenant des intérêts des dividendes, présentés façon permanente d'un exercice à l'autre dans les activités opérationnelles, d'investissement ou de financement.

En IFRS il est possible de présenter les dividendes versés soit comme des flux liés à l'activité de financement soit comme des flux liés à l'activité opérationnelle.

Les dividendes reçus peuvent, quant à eux être classés dans les trois catégories de flux.

2.3.2.1 Flux de trésorerie liée aux activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles¹ constituent une source importante de capitaux pour l'entreprise. En effet, les liquidités que l'entreprise tire de son exploitation lui permettent de verser des dividendes à ses actionnaires, de régler ses dettes et d'investir dans des éléments d'actif à long terme sans recourir à du financement externe.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlent des opérations que l'entreprise effectue dans le cours de ses affaires afin de dégager un bénéfice net (ou une perte nette). Donc, les encaissements et les décaissements découlant de la vente des produits et services de l'entreprise, de la réception ou du versement d'intérêts, du paiement des impôts, de la main d'œuvre et des biens utilisés dans la production sont des flux de trésorerie liés à l'exploitation.

¹ ANNE FORTIN, Etat des flux de trésorerie, Presses de l'université du Québec 1998, p12

2.3.2.2 Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :

Afin d'assurer leur croissance, les entreprises investissent des sommes importantes dans des éléments d'actif à long terme aussi bien corporels qu'incorporels. L'état des flux de trésorerie doit rendre compte de l'utilisation des liquidités engendrées par l'exploitation ou par le financement externe pour l'acquisition de nouveaux éléments d'actif. En outre, les dispositions d'éléments d'actif à long terme doivent également être détaillées, car elles représentent un désinvestissement du capital de l'entreprise.

Les informations sur les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont présentées sous la rubrique « activités d'investissement » et peuvent comprendre les encaissements ou décaissements reliés aux éléments suivants¹ :

- Immobilisations et autres éléments d'actif à long terme, incluant les frais de développement capitalisés et les immobilisations construites par l'entreprise pour elle-même (y compris tout intérêt payé capitalisé dans leur coût) ;
- Placements, incluant actions, titres de créance et participations dans des coentreprises ;
- Dividendes constituant un remboursement de capital pour des placements en actions comptabilisés selon la méthode à la valeur d'acquisition ;
- Prêts et avances consentis ;
- Contrats à terme, contrats d'option ou de crédit croisé (swap), sauf si les rentrées ou les sorties de fonds sont classées parmi les activités de financement ou lorsque ces contrats sont détenus à des fins de commerce.

Donc le flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement est obtenu par différence entre les encaissements et les décaissements relatifs aux opérations d'investissement et de désinvestissement après variation des créances et des dettes sur immobilisations.

2.3.2.3 Flux de trésorerie liée aux activités de financement

Les fonds tirés de l'exploitation sont souvent insuffisants pour financer les activités d'investissement des entreprises. Celles-ci ont alors recours à du financement externe soit sous la forme d'emprunts, soit en émettant du capital-actions. L'état des flux de trésorerie doit donc rendre compte des opérations de l'exercice relatives à ces instruments de financement. Les flux de trésorerie découlant de ces opérations sont divulgués sous la rubrique « activités de

¹ Idem p13

financement » et peuvent comprendre les encaissements ou décaissements reliés aux éléments suivants¹:

- Emprunts à court ou à long terme, incluant les emprunts bancaires les hypothèques, les obligations
- Dépôts acceptés par les établissements financiers ;
- Solde d'obligations découlant de contrats de location-acquisition (versements) ;
- Capital-actions (émission ou rachat) ;
- Dividendes versés (en indiquant séparément les dividendes versés par les filiales aux actionnaires sans contrôle, mais en excluant tout dividende versé inclus dans la détermination du bénéfice net) ; les intérêts versés portés au débit des bénéfices non répartis.

Donc le flux net de trésorerie lié aux opérations de financement est calculé en faisant la différence entre les flux d'encaissement et les flux de décaissement.

2.3.2 L'origine des informations nécessaires pour l'établissement du Tableau des Flux de Trésorerie

Un état de flux de trésorerie est généralement préparé à l'aide de² :

- **Bilans comparatifs**

Ils fournissent les soldes de début et de clôture des actifs, passifs et capitaux propres. C'est donc le changement dans chaque compte entre le début et la fin de la période.

- **Tableau de résultat de l'exercice**

Il fournit des renseignements sur le compte des bénéfices non distribués, ainsi que d'autres informations pour aider à déterminer le montant de liquidités fournies par, ou utilisés, dans les opérations durant la période.

- **Information sur des transactions données :**

Nous pouvons utiliser des informations du grand livre sur des transactions données pour déterminer la façon et l'importance de liquidités fournies ou utilisées durant l'exercice.

Le tableau des flux de trésorerie peut être également établi seulement à l'aide d'une balance de vérification et de certaines informations supplémentaires qui sont nécessaires pour l'établissement et que la balance ne fournit pas.

¹ ANNE FORTIN, op,cit, p12

² Hamid CERBAH, tableau de flux de trésorerie selon les normes comptables internationales, pages bleues, alger,2014, p29

2.3.3 Les points particuliers dans l'établissement du tableau abordé par la norme IAS7

La norme IAS 7 donne des orientations permettant d'améliorer la qualité informative de l'information transmise au travers du tableau de flux.

Nous relèverons en particulier les sept points suivants :

- Les flux de trésorerie en monnaie étrangère ;
- Les éléments extraordinaires ;
- Les intérêts et dividendes ;
- Les impôts sur le résultat ;
- Les participations dans des filiales des entreprises associées et des coentreprises ;
- Les acquisitions et les sorties de filiales et autres unités opérationnelles ;
- Les transactions sans contrepartie en trésorerie.

1. Les flux de trésorerie en monnaie étrangère

- Les flux de trésorerie provenant de transactions en monnaie étrangère doivent être enregistrés dans la monnaie de l'entreprise qui présente les états financiers, par application au montant en monnaie étrangère du cours de change entre la monnaie dans laquelle les états financiers de l'entreprise sont présentés et la monnaie étrangère à la date du flux de trésorerie (IAS 7.25).
- Les flux de trésorerie d'une filiale étrangère doivent être convertis au cours de change entre la monnaie dans laquelle les états financiers de l'entreprise sont présentés et la monnaie étrangère à la date du flux de trésorerie (IAS 7.26).
- Les gains et pertes latents provenant des variations des cours de change ne sont pas des flux de trésorerie (IAS 7.28).

2. Les éléments extraordinaires

Les flux de trésorerie liés à des éléments extraordinaires doivent être classés comme provenant des activités opérationnelles, d'investissement ou de financement, selon le cas, et présentés séparément (IAS 7.29).

Les flux de trésorerie associés à des éléments extraordinaires sont présentés séparément dans le tableau des flux de trésorerie comme provenant d'activités opérationnelles,

d'investissement ou de financement afin de permettre aux utilisateurs de comprendre leur nature et leur effet sur les flux de trésorerie actuels et futurs de l'entreprise (IAS 7.30).

3. Les intérêts et dividendes

Les flux de trésorerie provenant des intérêts et des dividendes perçus ou versés doivent être tous présentés séparément. Chacun doit être classé de façon permanente d'un exercice à l'autre dans les activités opérationnelles, d'investissement ou de financement (IAS 7.31).

4. Les impôts sur le résultat

Les flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat doivent être présentés séparément et classés comme des flux opérationnels de trésorerie, à moins qu'ils ne puissent être spécifiquement rattachés aux activités de financement et d'investissement (IAS 7.35).

Les impôts sur le résultat résultent de transactions qui donnent lieu à des flux de trésorerie classés en activité opérationnelle, d'investissement ou de financement dans le tableau des flux de trésorerie. Alors que la charge d'impôt peut être facilement identifiable pour les activités d'investissement et de financement, les flux de trésorerie relatifs à l'impôt sont souvent impossibles à identifier et peuvent survenir lors d'un exercice différent de celui de la transaction génératrice de flux de trésorerie. Par conséquent, les impôts payés sont habituellement classés en flux de trésorerie d'activités opérationnelles.

5. Les participations dans des filiales des entreprises associées et des Co-entreprises

Une entreprise qui présente sa participation dans une entité contrôlée conjointement selon la méthode de l'intégration proportionnelle (voir IAS 31, Information financière des participations dans des co-entreprises), inscrit dans le tableau consolidé des flux de trésorerie sa quote-part des flux de trésorerie de l'entité contrôlée conjointement. Une entreprise qui présente la même participation selon la méthode de mise en équivalence inscrit dans son tableau des flux de trésorerie les flux liés aux participations dans la co-entreprise, aux distributions et autres entrées ou sorties de trésorerie entre elle et l'entité contrôlée conjointement.

6. Les acquisitions et les sorties de filiales et autres unités opérationnelles

L'ensemble des flux de trésorerie provenant des acquisitions et sorties de filiales et autres unités opérationnelles doivent être présentés séparément et classés dans les activités d'investissement (IAS 7.39).

7. Les transactions sans contrepartie en trésorerie :

Les transactions d'investissement et de financement qui ne requièrent pas de trésorerie au sens large doivent être exclues du tableau des flux de trésorerie. De telles transactions

doivent être indiquées dans les états financiers de façon à fournir toute information pertinente à propos de ces activités d'investissement et de financement (IAS 7.43).

Exemples de transactions sans effet de trésorerie (7.44) :

- L'acquisition d'actifs par la prise en charge de passifs directement liés ou par un contrat de location-financement ;
- L'acquisition d'une entreprise au moyen d'une émission d'actions ;
- La conversion de dettes en capitaux propres.

2.4 Méthodes d'élaboration du tableau des flux de trésorerie

Ce tableau est compréhensible même pour les non-initiés à la comptabilité, les valeurs négatives étant présentées avec un signe moins ou bien entre parenthèses, il est ainsi possible de visualiser immédiatement quel élément a impacté de manière positive ou négative la trésorerie.

2.4.1 Méthodes de présentation des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont présentés sous la rubrique « activités opérationnelles ». Ils peuvent être présentés de deux façons, soit en utilisant¹:

- La méthode directe ;
- La méthode indirecte.

2.4.1.1 La méthode directe

Selon la méthode directe implique la présentation des principales catégories de rentrées et de sorties de fonds liées aux activités d'exploitation. Les montants des rentrées ou des sorties de fonds peuvent être obtenus directement des documents comptables de l'entreprise ou en retraçant les différents éléments de l'état des résultats afin d'ajuster les produits et les charges pour obtenir les rentrées et les sorties de fonds. Chacune des rentrées ou des sorties de fonds devra être déterminée en faisant intervenir les différents postes qui y sont reliés. Par exemple, le calcul des sommes encaissées des clients ou de celles versées aux fournisseurs et membres du personnel ainsi que pour les impôts peut se résumer.

Exemples

Le calcul des sommes encaissées des clients, celles versées aux fournisseurs et membres du personnel et les décaissements liés aux impôts sont calculés comme suit :

¹ ANNE FORTIN, op,cit, p12

Tableau 2 : Exemple de calcul de quelques éléments du TFT

Elément à déterminer	Formule de calcul
Rentrée de fonds clients¹	+Soldes débiteurs des clients et comptes rattachés bruts en début d'exercice. -Solde débiteurs des clients créditeurs en début d'exercice -Produits constatés d'avance relatifs aux clients en début d'exercice +Ventes TTC -Soldes débiteurs des clients et comptes rattachés bruts en fin d'exercice +Soldes des clients créditeurs à la clôture de l'exercice +Produits constatés d'avances relatifs aux clients à la clôture de l'exercice ±Ajustements des ventes des exercices antérieurs portés en modification comptables majorés de la TVA -Créances clients passées en pertes +Gains de change sur créances clients en devises -Pertes de change sur créances clients en devises
	+Soldes créditeurs des fournisseurs et comptes rattachés en début d'exercice. -Solde débiteurs des fournisseurs en début d'exercice -Charges constatés d'avance relatifs aux fournisseurs en début d'exercice +Achats TTC

¹ Séminaire de Formation, Hédi Mallekh, Alger, mai 2009, p32

CHAPITRE II : LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET LA PRISE DE
DECISION

Sorties de fonds - fournisseurs¹	<p>-Soldes créditeurs des fournisseurs et comptes rattachés à la clôture d'exercice</p> <p>+Soldes débiteurs des fournisseurs à la clôture de l'exercice</p> <p>+charges constatées d'avances relatifs aux fournisseurs à la clôture de l'exercice</p> <p>±Ajustements des achats des exercices antérieurs portés en modification comptables majorés de la TVA</p> <p>+Gains de change sur dettes fournisseurs en devises</p> <p>-Pertes de change sur dettes fournisseurs en devises</p>
Sommes versées au personnel²	<p>+Sommes dues au personnel et organismes sociaux en début d'exercice</p> <p>-Avances au personnel en début d'exercice</p> <p>+Charge de personnel de l'exercice</p> <p>±Ajustements des charges de personnel des exercices antérieurs portés en modification comptables</p> <p>-Sommes dues au personnel et organismes sociaux à la clôture de l'exercice</p> <p>+Avances au personnel à la clôture de l'exercice</p>
Impôts sur les bénéfices	<p>= impôts de l'exercice exigibles versés</p> <p>+diminution des impôts à payer</p> <p style="text-align: center;">Ou</p> <p>-augmentation des impôts à payer</p>

Source : Etabli par l'étudiante

¹Séminaire de Formation, Hédi Mallekh, Alger, mai 2009, p33

² Séminaire de Formation, Hédi Mallekh, Alger, mai 2009, p34

2.4.1.1.1 Les avantages de la méthode directe

Le principal avantage de cette méthode réside dans le fait qu'elle montre les encaissements et les décaissements de trésorerie. Ce qui est en parfait accord avec l'objectif du tableau de flux de trésorerie c'est-à-dire fournir l'information sur les encaissements et les décaissements de trésorerie, ce que, au contraire, la méthode indirecte ne fournit pas.

Elle fournit des informations sur les sources des encaissements opérationnels et les buts des décaissements opérationnels des périodes passés. Ces informations sont utiles pour l'estimation des flux futurs.

De plus, l'informations sur les montants encaissés et décaissés est plus utile que l'information sur leur moyenne arithmétique c'est-à-dire la trésorerie nette utilisée par les activités opérationnelles pour une période donnée. Ceci servira pour l'estimation de la capacité de l'entité à générer de la trésorerie, à repayer les dettes, à réinvestir et à procéder à des distributions aux actionnaires.

2.4.1.1.2 Les inconvénients de la méthode directe

L'information sur tous les encaissements et décaissement, comme les sommes payées aux fournisseurs et sommes reçues des clients, n'est pas toujours disponible aux préparateurs des états financiers ce qui constitue un grand inconvénient dans la présentation. A cela s'ajoute le fait que les coûts et le temps nécessaires à l'établissement du tableau de flux de trésorerie selon la méthode directe sont souvent importants, rendant leur mise en œuvre encore plus compliqué. Alors par conséquent, les entreprises ont tendance à préférer la méthode indirecte qui est plus facile à établir et demande moins de temps et de coûts.

2.4.1.2 La méthode indirecte

Le résultat net ne reflète pas la capacité de l'entreprise à faire face à ses engagements, car les produits et les charges qui sont enregistrés ne sont pas toujours associés à des entrées et sorties de fonds, donc l'entreprise peut avoir un résultat net positif et en même temps être incapable de faire à ses engagements à court terme et avoir des problèmes de liquidité. C'est ici qu'intervient le TFT en convertissent le résultat net en flux de trésorerie ; ce dernier est mieux placé à répondre aux questions sur la liquidité de l'entreprise.

Selon cette méthode le résultat net est retraité pour tenir compte des :

- Eléments sans effet sur la trésorerie comme les amortissements ;
- Variations des éléments du fond de roulement liés à l'exploitation (ou besoin en fond de roulement) : les stocks, les créances, les dettes opérationnelles ;

CHAPITRE II : LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET LA PRISE DE DECISION

- Charges ou produits reportés ou anticipés par rapport aux encaissements ou décaissements qui leur sont liés ;
- Eléments associés aux flux de trésorerie liés aux activités d'investissement comme les gains sur vente d'actifs à long terme ;
- Eléments associés aux flux de trésorerie de financement.

Donc les ajustements faits au bénéfice net comprennent les ajustements pour éliminer les éléments qui n'affectent pas les liquidités ainsi que ceux qui prennent en compte les variations des éléments hors caisse du fond de roulement liés à l'exploitation.

Prendre en considération les variations des éléments du besoin en fonds de roulement liés à l'exploitation permet d'ajuster les postes de produits et charges afin de les transformer en entrées et sortie de fonds

Cette méthode peut être établie en deux étapes afin de faciliter l'établissement et assurer une analyse adéquate.

Etape 1 : Ajustement du résultat net par rapport aux :

- Eléments non monétaires ;
- Encaissements et décaissements résultants d'activités de financement ou d'investissement ;
- Pertes et gains sur cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles ou financières.

Le résultat de cette étape est le résultat net avant la variation des éléments du fonds de roulement liés à l'exploitation ou la marge d'autofinancement.

Etape 2 : Ajustement par rapport aux variations des éléments du fond de roulement liés à l'exploitation ou besoin en fond de roulement (sauf la trésorerie)

Le tableau suivant fournit un éventail des différents retraitements qui peuvent être rapportés au résultat net dans la méthode indirecte :

Tableau 3:Etat des flux de trésorerie selon la méthode indirecte (éléments à ajouter, et éléments à soustraire)

Eléments à ajouter	Eléments à soustraire
-Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles.	-Amortissement des produits reporté.
-Amortissement et les frais reportés y compris l'escompte et les frais d'émission d'obligation.	-Reprises sur provisions.

CHAPITRE II : LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET LA PRISE DE DECISION

<ul style="list-style-type: none"> -Augmentation des passifs d'impôts futurs. -Augmentation du crédit d'impôts à l'investissement. -Perte sur cession d'immobilisation corporelles et incorporelles. -Provision pour perte. -Pertes de change non réalisées. -Diminution des charges clients. -Diminution des stocks. -Diminution des titres et créances détenus à des fins de commerce. -Augmentation des intérêt payés. -Augmentation des dividendes payés. -Augmentation des compte fournisseurs. -Augmentation des impôts payés. -Diminution des frais payé d'avance. -Augmentation des produits reçus d'avance 	<ul style="list-style-type: none"> -Diminution des passifs d'impôts futurs. -Diminution du crédit d'impôt à l'investissement non amorti. -Gain sur cession d'immobilisation corporelles et incorporelles. - Gain de charge non réalisés -Augmentation des comptes clients. -Augmentation des stocks. -Augmentation des titres et créance détenus à des fins de commerce -Diminution des intérêt payés. -Diminution des dividendes payés. -Diminution des compte fournisseurs. -Diminution des impôts payés. -Augmentation des frais payé d'avance. -Diminution des produits reçus d'avance
---	---

Source : Adapté de : Anne fortin, état des flux de trésorerie, presse de l'université du Québec, 1998, p60

2.4.1.3 Comparaison des deux méthodes :

- La méthode directe présente l'avantage de partir des flux de trésorerie réels (clients, fournisseurs, salariés)
- La méthode indirecte présente l'avantage pour l'utilisateur de mieux faire apparaître la manière dont le résultat net et les amortissements ont contribué au financement des investissements.

Les deux méthodes sont donc complémentaires, mais l'entreprise peut choisir de privilégier l'une d'entre elles dans ses états financiers.

2.4.2 Méthodes de présentation des flux de trésorerie provenant des activités de financement et d'investissement

Le SCF prévoit une seule méthode de présentation pour ces flux, chaque encaissement est à ajouter et chaque décaissement est à soustraire en montant brut pour arriver à la fin à deux soldes significatifs (le flux de trésorerie provenant des activités de financement et d'investissement).

Le fait de ne pas reporter les encaissements et les décaissements séparément obscurcit les activités d'investissement et de financement et rend plus difficile l'estimation des flux futurs de trésorerie.

2.5 La relation entre le bilan, le Compte de Résultat et le Tableau des Flux de Trésorerie

Nous pouvons déduire que ¹ :

- Le bilan montre l'état des liquidités et des fonds propres, mais pas leur variation.
- Le compte de résultat informe sur les causes de la variation des fonds propre mais ne dit rien sur l'état des liquidités.
- Le tableau des flux de trésorerie explique les causes de la variation des liquidités entre le bilan d'ouverture et le bilan de clôture.

2.6 Intérêts et objectifs du Tableau des Flux de Trésorerie

La trésorerie est considérée comme un indicateur central de la situation financière de l'entreprise, étant donné que toute entreprise qui génère régulièrement une trésorerie importante est considérée à la fois solvable rentable et apte à assurer son développement. et c'est de cette raison vient l'intérêt du tableau des flux de trésorerie.

Il repose sur une approche dynamique et cherche à fournir une information financière sur la trésorerie de l'entreprise, aux différents intéressés (investisseurs, dirigeants, créanciers et autres tiers,...)

Le Tableau des Flux de Trésorerie permet de² :

- ✓ Déterminer la variation et la source de variation dans la trésorerie d'un exercice et de faire un rapprochement avec le résultat comptable calculer selon la comptabilité d'engagement ;

¹ Rice ANTHONY, comptes d'entreprise, Village Mondial; 4e édition 2005, p36

² Hamid CERBAH, op cit, p12

CHAPITRE II : LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET LA PRISE DE DECISION

- ✓ Etablir des diagnostics sur la situation financière de l'entreprise et mesurer sa performance, car il permet d'étudier et d'analyser :
 - La capacité de l'entreprise à générer de la trésorerie et équivalents de trésorerie à partir des différentes activités opérationnelles, de financements et d'investissements ;
 - La solvabilité de l'entreprise ;
 - L'origine de l'excédent ou déficit de trésorerie ;
 - Le besoin en financement externe ;
 - L'utilisation des ressources de trésorerie ;
 - Les conséquences des choix stratégiques, commerciaux et financiers sur la trésorerie ;
 - Et aussi, il permet de déterminer la valeur de l'entreprise.
- ✓ Effectuer des comparaisons entre différentes entreprises en éliminant les effets des choix de traitements comptables ;
- ✓ Estimer l'habileté d'une entreprise à générer des liquidités, ce qui permet aux utilisateurs de développer des modèles pour comparer la valeur actualisée des flux de trésorerie futur de différentes entreprises ;
- ✓ Vérifier les prévisions précédentes ;

Donc le tableau de flux de trésorerie répond aux besoins de différents utilisateurs à savoir :

- Les actionnaires qui veulent savoir si l'entreprise génère suffisamment de liquidités pour payer leurs dividendes ;
- Les cadres dirigeants qui veulent savoir si l'entreprise génère suffisamment de liquidités pour financer leurs stratégies de développement ;
- Les fournisseurs qui veulent savoir si leurs clients seront en mesure de payer leurs dues ;
- Les investisseurs qui veulent évaluer le potentiel de croissance future de l'entreprise ;
- Les employés qui s'intéressent à la viabilité globale de l'entreprise, et particulièrement sa capacité à payer leurs rémunérations.

CHAPITRE II : LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET LA PRISE DE
DECISION

Tableau 4: Tableau des Flux de Trésorerie (Méthode Directe)

DESIGNATION	NOTE	N	N-1
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles :			
Encaissement reçus des clients			
Sommes versés aux fournisseurs et au personnel			
Intérêts et autres frais financiers payés			
Impôts sur le résultat payé			
Flux de trésorerie avant éléments extraordinaires			
Flux de trésorerie lié à éléments extraordinaires			
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (A)			
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Décaissements sur acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles			
Encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles			
Décaissements sur acquisition d'immobilisations financières			
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières			
Intérêts encaissés sur placement financiers			
Dividendes et quote-part de résultat reçus			
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (B)			
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Encaissement suite à l'émission d'action			
Dividendes et autres distributions effectués			
Encaissements provenant d'emprunts			
Remboursements d'emprunts ou d'autres dettes assimilées			
Flux de trésorerie provenant des activités de financement (C)			
Incidences des variations des taux de change sur liquidité et quasi liquidités			
Variation de trésorerie de la période (A+B+C)			
Rapprochement avec le résultat comptable			

Source : Conseil National de la Comptabilité

CHAPITRE II : LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET LA PRISE DE
DECISION

Tableau 5: Tableau des Flux de Trésorerie (Méthode Indirecte)

DESIGNATION	NOTE	N	N-1
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles :			
Résultat net de l'exercice			
Ajustement pour :			
+ Amortissement et provision			
-(+) Plus ou moins-values de cessions, nettes d'impôts			
- (+) Variation des impôts différés			
+ Variation des stocks			
+ Variation des clients et autres créances			
- Variation des fournisseurs et autres dettes			
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (A)			
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Décaissements sur acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles			
Encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles			
Décaissements sur acquisition d'immobilisations financières			
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières			
Intérêts encaissés sur placement financiers			
Dividendes et quote-part de résultat reçus			
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (B)			
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Encaissement suite à l'émission d'action			
Dividendes et autres distributions effectués			
Encaissements provenant d'emprunts			
Remboursements d'emprunts ou d'autres dettes assimilées			
Flux de trésorerie provenant des activités de financement (C)			
Incidences des variations des taux de change sur liquidité et quasi liquidités			
Variation de trésorerie de la période (A+B+C)			
Rapprochement avec le résultat comptable			

Source : Conseil National de la Comptabilité

Section 2 : l'information financière et la prise de décision :

2.1. L'information financière :

L'information financière est bien souvent la seule source disponible pour un analyste externe, d'où l'importance de disposer d'une information détaillée reflétant la réalité économique de l'entreprise. Dans la plupart des pays, il existe une obligation légale d'établir des comptes annuels, réguliers et sincères donnant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise¹.

2.1.1 Les objectifs de l'information financière :

L'information financière est multiple et ne saurait se limiter aux documents comptables qui font l'objet d'un enregistrement et doit être élargi à tout document susceptible d'intéresser l'entreprise : courriers, bons de commande et de réception, lettres de relance, devis, etc.

Nous distinguons les objectifs interne de l'entreprise et externe² :

Objectifs internes

- Le chef d'entreprise : il s'assure de la bonne marche de son entreprise ;
- Les salariés : ils s'informent sur la pérennité de l'entreprise dans laquelle ils travaillent ;
- Les représentants du personnel : ils apprennent à mieux connaître l'entreprise et assurer ainsi une meilleure protection des salariés. (Assistance scolaire, 2017)

Objectifs externes

L'information financière de l'entreprise va être nécessaire pour :

- Les fournisseurs : ils peuvent ainsi vérifier que l'entreprise est solvable ;
- Les clients : ils s'assurent que l'entreprise suit ses produits et propose un service après-vente ;
- Les actionnaires : ils prennent connaissance du résultat de l'entreprise pour voter en assemblée générale en toute connaissance de cause ;

¹ https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_information-financiere.html consulté le 17/04/2017 à 16:20

² https://www.assistancescolaire.com/eleve/TSTMG/gestion-finance/reviser-le-cours/pourquoi-la-construction-d-une-image-financiere-pour-l-entreprise-facilite-l-echange-d-informations-tstm_gfi_01 consulté le 15/04/2017 à 15:18

- L'État : il vérifie la régularité de la comptabilité de l'entreprise (lutte contre les comportements frauduleux) ainsi que le calcul de l'assiette des différents impôts qu'il est amené à percevoir ;
- La banque : en cas d'emprunt elle s'assure que l'entreprise est capable de rembourser, en cas de découvert pouvoir lui facturer des intérêts et si l'entreprise est en cas de trésorerie excédentaire pouvoir lui proposer les placements adéquats.

En interne comme en externe l'information financière assure une vision à court et long terme de l'entreprise et constitue un élément de preuve dans la vie des affaires.

Cette information financière constitue donc la mémoire de l'entreprise et constitue une véritable aide à la décision.

2.1.2 Caractéristiques qualitatives de l'information financière

Conformément au premier paragraphe du Cadre de préparation et de présentation des états financiers (CPPE), « Les caractéristiques qualitatives sont les attributs qui rendent utile pour les utilisateurs l'information fournie dans les états financiers ».

Les quatre principales caractéristiques qualitatives sont¹ : l'intelligibilité, la pertinence, la fiabilité et la comparabilité.

1. L'intelligibilité

Selon le cadre de l'IASB, l'intelligibilité, veut dire que l'information fournie dans les états financiers doit être compréhensible immédiatement par les utilisateurs. Le présent cadre ajoute que « Les utilisateurs sont supposés avoir une connaissance raisonnable des affaires et des activités économiques et de la comptabilité et une volonté d'étudier l'information d'une façon raisonnablement diligente ».

Ceci dit, et selon le Cadre de préparation et de présentation des états, l'information relative à des sujets complexes qui doit être incluse dans les états financiers, du fait de sa pertinence dans la prise de décisions économiques, ne doit pas être exclue, sous prétexte qu'elle serait difficile à comprendre pour certains utilisateurs.

¹La sécurité de l'information financière, thèse de Master en contrôle comptabilité et audit 2007.

2. La pertinence

En ce qui concerne la deuxième caractéristique, à savoir, la pertinence, une information est dite pertinente lorsqu'elle de nature à influencer les décisions économiques des utilisateurs, et ce en les aidant à évaluer les événements passés ou futurs, ou en confirmant ou corrigeant leurs évaluations passées.

Une information est dite significative, si son omission est susceptible de modifier les décisions économiques des utilisateurs des états financiers. « L'importance relative dépend de la taille de l'élément ou de l'erreur, jugée dans les circonstances particulières de son omission ou de son inexactitude ».

3. La fiabilité

Pour que l'information financière soit utile, celle-ci doit être fiable. Une information est dite fiable quand elle est « Exempte d'erreur et de biais significatifs et que les utilisateurs peuvent lui faire confiance pour présenter une image fidèle de ce qu'elle est censée représenter ou ce qu'on pourrait raisonnablement s'attendre à la voir représenter ».

Pour que l'information financière soit fiable, il faut que celle-ci satisfasse à des critères, à savoir :

- L'image fidèle

Pour la qualifier de fiable, l'information financière doit présenter des transactions de l'entité et autres événements, qu'elle vise à représenter.

Prééminence de la substance sur la forme :

Conformément au CPPE, si l'information doit présenter une image fidèle des transactions et autres événements qu'elle vise à présenter, il est nécessaire qu'ils soient comptabilisés et présenter conformément à leur réalité économique, et non seulement selon leur forme juridique.

- **Neutralité**

Pour que l'information soit qualifiée de fiable, celle-ci doit être neutre, c'est à dire sans parti pris. Dans le CPPE, il est dit que : « Les états financiers ne sont pas neutres si, par la sélection ou la présentation de l'information, ils influencent les prises de décisions ou le jugement afin d'obtenir un résultat un résultat ou une issue prédéterminé ».

- **Prudence**

La prudence peut être définie comme étant la prise en compte d'un certain degré de précaution dans l'exercice des jugements nécessaires pour préparer les estimations dans des conditions d'incertitude, pour faire en sorte que les actifs ou les produits ne soient pas surévalués et que les passifs ou les charges ne soient pas évalués.

- **Exhaustivité**

Pour être fiable, l'information contenue dans les états financiers doit être exhaustive, autant que le permettent le souci de l'importance relative et celui du coût. Une omission peut rendre l'information fausse ou trompeuse et, en conséquence, non fiable et insuffisamment pertinente.

4. La comparabilité

En ce qui concerne la comparabilité de l'information financière, le cadre de l'IASB exige que l'information soit comparable d'un exercice à un autre afin de suivre l'évolution de la situation financière de l'entreprise. Nous parlons dans ce cas de la comparabilité dans le temps.

En ce qui concerne la comparabilité dans l'espace, elle est obtenue en comparant deux entreprises (nécessité d'indiquer les chiffres de l'exercice précédent et aussi l'utilisation des mêmes méthodes comptables).

2.1.3 La Gestion de l'information financière

La gestion de l'information comptable dans l'entreprise est le fruit du respect de plusieurs étapes ou processus. Ainsi pour s'assurer de la qualité du produit fini considéré comme information, aucune étape ne saurait être biaisée¹.

a. Collecte de l'information

La collecte de l'information utilisée en comptabilité se fait par l'enregistrement dans les comptes de l'entreprise de l'ensemble des flux entraînant une modification de la situation patrimoniale de l'entreprise. Les flux sont enregistrés à partir d'une pièce justificative de l'existence réelle de ce flux. Cet enregistrement repose par ailleurs sur des principes clairement définis (principes de prudence, de régularités des procédures d'enregistrement, de sincérité des comptes et de la fidélité de l'enregistrement par rapport à l'opération sous-jacente). Il faut pour cela identifier de manière précise et si possible exhaustive les sources internes et externes à l'entreprise susceptibles de fournir des informations permettant une meilleure prise de décision.

b. Saisie de l'information

Des systèmes informatisés d'enregistrement des opérations ont été élaborés pour faciliter le traitement de l'information comptable (logiciels comptables) qui repose aussi sur des règles très précises d'enregistrement des opérations « tout enregistrement comptable précise l'origine, le contenu et l'imputation de chaque donnée ainsi que les références de la pièce justificative qui l'appuie ». Il faut par la suite saisir les informations c'est à dire les enregistrer sur divers supports de manière à pouvoir les conserver.

c. Traitement de l'information

L'ensemble des opérations est ensuite présenté dans des documents comptables de synthèse que sont le bilan et le compte de résultat. De plus, ces éléments font l'objet d'un retraitement dans le cadre soit de la comptabilité analytique, soit dans le cadre de l'analyse financière de manière à en tirer en ensemble d'information utiles à la prise décision.

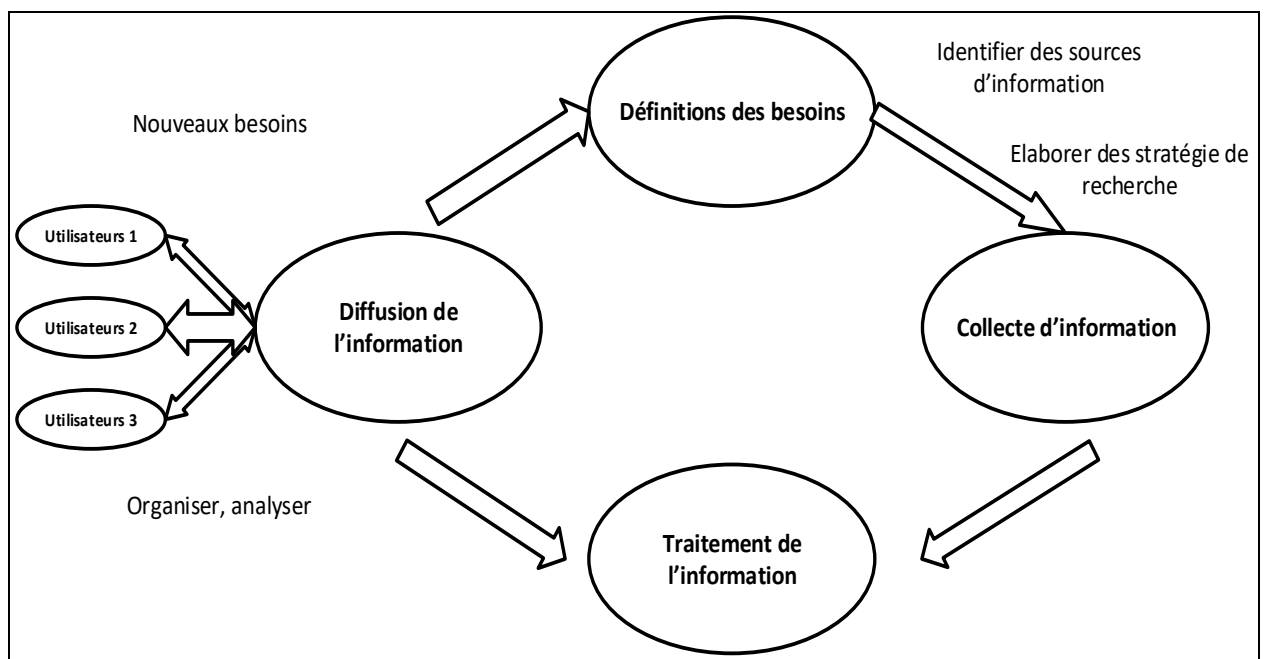
¹J.Geyl, P.martin Contrôle et production de l'information financière, Hachette,2015,p22

d. Diffusion de l'information :

Les informations ainsi collectées font alors l'objet d'une diffusion auprès des acteurs de l'entreprise et de certains de ses partenaires soit dans le cadre de rencontres organisées périodiquement (présentation des comptes trimestriels, semestriels ou annuels de l'entreprise) de manière institutionnelle (conseil d'administration...) soit à des moments où l'entreprise justifie certaines décisions grâce à l'exploitation des informations obtenues par le système de gestion (un projet de création d'entreprise s'appuie nécessairement sur la présentation de comptes prévisionnels).

Toutes ces étapes peuvent être récapitulées dans le schéma suivant :

Schéma 2 : La Gestion de l'information financière



Source : Etabli par l'étudiante

2.1.4 Le rôle de l'information financière

L'information joue un triple rôle dans une entreprise qui sont :¹

1. Avant la prise de décision :

La collecte d'information doit être la plus complète possible pour prendre une décision opérationnelle ou stratégique. Une décision pertinente repose sur un ensemble des

¹ L'impact du contrôle budgétaire sur la prise de décision, thèse le licence 2011, p51

informations disponibles, pertinentes, fiables, précises et récentes. La collecte d'information permet de définir le plus précisément possible les choix qui se présentent à l'entreprise lors de sa prise de décision.

Que l'information soit incomplète ou de mauvaise qualité alors l'entreprise pourra être amenée à prendre une décision contraire à ses intérêts à court terme, moyen terme, long terme.

2. Après la prise de décision

L'entreprise doit être capable de transmettre la décision prise à l'ensemble des membres de l'organisation de manière à ce qu'elle soit comprise, acceptée et appliquée par tous en conformité avec l'objet défini.

3. Dans le suivi des conséquences de la prise de décision

Enfin, la collecte d'information va permettre à l'entreprise de mesurer l'efficacité des décisions prises dans le passé ce qui nécessite de déterminer des critères d'évaluation de la pertinence d'une décision que ce soit sur la santé financière de l'entreprise, sur l'amélioration de sa compétitivité, ou aussi sur l'adaptation de son processus productif.

2.2 La prise de décision

L'entreprise en tant que structure socialement organisée suppose que soient définies les modalités de la prise de décision dans l'entreprise.

Cette action repose entre autres sur les informations détenues par les décideurs qui leurs permettent de prendre des décisions en adéquation avec les objectifs poursuivis par l'entreprise. Pour étudier comment une entreprise prend une décision, il faut se poser un certain nombre de questions relatives à la définition même de la notion de décision.

2.2.1 Définition de la décision

Selon H. SIMON, qui définit la décision « comme une opération intellectuelle, débouchant sur un choix, et se matérialisant par une action¹ ».

Selon IGOR.ANSOFF, « la décision est une rupture avec les étapes précédentes pour sauter du passé à l'avenir et prendre des décisions stratégiques selon l'activité de l'entreprise²».

¹H.A SIMON ,nouveau management : la décision par les ordinateurs revue N°3 1992

Donc nous pouvons définir la décision étant un acte par lequel un ou des décideurs opèrent un choix entre plusieurs options permettant d'apporter une solution satisfaisante à un problème donné.

2.2.2 Les différents types de décisions

L'environnement de l'entreprise est devenu plus complexe, plus incertain aussi et la prise de décision ne repose plus sur un seul individu mais peut être partagée entre un nombre élevé d'acteurs agissant au sein de l'entreprise. Cette multiplication du nombre de décideurs reflète par ailleurs la diversité des décisions qui doivent être prises dans une entreprise.

Igor Ansoff¹ a proposé un classement des décisions en trois catégories : stratégique, tactique et opérationnelle.

- **Les décisions stratégiques** sont prises par la direction générale de l'entreprise. Elles concernent les orientations générales de l'entreprise. Elles ont une implication sur le long terme et engagent l'avenir de l'entreprise. Elles comportent un risque important. Exemples : lancement d'un nouveau produit, abandon d'une activité, fusion avec une autre entreprise.
- **Les décisions tactiques** sont prises par le personnel d'encadrement de l'entreprise. Elles ont une implication sur le moyen terme et des conséquences importantes pour l'entreprise. Elles comportent un risque moyen. Exemples : lancement d'une campagne publicitaire, acquisition de matériel de production, recrutement d'un cadre dirigeant.
- **Les décisions opérationnelles** ont une portée limitée et comportent un risque mineur. Elles sont prises par le personnel d'encadrement ou les employés. Exemples : achat de fournitures de bureau, organisation des horaires de travail.

¹ **Igor Ansoff** est le fondateur de la planification d'entreprise. Ses travaux sur la gestion stratégique s'étendent sur plusieurs décennies. Il est au management stratégique ce que Mick Jagger et les Rolling Stones sont au rock, et sur une durée comparable (depuis les années 1960 jusqu'à l'an 2000). C'est un des principaux théoriciens de l'école de la stratégie, qui préconise une approche plus logique et plus délibérée de la stratégie

Tableau 6:Caractéristiques des différents types de décision

Caractéristiques des décisions	Décisions stratégiques	Décisions administratives	Décisions opérationnelles
Horizon temporel	Long terme	Moyen terme	Court terme
Fréquence et degré de répétitivité	Décisions uniques	Fréquence faible, Décisions peu répétitives	Décisions très nombreuses et répétitives
Degré d'incertitude de l'information	Très élevé	Elevé	Faible
Degré de réversibilité	Quasi nul	Faible	Elevé
Niveau de décision	Direction générale	Directions fonctionnelles et opérationnelles	Décisions décentralisées (fonction, service)

Source : <http://www.surfeco21.com/?p=1521#.WSNIAIWcHIU> consulté le 22/05/2017

2.2.3 Le processus de décision

Le processus de décision est un processus complexe dont l'étude peut être facilitée par la référence à des modèles théoriques. Le modèle de la rationalité limitée ou IMCC, proposé par **Herbert Simon**¹, comporte quatre phases : intelligence, modélisation, choix et contrôle.

- **L'intelligence** : le décideur identifie dans son environnement des situations pour lesquelles il va devoir prendre des décisions.
- **La modélisation** : le décideur recense les informations, les structures de façon à disposer de solutions envisageables.

¹ Herbert Simon (1916-2001) Simon a élaboré la théorie de la décision et le concept de la rationalité limitée. Dans une situation donnée, les managers ne choisissent pas "*la meilleure solution*" mais la solution la plus satisfaisante compte tenu de leur degré d'information, de leur motivation et de leur capacité réelle d'action

- **Le choix** : à partir de l'évaluation de chaque solution, le décideur choisit la meilleure d'entre elles.
- **Le contrôle** : vient confirmer le choix effectué ou le remettre en question

2.2.4 La prise de décision

La prise de décision est, avec le contrôle, la coordination et la coopération, l'un des quatre processus essentiels d'organisation de l'action collective.

La prise de décision est tellement importante qu'elle doit s'inscrire dans une démarche rigoureuse qui implique de connaître les différents types de décisions possibles, et de connaître les modèles de prise de décision qui existent.

2.2.5 Les facteurs qui influencent la prise de décision

H. Simon remarque qu'en pratique de nombreux obstacles peuvent survenir lors d'une prise de décision. Ils viennent « limiter » la rationalité de la décision.

Plusieurs éléments influencent, dans un contexte donné, la prise de décision :

- Les caractéristiques de l'entreprise (taille, propriété, localisation, ...)
- L'évolution du marché ;
- Le contexte géopolitique ;
- Les logiques financières :

Cependant, la personnalité et le style de direction du dirigeant est un facteur explicatif et déterminant du processus de décision dans les entreprises.

La section 3 : L'utilisation de l'information financière issues du Tableau des Flux de Trésorerie dans la prise de décision :

L'information financière doit être la plus complète possible. Même s'il existe d'autres sources d'information comme les rapports de gestion et management reports, cette information s'appuie pour l'essentiel sur la comptabilité qui produit les états financiers. Au départ simple obligation légale, l'information financière est devenue indispensable aux investisseurs cherchant à évaluer les perspectives de flux de trésorerie dans leurs décisions d'investissement.

L'information relative aux flux de trésorerie d'une entité permet aux utilisateurs des états financiers de prédire les besoins de trésorerie de l'entité, sa capacité à générer de la trésorerie à l'avenir, et de financer les changements dans l'étendue et la nature de ses activités.

Le tableau des flux de trésorerie fournit également à l'entité un moyen de justifier les entrées et les sorties de trésorerie pendant la période.

Le tableau des flux de trésorerie, lorsqu'il est utilisé de concert avec d'autres états financiers, fournit des informations qui permettent aux utilisateurs d'évaluer les changements relatifs à l'actif net/situation nette d'une entité, sa structure financière (y compris sa liquidité et sa solvabilité) et sa capacité à modifier les montants et l'échéancier des flux de trésorerie pour s'adapter aux changements de circonstances et d'opportunités. Il renforce également la comparabilité des informations sur la performance opérationnelle de différentes entités en éliminant les effets de l'utilisation de traitements comptables différents pour les mêmes opérations et événements.

L'information sur l'historique des flux de trésorerie est souvent utilisée comme un indicateur utile des montants, échéances et du caractère certain des flux futurs de trésorerie. Elle est également utile pour vérifier l'exactitude des anciennes estimations de flux futurs de trésorerie.

3.1 L'utilisation du Tableau des Flux de Trésorerie et ses limites

Le tableau des flux de trésorerie est un document très apprécié par les dirigeants, analystes financiers et actionnaires parce qu'il facilite l'analyse des différentes catégories opérationnelles, investissements, financements.

3.1.1 L'analyse des différentes parties du Tableau des Flux de Trésorerie

Pour analyser le tableau des flux de trésorerie, il est nécessaire d'analyser chaque catégorie des flux : opérationnelle, investissement et financement.

3.1.1.1 L'analyse des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

Le montant des flux de trésorerie lié aux opérations est un indicateur clé de la mesure dans laquelle les opérations de l'entité génèrent des flux suffisants pour maintenir la capacité opérationnelle de l'entité, rembourser des emprunts, verser des dividendes, faire de nouveaux investissements sans recourir à des ressources externes de financement¹.

Donc pour juger bon les activités opérationnelles d'une entreprise, ces dernières doivent générer un montant de flux net positif est en quantité suffisante pour :

- Couvrir les dépenses obligatoires ;

¹ Selon la norme IAS7 « Tableau des Flux de trésorerie ».

- Permettre le remboursement des dettes ;
- Autoriser au moins en partie, le financement des investissements ;
- Rémunérer les propriétaires.

Dans le cas des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles deux cas peuvent se présenter¹ :

Le 1^{er} Cas :

La trésorerie d'activité est positive cela signifie que l'activité a généré une trésorerie disponible après accroissement éventuel de BFR.

Le 2^{ème} Cas :

La trésorerie d'activité est négative cela signifie que l'autofinancement lié à l'activité a été insuffisant pour couvrir la variation du BFR lié à l'activité.

La trésorerie liée à l'activités ne permet pas dans ce cas de couvrir les investissements de l'entreprise et les versements des dividendes. La continuité de telle situation aboutira alors à un accroissement de l'endettement et donc à des charges de plus en plus lourdes.

Un flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles négatif peut être expliqué par² :

- Un rendement des actifs insuffisant ;
- Une incapacité de l'entreprise à autofinancer la croissance de ses ventes ;
- Une mauvaise gestion des actifs nets à court terme se traduisant par un allongement du cycle de conversion de l'encaisse ;
- Un ou plusieurs événements exceptionnels.

Ratios d'analyse

Quelques ratios qui peuvent nous aider dans l'analyse du tableau des flux de trésorerie³ :

1. Ratio de suffisance des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

$$\frac{\text{Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles}}{\text{Besoin de trésorerie}}$$

Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à répondre à ces besoins de base. Ce ratio doit être supérieur ou égal à un (1).

¹ Dominique de Saint Sernin, Tableau des flux de trésorerie, Master de Sciences Po, Outils de gestion, p20

² Analyse de l'état des flux de trésorerie, louise ST-CYR et David PINSONNEAULT, école des hautes études commerciales, 2010,p10

³ Selmi Mohamed ELDINOURI, le tableau des flux de trésorerie dans le cadre de l'adoption des normes comptables internationales, mémoire de magister.

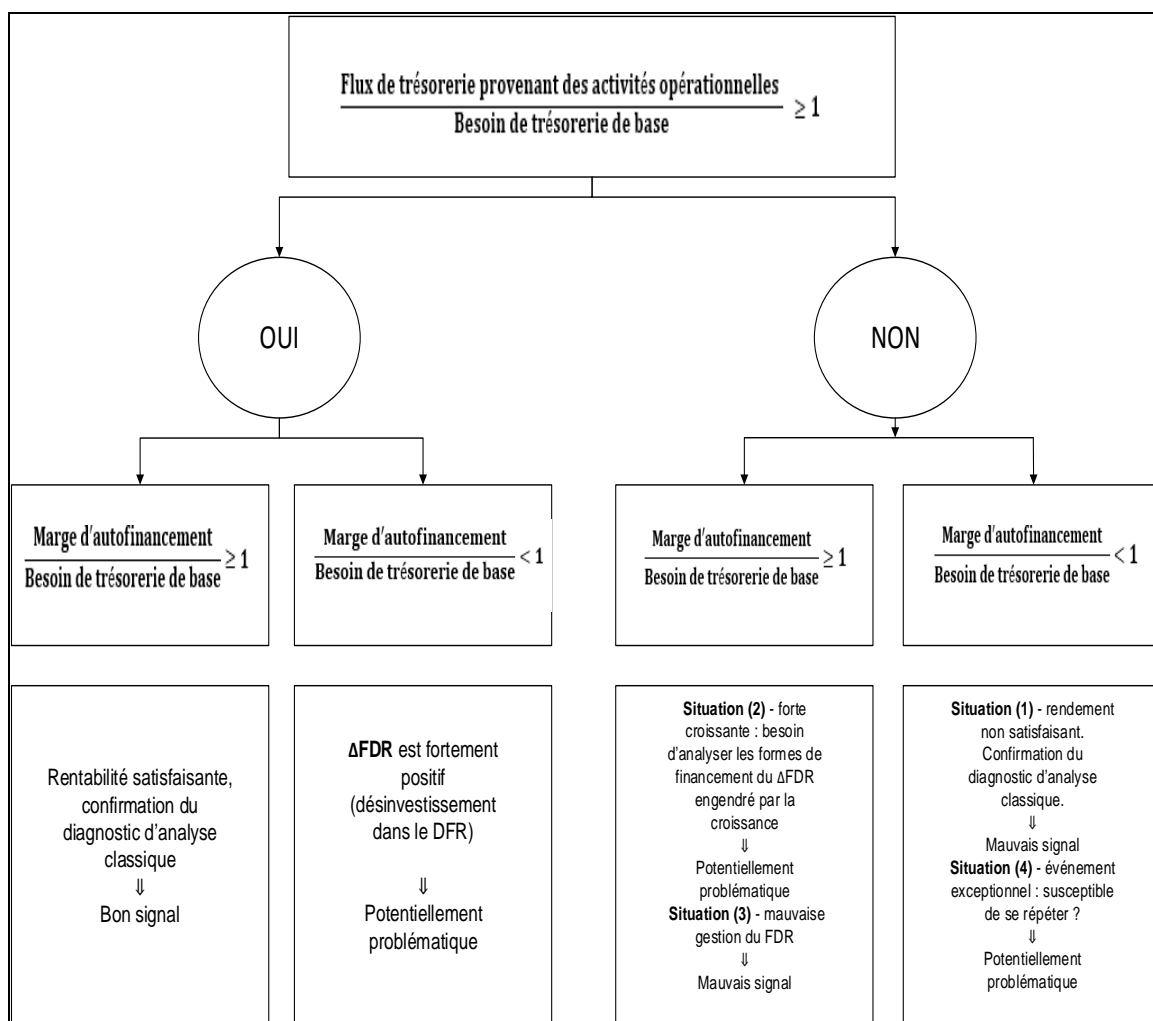
CHAPITRE II : LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET LA PRISE DE DECISION

Les besoins de trésorerie de base sont :

- Les paiements des dettes et versements exigibles au cours de l'année ;
- Les dépenses en immobilisation nécessaires pour maintenir la capacité bénéficiaire ce montant peut être indiqué par le montant des amortissements ;
- Les versements nécessaires pour paiement des dividendes.

On peut le résumer dans le schéma suivant :

Schéma 3 : Ratio de suffisance des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles



Source : élaboré par Louise St-Cyr¹ et David Pinsonneault ²

¹ Louise St-Cyr est professeure titulaire et titulaire de la Chaire de développement et de relèvement de la PME, École des Hautes Études Commerciales (HEC), Montréal, Canada.

² David Pinsonneault est directeur de comptes à la Banque Nationale du Canada

2. Rendement des actifs provenant des flux de trésorerie opérationnels :

$$\frac{\text{Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles}}{\text{Total des actifs}}$$

Ce ratio exprime la capacité de l'entreprise de générer des liquidités en fonction de l'actifs qu'elle possède.

3. Rendement des ventes provenant des flux de trésorerie opérationnels :

$$\frac{\text{Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles}}{\text{Les ventes nettes}}$$

Ce ratio montre l'efficacité des politiques commerciales de l'entreprise en matière de facilité de règlement accordé ou reçus, prix pratiqués, stockage ...

4. Ratio de couverture des intérêts des dettes

$$\frac{\text{Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles}}{\text{Intérêts des dettes}}$$

Ce ratio montre le nombre de fois de couverture des intérêts par les flux opérationnels.

5. Taux de couverture des dettes à court terme

$$\frac{\text{Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles}}{\text{Moyenne des dettes à court terme}}$$

Ce ration indique la capacité de l'entreprise à faire face à ses obligations. Plus ce pourcentage est élevé moins l'entreprise rencontrera des problèmes de liquidité.

3.1.1.2 L'analyse des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

Ce flux nous permet de détecter si l'entité investit les fonds dans des actifs à long termes qui vont générer ensuite des profits et augmenter ainsi les flux futurs de trésorerie.

Le flux de trésorerie d'investissement montre l'importance de l'investissement sur la période d'analyse il permet d'en définir les caractéristiques suivantes¹ :

¹ Bruno BACHY, Michel SION, analyse financière des comptes consolidés normes IFRS, DUNOD 2009, p224

- ✓ Les dépenses d'investissement sont-elles régulières ou cycliques ?
- ✓ Sont-elles le reflet de la stratégie du groupe ou de l'entité : croissance, diversification... ?
- ✓ Le groupe ou l'entité privilégie-t-il un développement interne (investissement en matériel et outillage) ou une croissance externe (acquisition de filiale) ?
- ✓ Il peut se comparer aux immobilisations brutes en début d'année pour mesurer leur degré de renouvellement sur la période

Ce flux permet également l'analyse des flux de cession d'immobilisations ou d'entités :

- Quelle est l'importance des cessions comparativement aux flux d'investissements ?
- Peut-on les relier à la stratégie du groupe ou entité : stratégie de recentrage, volonté de désendettement ?
- Sont-ils réguliers ou exceptionnels ?

Ajoutons en dernier qu'il faut donc étudier le solde (A-B) correspondant à la différence entre la trésorerie des flux provenant des activités opérationnelles et celle d'investissement :

Si **A-B est positif**, l'entreprise est en mesure de financer ses investissements par son exploitation. L'entreprise peut rembourser ses dettes. Cependant, il faut s'assurer que les investissements de la firme sont suffisants à long terme.

Si **A-B est nul ou voisin de zéro**, cela signifie que l'entreprise parvient tout juste à financer ses investissements. On se trouve donc, en principe, en présence d'une entreprise vulnérable. Mais l'entreprise a pu se lancer dans un programme d'investissement exigeant des capitaux importants, d'où la baisse du solde A-B malgré un flux de trésorerie d'exploitation satisfaisant.

Si **A-B est négatif**, l'entreprise n'est plus en mesure de financer ses investissements par son exploitation. L'entreprise est vulnérable. Pour financer un plan de relance ou de restructuration, elle devra faire appel soit à des désinvestissements soit à une augmentation de capital.

3.1.1.3 L'analyse des flux de trésorerie provenant des activités de financements

Le flux de trésorerie de financement est tout d'abord la conséquence des flux opérationnels et d'investissement, en effet si l'activité ne parvient pas à autofinancer l'ensemble des investissements, l'entreprise doit trouver des ressources externes.

« L'analyse de ces flux permet d'estimer le potentiel de liquidité de l'organisation et d'identifier les changements principaux dans la forme de financement surtout la relation entre les dettes et situation nette ¹».

¹ Hamid CERBAH, op,cit p17.

Donc par l'analyse de ces flux on détermine la stratégie financière des dirigeants et leur choix entre l'endettement et le financement par capitaux propres, ainsi que les prélèvements des dirigeants et le coût de financement de manière générale.

Il permet de répondre aux questions suivantes :

- Dans quelle mesure le groupe ou l'entité a-t-il autofinancé ses investissements ?
- Le groupe ou l'entité a-t-il fait appel aux actionnaires de la société pour un apport en capital ?
- A-t-il versé des dividendes, si oui à quel pourcentage du résultat ?

$\frac{\text{Dividendes versés}}{\text{Résultat N - 1}}$
--

- Dans quelle proportion a-t-il eu recours aux emprunts à LMT pour financer de nouveaux investissements ?

Remarque

« les entreprises en phases de croissances montre généralement des montants significatifs de liquidité engendrés par les activités de financement qui sont nécessaires pour manipuler l'accroissement de l'activité d'investissement, et dès que la croissance stagne et les opérations commencent à engendrer des flux de trésorerie positifs et plus les flux de trésorerie positifs et plus les flux de financement tendent à inverser lès lors que les dettes sont remboursées et si tel est le cas les parts le sont aussi »¹.

3.1.2 Le Tableau des Flux de Trésorerie comme outil prévisionnel

Nous pouvons utiliser le tableau des flux de trésorerie dans les prévisions comme²:

- Une synthèse globale des prévisions : qui montre l'évolution de la trésorerie future de l'entreprise en conséquence des données prévisionnelles. Et qui montre aussi synthétiquement la contribution de chaque fonction à la formation ou la dégradation de la trésorerie (zoom sur la fonction d'exploitation).
- Un outil d'aide à la décision d'investissement :

Les critères de choix d'un investissement sont multiples, mais quel que soit le critère retenu, une étude financière du projet d'impose.

¹ Idem, p18

² Guedj NORBERT, finance d'entreprise, édition d'organisation,2004, p231

Le tableau des flux de trésorerie paraît comme outil privilégié pour cette démarche : il simplifie les retraitements et permet une présentation plus claire de l'information.

- Outil d'aide aux décisions de financement :

C'est grâce à la classification des flux de trésorerie par fonction, que les financiers peuvent se servir du Tableau des flux de trésorerie pour simuler plusieurs possibilités de financement, comparer et faire leurs arbitrages.

3.1.3 Les limites du tableau des flux de trésorerie

Avec tout l'intérêt qu'il présente le Tableau des Flux de Trésorerie (TFT) présente certaines limites parmi lesquelles nous citons¹:

- Le TFT n'apporte aucune information nouvelle, il organise plutôt l'information et la rend plus claire et donc plus exploitable² ;
- Le TFT ne répond pas à toutes les questions et interrogations sur la trésorerie et la situation financière de l'information ;
- Le TFT ne permet pas de suivre au jour le jour la trésorerie ni de détecter les fluctuations saisonnières car ce n'est pas un plan de trésorerie ;
- Le TFT est établi à la clôture de l'exercice, beaucoup d'entreprise peuvent choisir une date de clôture qui leur est favorable en termes de présentation des flux générés par les activités opérationnelles.

Le Tableau de flux de trésorerie un outil d'aide à la décision et il est considéré, comme l'écrivent Bertrand Allard et Jacques de Greling³ « un des éléments centraux de l'analyse de la situation financière et de la performance d'une société. Les enquêtes réalisées récemment auprès des analystes montrent que ces derniers s'intéressent en premier lieu au compte de résultat, puis aux cash flows et, enfin, au bilan ». Il s'agit donc d'un outil précieux d'aide à la décision pour plusieurs raisons :

- Le découpage par fonction fait ressortir les flux d'investissement et de financement, que l'on retrouve dans les plans de financement, utiles pour les prises de décisions stratégiques ;

¹ Dominique de Saint Sernin, Tableau des flux de trésorerie, Master de Sciences Po, Outils de gestion, P14

² Guedj NORBERT op,cit,p 234

³ Réforme de la présentation des états financiers. Et si l'on écoutait vraiment les utilisateurs ? Analyse financière N° 33, 2009

- En écartant l'influence des charges et des produits calculés, comme les amortissements par exemple, ce document gomme en partie les choix comptables, eux-mêmes souvent liés aux choix fiscaux, qui brouillent la lecture du résultat comptable ;
- Ce tableau permet aux investisseurs d'apprécier plus facilement la capacité de l'entreprise à générer des liquidités, à faire face aux remboursements des emprunts contractés, à honorer les actionnaires par le versement de dividendes mais également à investir sans en appeler aux financements externes ;
- Il procure des renseignements indispensables aux prévisions de flux de trésorerie et contribue à une démarche budgétaire ;
- Il participe, lorsqu'on en tire des données permettant de modéliser les cash-flows futurs, à l'évaluation des performances financières de l'entreprise et à la mesure de sa valeur ;

Enfin le tableau des flux de trésorerie pourrait donc faire partie intégrante des états de synthèse annuels à produire par les entreprises, avec des degrés de précisions variables selon les besoins des destinataires de l'information financière.

Conclusion du chapitre

L'introduction du tableau des flux de trésorerie comme état financier obligatoire est une indication d'une nouvelle orientation de l'information financière.

Les investisseurs cherchent toute information qui pourrait leur permettre de mieux apprécier la situation de l'entreprise et d'effectuer des comparaisons entre différentes entreprises et pour atteindre ses objectifs, le tableau des flux de trésorerie peut être considéré comme un instrument extrêmement utile.

Dans le chapitre suivant, nous avons présenté le tableau des flux de trésorerie de l'entreprise COSIDER Travaux Publics et comment est-t-il élaboré, où nous allons subdiviser le chapitre en trois sections, la première section sera consacrée à la présentation de l'entreprise d'accueil, la deuxième section pour la préparation, présentation et l'exploitation du tableau des flux de trésorerie au sein de COSIDER Travaux Publics et enfin la troisième section nous allons faire une synthèse sur l'élaboration et l'exploitation du tableau des flux de trésorerie au sein de COSIDER Travaux Publics.

CHAPITRE II : LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET LA PRISE DE DECISION

En conclusion de ce chapitre, nous pouvons dire que, le Tableau des Flux de Trésorerie est considéré comme outil indispensable dans le diagnostic financier des entreprises et de ce fait, pour la prise de décision.

Nous pouvons également conclure, que le Tableau des Flux de Trésorerie à lui seul, ne peut être suffisant pour juger de la situation financière de l'entreprise et de son évolution, puisqu'il reste toujours limité et doit souvent être complété par le bilan, le compte de résultat et plusieurs autres outils d'analyse.

Les deux précédents chapitres ont été conçus pour une meilleure connaissance du référentiel international et au système comptable financier algérien, où nous nous sommes surtout intéressés au Tableau des Flux de Trésorerie et son importance dans la prise de décision, l'objet principale de notre recherche.

Ce chapitre sera consacré au cas pratique sur la préparation, présentation et l'exploitation du Tableau des Flux de Trésorerie au sein de COSIDER Travaux Publics et son importance dans la prise de décision.

Dans notre cas pratique, nous prendrons comme exemple les exercices 2016 et 2015 pour lesquels l'entreprise a mis à notre disposition toutes les informations requises, pour que nous puissions mieux analyser et interpréter le Tableau des Flux de Trésorerie qui a des objectifs bien précis qui sont :

- D'apprécier les conséquences des choix stratégiques des dirigeants sur la trésorerie de l'entreprise.
- D'informer sur la capacité de l'entreprise à générer de la trésorerie à partir de son activité et sur le risque de faillite.
- D'évaluer la solvabilité de l'entreprise.
- D'analyser l'origine de l'excédent ou du déficit de trésorerie.
- D'étudier l'utilisation des ressources de trésorerie.

Nous avons subdivisé ce chapitre en trois sections, la première section sera consacrée à la présentation de l'entreprise d'accueil, dans la deuxième section il sera question de la préparation, présentation et l'exploitation du Tableau des Flux de Trésorerie au sein de COSIDER Travaux Publics. Enfin la troisième section nous allons faire une synthèse sur l'élaboration et l'exploitation du Tableau des Flux de Trésorerie au sein de COSIDER Travaux Publics.

Section 1 : Présentation générale de l'entreprise COSIDER Travaux Publics

1.1 Historique du Groupe COSIDER

Groupe COSIDER a été créé le 01/01/1979, sous forme d'économie mixte par la société nationale de sidérurgie SNS, groupe DANOIS et NIELSEN ¹ ;

En 1982, COSIDER devient filiale à 100% de la SNS unité, au rachat par cette dernière des actions de partenaire DANOIS.

Dans le cadre de la restructuration organique de l'entreprise publique décidée par les autorités algérienne, COSIDER est transformée en 1984 en entreprise nationale placée sous tutelle du ministre de l'industrie lourde.

A la faveur de l'application des lois sur les réformes dont notamment celles relatives à l'autonomie des entreprises publiques, en 1988, COSIDER commence ses études en transformation en société par action, et effectivement elle est transformée en société par action en octobre 1989.

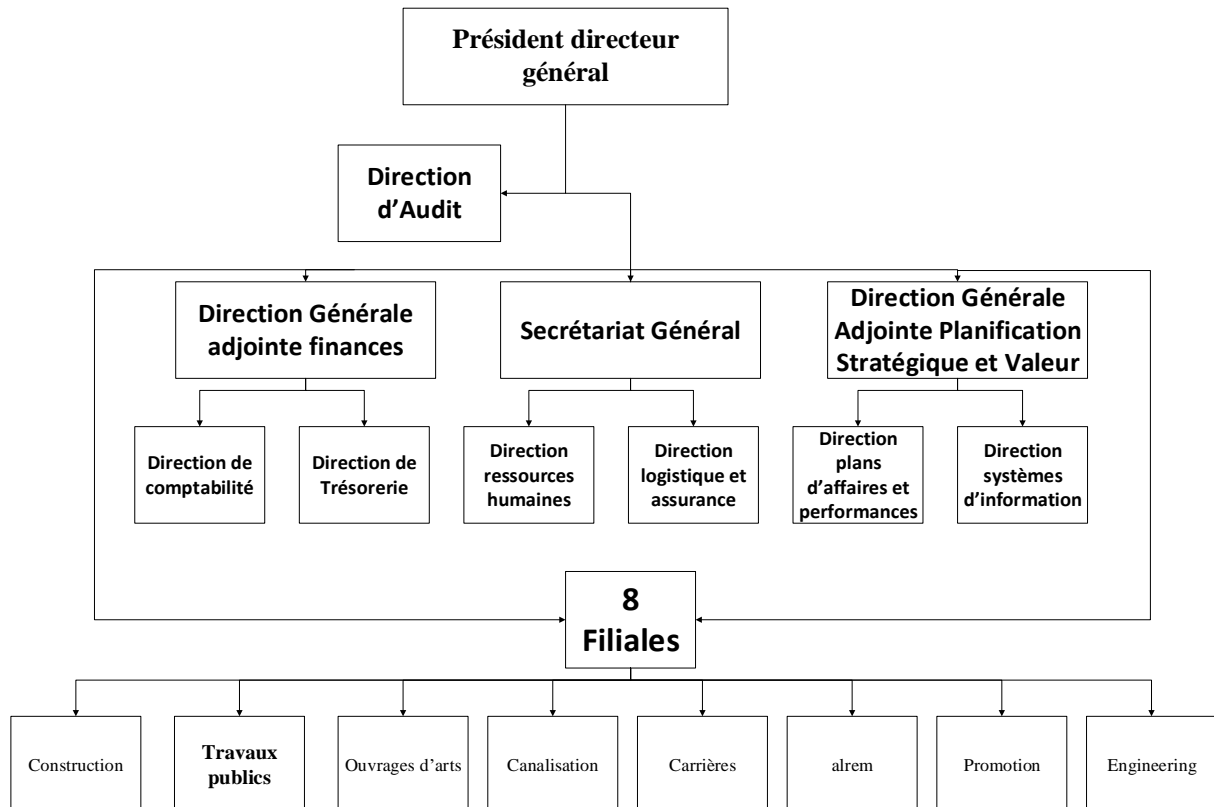
Une évaluation continue, par croissance interne, a fait de COSIDER le plus grand groupe Algérien de B.T.P.H. Aujourd'hui, COSIDER groupe Spa au capital social de 17.800.000.000,00 DA, est organisé en un groupe de sociétés détenant 100% du capital de huit filiales.

Le groupe occupe la première place du B.T.P.H en Algérie et la onzième en Afrique (selon jeune Afrique) c'est aussi une activité de 87 milliards de dinars et plus de 28 500 collaborateurs jusqu'à la fin de l'exercice 2013.

Ces performances sont le résultat d'un sens aigu l'organisation et de la rigueur, c'est également le résultat d'une culture d'entreprise forte qui a permis de réunir les meilleurs talents pour constituer des équipes de collaborateurs fortement motivés.

¹ Documentation interne de l'entreprise.

Schéma 1: Organigramme de GROUPE COSIDER.



Source : COSIDER Groupe, URL : <http://www.cosider-groupe.dz/fr/cosider-groupe-organisation> consulté le 08/05/2017 à 19 :35

1.2 La situation de l'entreprise par rapport à son environnement

1.2.1 Les Opportunités

- Le groupe COSIDER, société mère et filiales, est devenu un des leaders nationaux dans le secteur B.T.P.H cette performance émane de sa politique managériale et le professionnalisme aigu constamment en formation.
- La bonne réalisation en qualité, la maîtrise des coûts et des délais font de lui un partenaire de choix et acquérir en conséquent un portefeuille de commande de contrat important.
- La diversification de projets qui se complémente fond de lui un outil d'édification incontournable pour les déférentes filiales.

1.2.2 Les Menaces

- La concurrence des entreprises étrangères qui ont un capital en savoir-faire.
- La concurrence des entreprises asiatiques dans certains ouvrages ou la main d'œuvre à bas prix.

- La dépendance vis-à-vis les entreprises qui produisent les matériaux principaux du COSIDER T.P qui sont le ciment, le béton enrobé et le brique lui font défaut en cas de crise.

1.3 La filiale COSIDER Travaux Publics

La filiale COSIDER Travaux Publics spécialisée dans :

- Etude de réalisation des infrastructures des transports, routes, autoroutes, ponts, fondations spéciales ;
- Réalisation des tunnels et autre ouvrage souterrains ;
- Réalisation d'ouvrages et transport des fluides gaz (pipelines) ;
- Réalisation des barrages et ouvrages hydrauliques.

1.3.1 Présentation de la filiale COSIDER Travaux Publics :

COSIDER Travaux Publics, filiale du groupe COSIDER, crée le 26/03/1995, occupe une position dominante dans deux secteurs clés pour le développement du pays : infrastructure des transports et les grands projets hydrauliques, elle est classé la première entreprise à l'échelle national dans le secteur travaux publics. Son capital social est **4 000 000 000 DA**¹, Son actuel siège social se situe à la cité Clément, Mohammedia wilaya ALGER

COSIDER travaux publics est certifié par VINCOTTE² selon ISO 9001,14001 et BS. OHSAS 18001. En 2016 COSIDER travaux publics est du capital **4 000** million de DA, son chiffre d'affaires 2016 est 49 659 818 096,32 DA.

Dans le schéma ci-dessous nous avons présenté les différentes structures de la société COSIDER Travaux publics.

1.3.2 Fiche descriptive de COSIDER Travaux Publics

Dénomination : EPE/SAP COSIDER Travaux Publics

Forme juridique : société par action SPA

Capital social : 4 000 000 000 DA

Logo : 

Siège social : cité Clément Mohammadia EL Harrach ALGER

¹ Source service personnel

² Organisme de certification.

CHAPITRE III : ELABORATION ET EXPLOITATION DU TABLEAU DES FLUX DE
TRESOREIE AU SEIN DE COSIDER TRAVAUX PUBLICS.

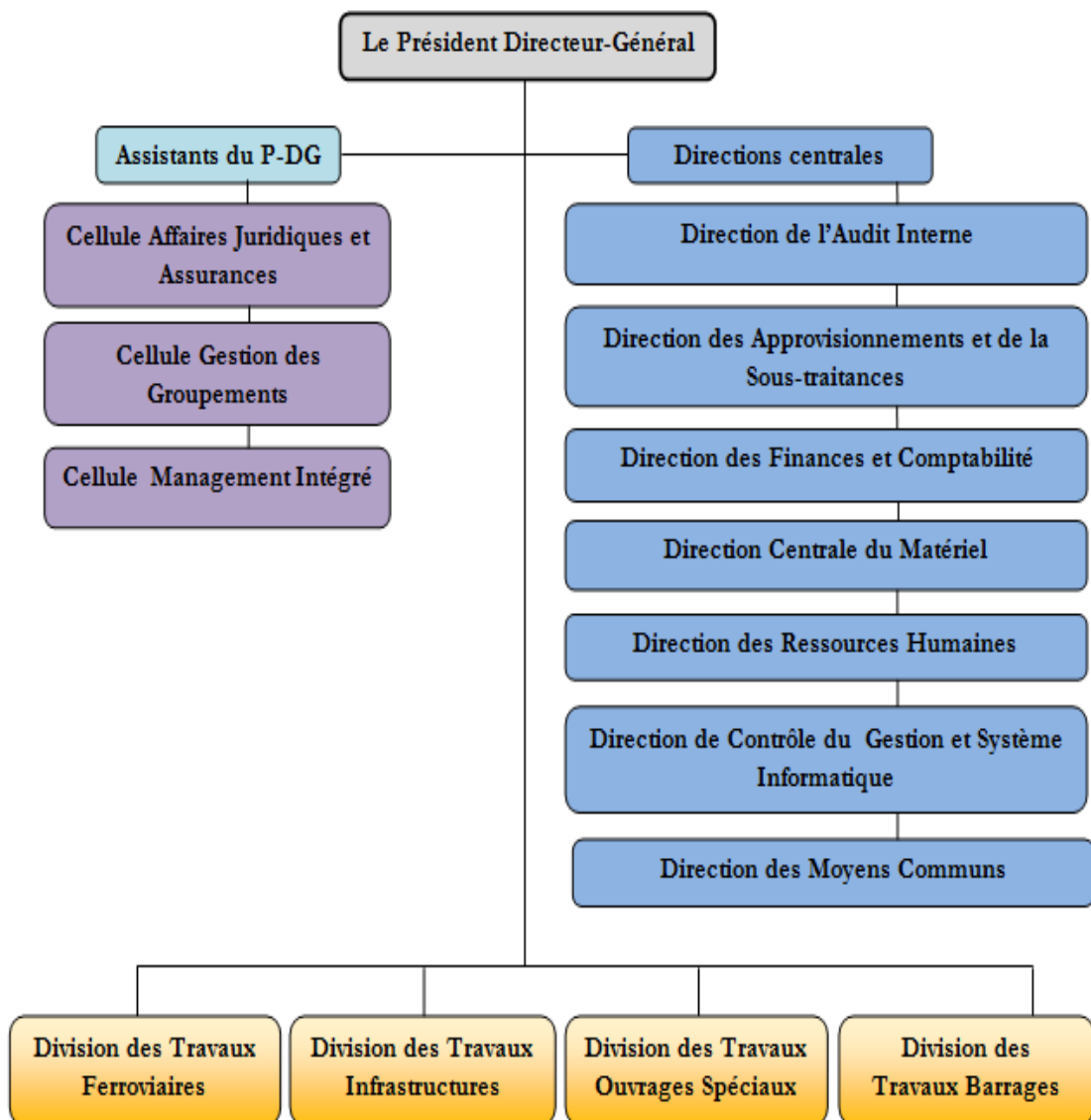
Secteur d'activité : BTPH

Date de création : 20 Mai 1995 -Acte N°152

Date de clôture des comptes :31 Décembre de l'exercice



Schéma 2: Organigramme DE COSIDER Travaux Publics



Source : Service personnel de COSIDER Travaux Publics

1.3.3 La Direction des Finances et de la Comptabilité (DFC)

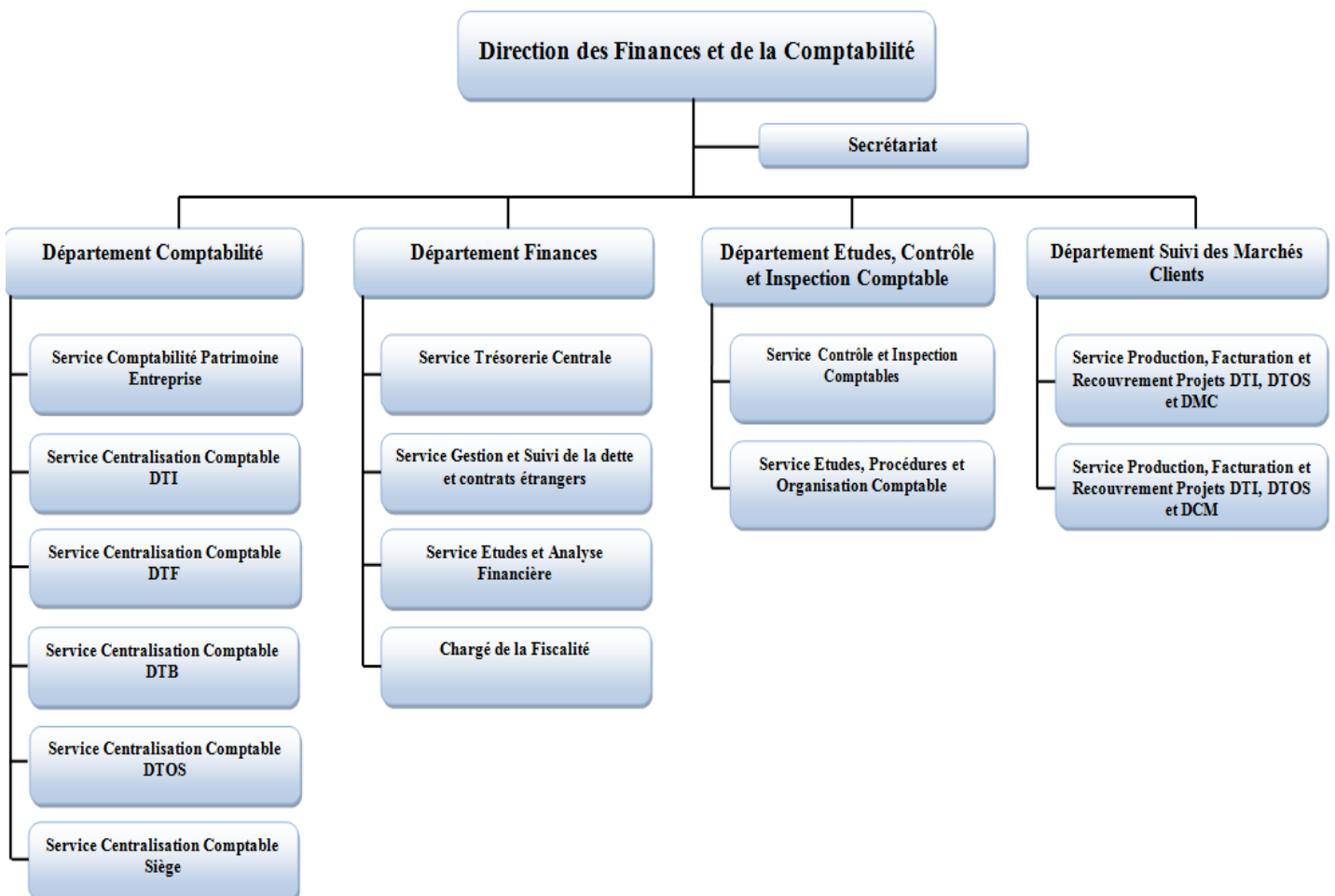
A pour mission fondamentale de gérer les fonctions finances et comptabilité de l'entreprise et de fournir à la direction une visibilité suffisante sur l'évolution de ses ressources financières et de trésoreries.

Ses travaux permettent aux gestionnaire d'apprécies d'après le résultat obtenus de mieux gérer l'entreprise et de prendre des décisions en temps réel.

Les principales structures qui la composent sont

- 1) Département Comptabilité.
- 2) Département Finance.
- 3) Département études contrôle et inspection comptable.
- 4) Département suivi des marchés clients.

Schéma 3: L'Organigramme de la direction des Finances et de la Comptabilité



Source : Service personnel de COSIDER Travaux Publics

1. Département comptabilité générale

Les missions de ce département consistent à :

- L'organisation des plannings de la réception et du contrôle à posteriori de la comptabilité mensuelle des projets ou structures décentralisées placées sous leur tutelle ;
- Du contrôle d'opportunité et de conformité des pièces comptables, des signatures et visas apposés sur les différents documents et de la conformité des écritures constatées ;
- De la consolidation périodique (mois, trimestre, semestre et exercice) de la comptabilité de l'activité ;
- De l'édition des documents comptables nécessaires à l'analyse, au contrôle et à l'information des utilisateurs de la comptabilité (journaux généraux, journaux auxiliaires, balances, grands livres de comptes et autres états financiers).

2. Département des Finances

Les missions de ce département consistent à :

- La définition et la mise en œuvre de la politique financière dans le cadre global et concerné groupe COSIDER.
- La gestion de la trésorerie et d'optimisation de son utilisation.
- L'évaluation des besoins en ressources financières nécessaires au fonctionnement et au développement des activités de la société et la mobilisation des ressources complémentaires indispensables.
- La mobilisation des cautionnements et des garanties nécessaires à la reconstitution et à l'élargissement du plan de charge de la société et en suivre la gestion.
- La prévision des besoins de financement et de recherche de leurs sources
- La fourniture régulière au premier responsable de l'entité des analyses de situation financière de l'entreprise.

L'ensemble des recettes de centres de production (chantier) est centralisé au niveau du siège central, ce qui permet au gestionnaire d'alimenter chaque mois ces mêmes centres pour les besoins de leurs fonctionnements.

Ce virement mensuel que reçoit le chantier doit être justifié par des pièces comptables de dépenses qui doivent être transmises chaque fin de mois au comptable du siège en charge du dossier

Pour renouveler son alimentation, le chantier doit présenter une demande détaillée des dépenses qu'il aura à engager.

3. Département études contrôle et inspection comptable

Le Département est chargé essentiellement :

- Veiller à la mise à jour du manuel de procédures comptables et à sa vulgarisation à l'ensemble des personnels de la fonction ;
- Organiser les missions de contrôle et de formation sur les procédures ;
- Assister les comptables dans les opérations d'analyse et d'assainissement ;
- Assister le commissaire aux comptes lors de ses missions.

4. Département gestion des marchés :

Le Département est chargé essentiellement :

- De mettre en place les formules d'actualisation et de révision des prix à insérer dans le marché lors de son élaboration par le département commercial des divisions travaux ;
- De la vérification après signature par les parties, des clauses contractuelles des marchés et avenants établis par le Département commercial des Divisions Travaux ;
- De la création et de la mise à jour des tables (marché, client) et du suivi du marché sur le plan strictement financier.

La section 2 : Préparation, Présentation et exploitation du Tableau des Flux de Trésorerie au sein de COSIDER Travaux Publics

2.1 la trésorerie de l'entreprise

La trésorerie de l'entreprise est centralisée au niveau de la direction générale de COSIDER Travaux Publics, afin de :

- D'assurer l'établissement des prévisions de trésorerie ;
- Préparer et exécuter les virement et paiements et tenir à jour les comptes y afférents ;
- Assurer la gestion et le suivi de comptes bancaires et caisses ;
- Préparer et transmettre les états financiers requis.

❖ Les procédures de la trésorerie

Les procédures du cycle de trésorerie peuvent être regroupées en deux grandes parties. Nous avons les procédures opérationnelles et les procédures comptables.

1. Procédures opérationnelles :

Procédure d'encaissement : Elle regroupe toutes les opérations de recueil des fonds (recettes, règlement des clients, intérêts créditeurs, ...) et de leur conservation dans les caisses et les

banques. Cette procédure peut être scindée en deux sous procédures à savoir les encaissements en espèces et les encaissements par chèque.

Procédure de décaissement ou de paiement : Elle reprend toutes les activités de règlement en espèces ou par banque. Elle peut être divisée en deux sous procédures à savoir le décaissement en espèces et décaissement par chèque.

2. Procédures comptables

Le cycle de trésorerie comportant, des risques importants en matière de détournements, il est indispensable que les informations comptables relatives aux caisses et aux banques soient disponibles dans des délais suffisamment rapprochés pour permettre les contrôles nécessaires.

2.2 Le lien entre le tableau des flux de trésorerie et le tableau de financement

Le tableau de flux de trésorerie peut être utilisé concurremment au tableau de financement, pour apprécier l'équilibre financier à long et moyen terme de l'entreprise. Mais l'utilité fondamentale de ce type de tableau est de montrer clairement la disparition qui peut exister, transitoirement, entre les charges, les emplois et les décaissements d'une part, et entre les produits, les ressources et les encaissements d'autre part. A cet égard, le tableau des flux de trésorerie est un outil irremplaçable.

Le tableau de financement mis en évidence la variation du FRNG et du BFR, apparaissent les conséquences en termes de trésorerie. Cette structure entraîne cependant une approche des ressources internes par la CAF. Cet indicateur est discutable dans la mesure où il ne représente qu'un flux potentiel de trésorerie.

Afin d'examiner l'évolution de la situation financière de l'entité nous reproduisons ci-après quelques agrégats de la situation ainsi que leurs composantes.

**CHAPITRE III : ELABORATION ET EXPLOITATION DU TABLEAU DES FLUX DE
TRESOREIE AU SEIN DE COSIDER TRAVAUX PUBLICS.**

2.2.1 Le fonds de roulement net

Le fonds de roulement net de COSIDER Travaux Publics a évolué entre le 31/12/2014 et le 31/12/2016 comme suit : (En KDA)

Tableau 7: L'évolution du fonds de roulement durant la période 2014-2016 en KDA

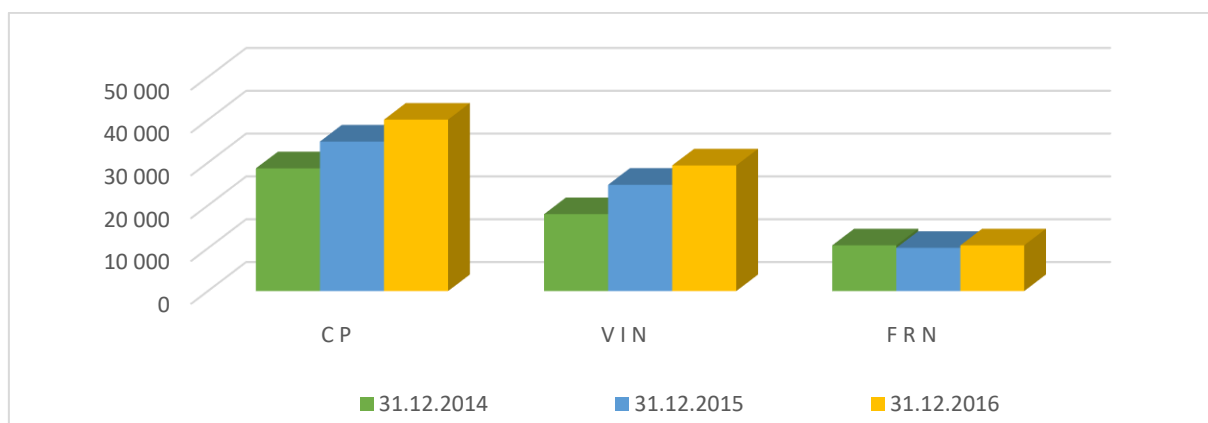
Désignation	2014	2015	2016	Evolution %	
				2015/2014	2016/2015
Capitaux propres	14 803 271	22 242 755	26 679 991	+ 50	+20
Dettes à LMT	13 871 922	12 694 013	13 372 142	-08	+05
Capitaux permanents	28 675 193	34 936 768	40 052 133	+22	+15
Valeurs immobilisées nettes	17 983 982	24 843 200	29 358 111	+38	+18
Fonds de roulement net – FRN	10 691 211	10 093 200	10 694 022	-06	+06

Source : Etabli par l'étudiante

Le fonds de roulement net de l'entité a connu une amélioration de 06% (+600 454 KDA) entre l'exercice 2015 (10 093 568 KDA) et l'exercice 2016 (10 694 022 KDA) et ce malgré l'importante augmentation des valeurs immobilisées nettes (+4 514 911 KDA) soit (+18%) sur la période précitée, une augmentation absorbée à hauteur de 94% par la variation des ressources permanentes (+5 115 365 KDA).

Le FRN représente à la fin de l'exercice 2016 plus de 2 mois d'activité.

Graphe 1: L'évolution du FRN et de ses composantes (en MDA) durant la période 2014-2016



Source : Etabli par l'étudiante

2.2.2 Les besoins en fonds de roulement

Les besoins en fonds de COSIDER Travaux Publics ont évolué du 31.12.2014 au 31.12.2016 comme suit : (En KDA)

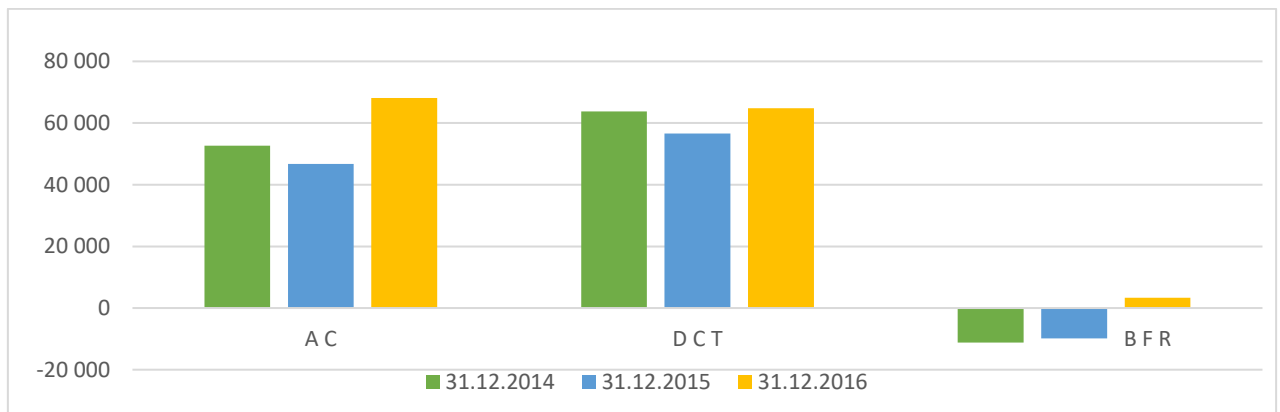
Tableau 8:L'évolution du BFR et de ses composantes (en KDA) durant la période 2014-2016

Désignation	2014	2015	2016	Evolution %	
				2015/2014	2016/2015
Valeurs d'exploitation-VE	13 431 916	20 367 526	32 593 479	+ 52	+60
Valeurs réalisables-VR	39 210 007	26 357 591	35 493 948	-33	+35
Actifs circulants- AC	52 641 923	46 725 117	68 087 427	-11	+46
Dettes à court terme - DCT	63 792 042	56 593 557	64 771 425	-11	+14
Besoin en fonds de roulement BFR	-11 150 119	-9 868 440	3 316 002	-11	-134

Source : Etabli par l'étudiante

Les besoins en fonds de roulement continuent à être influencé par le matelas des avances commerciales qui la part prépondérante des ressources à court terme ont permis de réduire de façon considérable le niveau des besoins en fonds de roulement car elles ont permis de financer une importante portion des actifs circulants dont le niveau reste très élevé au regard de celui de l'activité.

Graphe 2: L'évolution du BFR et de ses composantes (en MDA) durant la période 2014-2016



Source : établi par les étudiants

2.2.3 La trésorerie nette :

La trésorerie nette de COSIDER Travaux Publics a évolué entre le 31.12.2014 et le 31.12.2016 comme suit :

Tableau 9: L'évolution du TRN (en KDA) durant la période 2014-2016

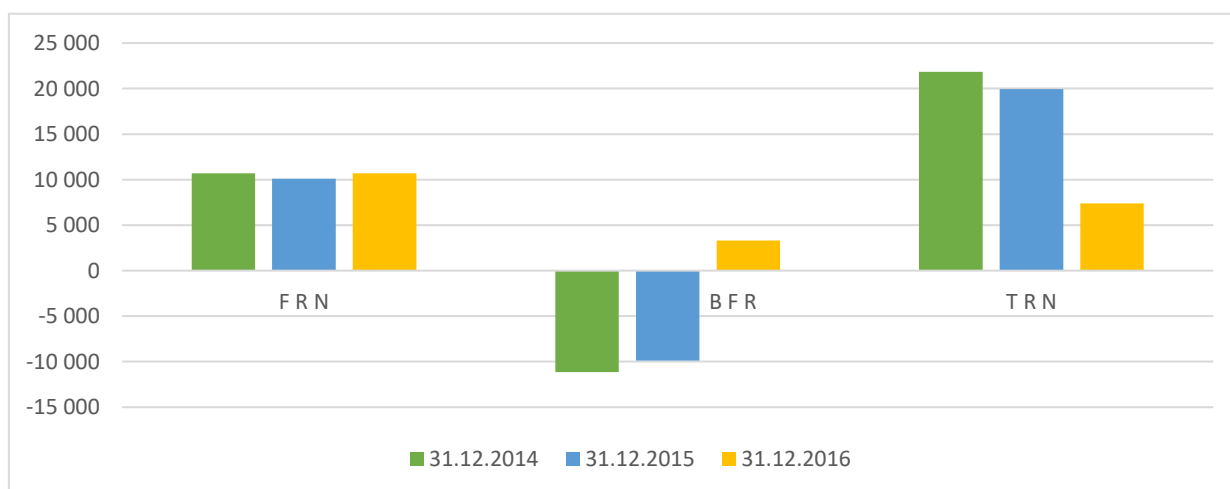
Désignation	2014	2015	2016	Evolution %	
				2015/2014	2016/2015
Fonds de roulement net	10 691 211	10 694 022	68 087 427	-06%	+06%
Besoin en fonds de roulement BFR	-11 150 119	-9 868 440	3 316 002	-11%	-134%
Trésorerie nette- TRN	21 841 330	19 962 008	7 373 020	-09%	-63%

Source : Etabli par l'étudiante

La trésorerie nette de l'entité de l'exercice 2016 est de 7 378 020 KDA, couvre plus de 01 mois d'activité (01 mois et 13 jours), représente environ 02 mois de chiffre d'affaires.

Cette trésorerie nette a accusé un recul de 61% (-12 583 988 KDA) par rapport à celle enregistrée au 31.12.2015, du fait de l'autofinancement d'un important programme d'investissement et du remboursement d'avances commerciales en plus du financement de l'important accroissement des stocks et des créances.

Graphe 3: L'évolution du TRN (en MDA) durant la période 2014-2016



Source : établi par l'étudiante

2.3 Présentation et l'exploitation du tableau des flux de trésorerie au sein de COSIDER Travaux Publics

Les informations nécessaires pour l'établissement d'un tableau des flux de trésorerie nécessitent soit un bilan comparatif présenté dans l'annexe N°6, un tableau de comptes de résultat présenté dans l'annexe N°7 et plusieurs autres informations,

Le Tableau des Flux de Trésorerie peut être établi en suivant soit la méthode directe soit la méthode indirecte.

La différence entre les deux méthodes réside dans le calcul des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

Nous allons procéder en présentant dans un premier lieu, la méthode directe que SCF encourage et COSIDER Travaux Publics utilise.

2.3.1 Présentation du Tableau des Flux de Trésorerie au sein du COSIDER TP

COSIDER TP élabore le Tableau des Flux de Trésorerie seulement par la méthode directe selon les étapes suivantes :

- 1) Déterminer le changement de la trésorerie par le bilan :

Consiste à déterminer les montants de trésorerie et les équivalents de trésorerie pour chaque année (2015-2016) et la variation entre le début et la fin de chaque période.

Tableau 10: Variation de la trésorerie durant la période 2015-2016

L'année	2016	2015
Trésorerie de fin de période	4 606 842 413.25	16 952 898 176.98
Trésorerie de début de période	16 954 821 603.20	21 816 384 265.26
Variation de la trésorerie de de la période	-12 347 979 189.95	-4 863 486 088.28

Source : Etabli par l'étudiante

- 2) Calculer le flux net de trésorerie provenant de chaque catégorie d'activités opérationnelles, d'investissement et de financement, et de l'enregistrer sur le tableau des flux de trésorerie.
- 3) Calculer le sous total pour les différentes activités et faire un rapprochement entre le flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et le résultat comptable de chaque période afin de mieux apprécier ce dernier.

- 4) Calculer le sous total pour les différentes activités et s'assurer que les changements dans la trésorerie ainsi déterminés soient égaux au changement actuel de la trésorerie de la période comptable ;
- 5) Faire un rapprochement entre le flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et le résultat comptable de chaque période afin de mieux apprécier ce dernier.
 - **Calculer le flux net de trésorerie provenant de chaque catégorie d'activités opérationnelles, d'investissement et de financement, et de l'enregistrer sur le tableau des flux de trésorerie**

1. Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles : - 2 172 531 890.13 DA

- ✓ Les encaissements reçus des clients 52 707 766 579.24 DA Il s'agit :
 - D'encaissements de situations de travaux et autres factures clients pour un montant de 43 781 602 583.69 DA ;
 - D'encaissements d'avances d'ordre clients pour un montant de 8926 163 995.55 DA.
- ✓ Les sommes versées aux fournisseurs et au personnel - 48 309 210 011.07 DA : Il s'agit
 - De règlements aux fournisseurs de stocks pour un montant de 13 310 510 666.60 DA ;
 - De règlements aux fournisseurs de travaux et de services pour 20 138 322 179.28 DA ;
 - De règlements au personnel pour un montant de 6 973 825 338.87 DA ;
 - De règlements aux organismes sociaux pour un montant de 3 499 321 454.01 DA ;
 - De règlements à l'Etat (administration fiscale) pour 2 046 136 876.30 DA ;
 - De règlements de services bancaires pour un montant de 879 420 281.66DA
 - De règlements à autres fournisseurs pour 1 461 673 214.35 DA.
- ✓ Les intérêts et autres frais financiers payés : -319 741 113.19DA
- ✓ Les avances de trésorerie au COSIDER Groupe : -6 251 347 345.12 DA
- ✓ Flux de trésorerie liés à des éléments extraordinaires : Néant

2. Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement : -8 408 853 991.50 DA

- ✓ Encaissement sur cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles : 198 605 007.00 DA
Il s'agit de produits de cession de matériel réformé.
- ✓ Les décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles ou incorporelles -8 728 317 066.45 DA :

CHAPITRE III : ELABORATION ET EXPLOITATION DU TABLEAU DES FLUX DE TRESOREIE AU SEIN DE COSIDER TRAVAUX PUBLICS.

Il s'agit essentiellement de sommes versées aux fournisseurs d'immobilisations sur emprunts contractés auprès de la BEA, et sur trésorerie propre et qui se décomposent comme suit :

- Règlements de fournisseurs nationaux pour un montant de 1 761 353 224.93 DA ;
- Règlements de fournisseurs étrangers pour un montant de 6 966 963 841.52 DA.
- ✓ Les décaissements sur acquisitions d'immobilisations financières : 25 859 980.05 DA

Placement financier en devises auprès de la BEA

- ✓ Encaissements sur cession d'immobilisations financières : 26 640 000.00 DA
- ✓ Intérêts encaissés sur placement financiers 120 078 048.00 DA

3. Flux de trésorerie provenant des activités de financement : -1 638 015 123.60 DA

- ✓ Les encaissements provenant d'emprunts 2 843 327 000 DA
- ✓ Les remboursements d'emprunts et autres dettes assimilées : -1 981 342 123.60DA.
- ✓ Incidence des variations des taux de change sur liquidité et quasi-liquidité :
-128 578 184.72DA

**CHAPITRE III : ELABORATION ET EXPLOITATION DU TABLEAU DES FLUX DE
TRESOREIE AU SEIN DE COSIDER TRAVAUX PUBLICS.**

Tableau 11: Tableau des flux de trésorerie (méthode directe)

DESIGNATION	NO TE	31/12/2016	31/12/2015
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles :			
Encaissement reçus des clients		52707766576 9,24	59 849 326 075,67
Sommes versés aux fournisseurs et au personnel		-48 309 210 011,07	-43 393 748 706,16
Intérêts et autres frais financiers payés		-319 741 113,19	-270 255 922,16
Avances de trésorerie du Groupe (TVA et IBS consolidés à acquitter)		-6 251 347 345,12	-4 920 633 041,15
Impôts sur le résultat payés*		/	/
Flux de trésorerie avant éléments extraordinaires		-2 172 531 890,13	-11 264 688 406,20
Flux de trésorerie lié à éléments extraordinaires		/	/
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (A)		-2 172 531 890,13	11 264 688 406,20
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Décassements sur acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		-8 728 317 066,45	-9 733 055 459,42
Encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		198 605 007,00	357 928 655,00
Décassements sur acquisition d'immobilisations financières		-25 859 980,05	-3 026 640 000,00
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières		26 640 000,00	25 200 000,00
Intérêts encaissés sur placement financiers		120 078 048,00	205 440,00
Dividendes et quote-part de résultat reçus		/	/
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (B)		-848 853 991,50	-12 376 361 364,42
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Encaissement suite à l'émission d'action		/	/
Dividendes et autres distributions effectués		-2 500 000 000,00	-2 500 000 000,00
Encaissements provenant d'emprunts		2 843 327 000,00	79 491 000,00
Remboursements d'emprunts ou d'autres dettes assimilées		-1 981 342 123,60	-1 339 246 114,92
Flux de trésorerie provenant des activités de financement (C)		-1 638 015 123,60	-3 759 755 114,92
Incidences des variations des taux de change sur liquidité et quasi liquidités		-128 578 184,72	7 941 984,86
Variation de trésorerie de la période (A+B+C)		-12 347 979 189,95	-4 863 486 088,28
Trésorerie ou équivalent de trésorerie au début de la période		16 954 821 603,20	21 816 384 265,26
Trésorerie ou équivalent de trésorerie en fin de la période		4 606 842 413,25	16 952 898 176,98
Variation de la trésorerie de la période		-12 347 979 189,95	-4 863 486 088,28

* Réglés par la DF du Groupe par prélèvement sur les ponctions

Source : rapport de gestion de l'année 2016 de COSIDER Travaux Publics

2.3.2 l'exploitation du Tableau des Flux de Trésorerie au sein du COSIDER TP

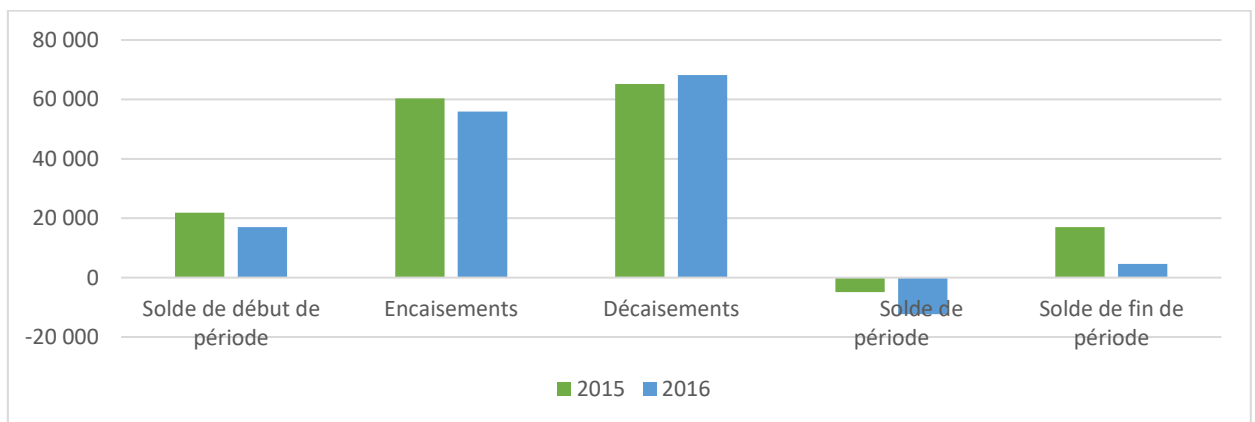
Le tableau ci-dessous donne un comparatif récapitulé de la trésorerie des exercices 2015 et 2016 (Encaissements, décaissements, soldes de périodes) en KDA.

Tableau 12: L'évolution comparative de la situation de la trésorerie (en KDA) durant la
Période 2014-2016

Désignation	2015	2016	Evolution	
			Valeur	%
Solde de début de période	21 816 384	16 954 821	-4 861 563	-22
Encaissements	60 312 151	55 896 417	-4 415 735	-7
Décaissements	65 175 637	68 244 396	+3 070 682	+5
Solde de la période	-4 863 486	-12 347 979	-7 486 417	+154
Solde de fin de période	16 952 898	4 606 842	-12 347 979	-73

Source : Etabli par l'étudiante

Graphe 4:L'évolution comparative de la situation de trésorerie des exercices 2015 et 2016 en MDA



Source : établi par l'étudiante

Le solde de trésorerie est resté positif durant tout l'exercice 2016. Cette situation a permis à l'entreprise d'honorer aisément ses engagements en matière d'exploitation et d'investissement.

Ce matelas de disponibilité reste nécessaire pour faire face aux besoins en fonds de roulement appelés à croître avec la croissance de l'activité, notamment ferroviaire et ouvrages spéciaux, caractérisées par de fortes consommations de matériaux (rails, traverses, ballast, fondations spéciales...).

COSIDER Travaux Publics regroupe les encaissements et les décaissements comme suit :

1. Les encaissements provenant des activités opérationnelles, investissements par nature :

Tableau 13: L'évolution par nature des encaissements provenant des activités opérationnelles, investissements durant 2015-2016 en (KDA)

Encaissements	2015	2016	EVOLUTION	
			Valeur	%
Créances antérieures	12 623 109	10 160 573	-2462 535	-20%
Créances de l'exercice	36 245 133	33 329 656	-2915 476	-8%
Créances sur Filiales	54 806	205 051	150 245	+274%
Avances reçus	10 788 025	8 926 164	-1861 861	-17%
Divers	521 588	431 645	-89 943	-17%
TOTAL	60 232 660	53 053 645	-7179 571	-12%

Source : Rapport de gestion de l'année 2016 de COSIDER Travaux Publics

2. Les encaissements par activité et par nature des flux de financement se présentent comme suit :

Tableau 14: Les encaissements par activité et par nature des flux de financement durant 2015-2016 en (KDA)

Activité	Encaissements 2016			Encaissements 2015
	Avances	Facturation	Total	
DTI	1 204 401	14 219 391	15 423 995	9 543 092
DTOS	5 613 387	14 147 956	19 761 343	21 909 585
DTB	2 108 376	9 629 257	11 737 632	9 618 683
DTF	/	5 698 475	5 698 475	18 639 712
DUVERD	/	431 645	431 645	521 588
TOTAL 1	8 926 164	44 126 926	53 053 090	60 232 660
CMT INVESTISSEMENT	/	2 843 327	2 843 327	79 491
TOTAL 2	/	2 843 327	2 843 327	79 491
TOTAL	8 926	46 970 253	55 896 417	40 312 152
		55 896 417		

Source : Rapport de gestion de l'année 2016 de COSIDER Travaux Publics

3. Les décaissements par nature en KDA se présentent comme suit

Tableau 15: Les décaissements par nature durant 2015-2016 en (KDA)

Désignation	2015	2016	Valeur	%
Sommes versées aux fournisseurs	34 320 339	37 964 641	+3 644 302	+11
Charges de personnel	9 073 410	10 473 147	+1 399 737	+15
Décaissements sur immobilisation	9 733 055	8 728 317	-1 004 738	-10
Remboursements d'emprunts	1 339 246	1 981 342	642 096	+48
Intérêts et charges financières	270 256	319 741	49 485	+18
Avances de trésorerie au Groupe	4 920 633	6 251 347	1 330 714	-27
Dividendes	2 500 000	2 500 000	0	/
Placements en DAT (BEA)	3 026 640	25 860	-3 000 780	-99
TOTAL	65 183 579	68 244 396	+3 060 816	+05

Source : Rapport de gestion de l'année 2016 de COSIDER Travaux Publics

Il existe deux méthodes de présentation du TFT, pour renforcer notre étude de cas, nous devons aussi élaborer le TFT par la méthode indirecte. Cette méthode de présentation ne diffère de la méthode directe que dans le calcul des flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles. En suivant les étapes suivantes :

1) Ajustement du résultat net pour :

- Les provisions et amortissements : les charges d'amortissement, de provisions et de perte de valeurs sont déduites lors du calcul du résultat net, donc nous devons les ajouter au résultat net.
- Les plus et les moins-values de cessions : les plus-values de cessions sont déduites du résultat net, les moins-values de cessions des immobilisations sont ajoutées au résultat net, cela pour éviter un double calcul car elles sont incluses dans les encaissements liées aux acquisitions des immobilisations.

Après les ajustements cités ci-dessus nous pouvons dégager un sous total qui est la marge brute d'autofinancements qui reflète la capacité de l'entreprise à autofinancer ses activités sans recourir à des sources externes.

2) Ajustement le résultat net pour :

Tenir compte de la variation dans les éléments du besoin en fond de roulement, car chaque changement dans une de composants du BFR a ses effets sur la trésorerie.

BFR = Actifs courants hors trésorerie - Passifs courant hors trésorerie.

Δ BFR = Δ Actifs courants hors trésorerie - Δ Passifs courant hors trésorerie.

CHAPITRE III : ELABORATION ET EXPLOITATION DU TABLEAU DES FLUX DE
TRESOREIE AU SEIN DE COSIDER TRAVAUX PUBLICS.

$\Delta \text{BFR} = \Delta (\text{comptes clients et autres créances} + \text{les stocks}) - (\Delta \text{comptes fournisseurs et autres dettes})$.

Toutes augmentations des actifs ou diminution des passifs figure à titre de diminution (à soustraire du résultat net)

Toutes diminution des actifs courants ou augmentation des passifs courants figure à titre d'augmentation des liquidités donc elle est ajoutée au résultat net.

Le calcul des variations des éléments du besoin en fond de roulement est présenté comme suit :

Tableau 16: La variation des comptes clients

L'année	2016	2015
Les comptes clients et autres créances en fin de période	35 493 947 597,9	26 357 590 935,80
Les comptes clients et autres créances en début de période	26 357 590 935,7	39 210 006 693,25
La variation des comptes clients et autres créances	9 136 356 662,20	-12 852 415 757,45

Source : Etabli par l'étudiante

Tableau 17: La variation des comptes de stocks

L'année	2016	2015
Les comptes de stocks en fin de période	32 593 479 603,83	20 367 525 933,39
Les comptes de stocks en début de période	20 367 525 933,39	13 431 915 579,79
La variation des comptes des stocks	12 225 953 670,44	6 935 610 353,60

Source : Etabli par l'étudiante

Tableau 18: La variation des comptes fournisseurs

L'année	2016	2015
Les comptes de fournisseurs et autres dettes en fin de période	64771424 781,72	56 593 556 922,01
Les comptes de fournisseurs et autres dettes en début de période	56 593 556 922,01	63 792 041 988,43
La variation des comptes de fournisseurs et autres dettes	8 177 867 859,71	-7 198 485 066,42

Source : Etabli par l'étudiante

Donc la variation du BFR= la variation des comptes de fournisseurs et autres dettes- La variation des comptes des stocks - la variation des comptes clients et autres créances

**CHAPITRE III : ELABORATION ET EXPLOITATION DU TABLEAU DES FLUX DE
TRESOREIE AU SEIN DE COSIDER TRAVAUX PUBLICS.**

Tableau 19: Variation du Besoin en Fonds de roulement

L'année	2016	2015
Variation du besoin en fonds de roulement	13 184 442 472.9	-1 281 679 662,57

Source : Etabli par l'étudiante

Tableau 20 : Tableau des flux de trésorerie (méthode indirecte)

DESIGNATION	NOTE	2016	2015
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles :			
Résultat net de l'exercice		6 939 236 590.05	9 068 861 635.4
Ajustement pour :			
+ Amortissement et provision (sauf celles portant sur l'actif circulant) *		3 911 375 100.61	3 551 252 531.90
+moins-values de cession d'impôts		262 546 513.57	412 365 957.17
-plus-values de cession d'impôts		-101 247 621.47	-550 154 745.36
Marge brute d'autofinancement (1)		11 011 910 582.7	12 482 325 379,11
±Variation des impôts différés			
±Variation des stocks		-12 225 953670,44	-6 935 610 353,60
±Variation des clients et autres créances		-9 136 356662,20	12 852 415 757,45
±Variation des fournisseurs et autres dettes		8 177 867 859,71	-7 198 485 066,42
Variation du besoin en fonds de roulement (2)		-13 184 442 472.9	-1 281 679 662,57
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (A)= (1) + (2)		-12 347 979 189,95	-4 863 486 088,28
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Décaissements sur acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		-8 728 317 066.45	-9 733 055 459.42
Encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		198 605 007.00	357 928 655.00
Décaissements sur acquisition d'immobilisations financières		-25 859 980.50	- 3 026 640 000
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières		26 640 000.00	25 200 000.00
Intérêts encaissés sur placement financiers		26 640 000.00	25 200 000.00
Dividendes et quote-part de résultat reçus		120 078 048.00	205 440.00
		/	/

**CHAPITRE III : ELABORATION ET EXPLOITATION DU TABLEAU DES FLUX DE
TRESOREIE AU SEIN DE COSIDER TRAVAUX PUBLICS.**

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (B)		- 8 408 853 991.5	-12 376 361 364.42
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Encaissement suite à l'émission d'action		/	/
Dividendes et autres distributions effectués		-2 500 000 000	-2 500 000 000
Encaissements provenant d'emprunts		2 843 327 000	79 491 000.00
Remboursements d'emprunts ou d'autres dettes assimilées		-1 981 342 123.60	-1 339 246 114.92
Flux de trésorerie provenant des activités de financement (C)		-1 981 342 123.60	-1 339 246 114.92
Incidences des variations des taux de change sur liquidité et quasi liquidités		-128 578 184.72	79 491 000
Variation de trésorerie de la période (A+B+C)		-12 347 979 189.95	-4 863 486 088.28
Rapprochement avec le résultat comptable		0.00	0.00

* Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés l'activité

Source : Etabli par les étudiants

2.3.2 Analyse et interprétation du tableau des flux de trésorerie :

L'entreprise peut considérer la trésorerie comme étant une résultante de son activité. Une approche plus active doit permettre la recherche d'un équilibre entre les flux liés à l'exploitation et ceux relevant de l'investissement et du financement.

Notre travail sera basé sur les deux exercices 2015 et 2016

Pour analyser le tableau des flux de trésorerie, il faut analyser les différents postes du tableau des flux de trésorerie.

- Le flux net de trésorerie des activités opérationnelles ;
- Le flux net de trésorerie des activités d'investissement ;
- Le flux net de trésorerie des activités de financement.

2.3.2.1 L'analyse des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Le flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles a été positif en 2015 et négatif en 2016.

Un flux net opérationnel positif reflète la capacité de l'entreprise à générer de la trésorerie à partir de ses activités opérationnelles, le surplus de trésorerie sur ces opérations sont nécessaires pour rembourser les emprunts, pour tirer avantage de nouvelles opportunités

d'investissement et de payer les dividendes sans avoir à chercher de nouveaux moyens externes de financement.

Un flux net opérationnel négatif signifie incapacité de l'entreprise à générer de la trésorerie à partir de ses activités opérationnelles, ce qui pousse l'entreprise à recourir à des ressources externes importantes.

- Une augmentation des sommes versées aux fournisseurs et au personnel de 11,33% en 2016 par rapport à 2015, augmentation de paiement des intérêts et autre frais financiers de 18,31% en 2016 par rapport à 2015, et augmentation des avances de trésorerie au Groupe (TVA et IBS consolidés à acquitter) de 27,04% en 2016 par rapport à 2015, ce que justifie le montant de flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles de 2016 qui est négatif.
- L'augmentation des sommes versées aux fournisseurs et au personnel de 11,33% en 2016 par rapport à 2015 signifie que l'entreprise règle ses fournisseurs ce qui est un bon signe pour elle.
- Nous constatons une diminution des encaissements reçus des clients de 11,93% en 2016 par rapport à 2015, signifie des créances clients non recouvert ce qui devrait avoir un effet négatif sur la trésorerie.
- En conclusion, l'année 2016 ne dégage pas de liquidité à partir des activités opérationnelles, ce qui implique l'incapacité de l'entreprise à générer de la trésorerie à partir de ses activités opérationnelles.

Pour mieux apprécier le flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles nous allons calculer les ratios suivants :

- **Ratio de suffisance des flux de trésorerie provenant des activités Opérationnelles :**

$$\frac{\text{Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles}}{\text{Besoins de trésorerie de base}}$$

- **Ratio des liquidités à l'actif :**

$$\frac{\text{Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles}}{\text{Total des actifs}}$$

- **Taux de couverture des dettes à court terme :**

$$\frac{\text{Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles}}{\text{Moyenne des dettes à court terme}}$$

CHAPITRE III : ELABORATION ET EXPLOITATION DU TABLEAU DES FLUX DE
TRESOREIE AU SEIN DE COSIDER TRAVAUX PUBLICS.

Tableau 21: Ratios

Ratios	2016	2015
• Ratio de suffisance des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	-0.26	1.25
• Ratio des liquidités à l'actif	Négatif	12.30%
• Taux de couverture des dettes à court terme	Négatif	18.71%

Source : Etabli par l'étudiante

Les principaux besoins de liquidités c'est l'additions des :

Tableau 22: les besoins de trésorerie de base

Besoins de trésorerie de base	2016	2015
- Remboursement d'emprunt ou d'autre dettes assimilées	1 981 342 123.6	1 339 246 114.92
- Dépenses en immobilisations nécessaires pour maintenir la capacité bénéficiaire (représente par les amortissements des immobilisations)	3911375100.61	3551252531.90
- Les paiements des dividendes	2 500 000 000	2 500 000 000
Total	8 392 717 224.21	7 390 498 646.82

Source : Etabli par l'étudiante

En 2015 le ratio égal à $1.52 > 1$, ce qui montre de l'entreprise a généré suffisamment de trésorerie par ses activités opérationnelles pour pouvoir payer ses dettes et pour pouvoir financer une partie de ses investissements.

En 2016 le ratio égal à $-0.026 < 1$, ce qui signifie que l'entreprise a généré un flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles négatif donc elle ne peut pas faire face à ses besoins de trésorerie de base.

Ratio 2 : Ratio des liquidités à l'actif

Ce ratio exprime la capacité de l'entreprise à générer des liquidités en fonction des l'actifs qu'elle possède. Nous remarquons que la contribution des actifs dans la génération des flux de trésorerie s'est beaucoup dégradée en 2016 par rapport à 2015. Et en 2016 ce ratio $\frac{\text{Marge brute d'autofinancement}}{\text{Besoins de base}} = 1.31 > 0$, ce que signifie une mauvaise gestion des actifs à court terme.

Ratio 3 : Taux de couverture des dettes à court terme

L'année	2016	2015
Dettes à court terme au début de période	56 593 556 922.01	63 792 041 988.44
Dettes à court terme en fin de période	64 771 424 781.72	56 593 556 922.01
La moyenne des dettes à court terme	60 682 490 851.5	60 192 799 455.22

Source : Etabli par l'étudiante

Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à faire face à ses dettes à court terme, en 2016 nous avons constaté déjà que le flux net opérationnel est négatif ce qui explique l'incapacité de l'entreprise à générer de la trésorerie à partir de ses activités opérationnelles donc l'incapacité de l'entreprise à faire face à ses dettes.

Plus le ratio est élevé moins l'entreprise rencontrera des problèmes de liquidités. En 2015 le ratio égal 18.71% ce qui confirme nos constatations du fait que le flux net de trésorerie des activités opérationnelles dégagé en 2015 est suffisant pour couvrir une partie des besoins.

2.3.2.2 L'analyse des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement :

On peut constater à première vue que le flux net de trésorerie provenant des activités d'investissement est négatif en 2016 et en 2015 ceci est dû au fait que les décaissements pour l'acquisition des investissements sont supérieurs aux encaissements pour cessions d'investissement. Donc l'entreprise investit les fonds dans des actifs de long terme qui vont générer des profits et augmenter les flux futurs de trésorerie.

L'entreprise a investi plus dans les immobilisations corporelles et incorporelle vue la nature de son activité.

Le flux de trésorerie provenant des activités d'investissement négatif était à l'origine sensé être financé en partie par les activités opérationnelles, chose que l'entreprise n'a pas pu réaliser en 2016.

Nous pouvons conclure que l'entreprise en 2016 à diminuer l'ensemble de ses investissements de 32.06% par rapport à 2015. Et cette diminution de l'investissement est liée à la diminution des plans de charges, car l'état ne lance plus des grands projets.

2.3.2.3 L'analyse des flux de trésorerie provenant des activités de financement :

Ces flux sont en premier lieu la conséquence des flux de trésorerie des activités opérationnelles et les activités d'investissement.

En effet, si le flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles ne permet pas l'entreprise d'autofinancer ses investissements, elle sera obligée de recourir à des financements externes (emprunts, émission d'action, ...)

Nos constatations à propos des flux de financement sont :

- L'augmentation des encaissements provenant d'emprunt en 2016 de 34.77 % par rapport à 2015, pour qu'elle puisse financer l'ensemble de ses activités.
- Donc l'entreprise a changé sa forme de financement, elle est orientée vers le financement externe pour qu'elle puisse couvrir ses besoins de bases, et dégager une trésorerie positive.
- Le poste des dividendes versées aux actionnaires n'est autre que le résultat d'une activité bénéficiaire en 2015.
- L'entreprise a continué le remboursement de ses emprunts
- Aucune augmentation de capital n'a été constaté.

Section 3 : Analyse du Tableau des Flux de Trésorerie au sein de COSIDER Travaux Publics

Le Tableau des Flux de Trésorerie permet d'expliquer aux utilisateurs de l'information financière, les causes des variations de la trésorerie lors d'une période donnée.

Nous pouvons ainsi comprendre comment l'entreprise génère de la trésorerie, comment elle investit et comment elle se finance. Aussi, il est possible de détecter les possibles difficultés de financement pouvant survenir dans la vie d'une entreprise.

3.1 Les constats au sein COSIDER Travaux Publics

Nous passons de la théorie à la pratique en essayant d'extraire des informations utiles en lisant le tableau des flux de trésorerie de l'entreprise COSIDER Travaux Publics.

- Nous avons noté que l'entreprise COSIDER Travaux Publics présente le Tableau des Flux de Trésorerie par une seule méthode dite la méthode directe qui consiste à présenter les principales rubriques d'entrée et de sortie de trésorerie brute (Clients, fournisseurs, impôts...) afin de dégager un flux de trésorerie net. Donc l'entreprise n'élabore pas le Tableau des flux de trésorerie pas la méthode indirecte qui est moins coûteuse.

- Parlons de l'analyse de ce tableau, nous avons remarqué que malgré que le tableau des flux est un état financier obligatoire, élaboré par l'entreprise, mais sans qu'il soit exploité. COSIDER Travaux Publics regroupe seulement les encaissements et les décaissements par nature et par activité.
- Passons aux informations issues de ce tableau, nous avons pu noter que l'entreprise ne se base pas sur le tableau des flux de trésorerie dans sa prise de décision, mais plutôt sur d'autres états financiers comme le compte de résultat et le bilan, malgré la pertinence des indicateurs des flux de trésorerie pour l'analyse financière de l'entreprise.

Donc le tableau des flux de trésorerie reste un état financier élaboré par l'entreprise, sans qu'il soit utilisé dans la prise de décision. L'entreprise s'appuie dans ses décisions sur le bilan sous forme de photographie de ce que l'entreprise possède et ce qu'elle doit à un instant donné, ainsi qu'un compte de résultat qui traduit la variation de richesse de l'entreprise au cours de l'exercice.

Le Tableau des Flux de Trésorerie permet d'assurer la pérennité de l'entreprise. Ainsi que les variations de la trésorerie se révèlent être des bons indicateurs de la solvabilité future de l'entreprise d'où l'importance de savoir lire et interpréter le tableau des flux de trésorerie.

- Pendant l'analyse de tableau des flux de trésorerie de COSIDER Travaux Publics de l'année 2016, nous avons remarqué que la trésorerie de cette année a subi une baisse considérable. En creusant sur les causes de cette baisse, nous notons que la première cause est que l'unique client de COSIDER Travaux publics est l'Etat, en deuxième position c'est la crise économique due à la chute du prix de pétrole, alors le pouvoir publics ne lance plus des grands projets, et par voie de conséquence l'entreprise se trouve avec des créances considérables non recouvertes.
Ce qui contraint l'entreprise à prendre des décisions stratégiques et cela pour pouvoir surpasser cette situation de trésorerie inquiétante.

Le tableau des flux de trésorerie permet de comprendre comment l'entreprise dégage de la trésorerie et quelle est sa politique d'investissement et de financement.

Alors vue son importance en matière d'information financière, nous proposons à COSIDER Travaux Publics quelques recommandations qui peuvent améliorer l'exploitation du tableau des flux pour la prise de décision dans un proche avenir.

3.2 Les recommandations

- Mise à part l'utilisation de la méthode directe pour établir le tableau des flux de trésorerie, qui est coûteuse, il est préférable d'élaborer le TFT par la méthode indirecte qui est plus facile et demande moins de temps et de coûts. Et la méthode indirecte encourage à fournir un rapprochement entre le flux net de trésorerie et le résultat comptable et faire apparaître la manière dont le résultat net et les amortissements ont contribué au financement des investissements.
- L'entreprise peut présenter dans ses états financiers le tableau des flux de trésorerie selon la méthode directe, et faire apparaître les flux liés aux activités opérationnelles selon la méthode indirecte en annexe.
- Nous recommandons également à l'entreprise d'analyser les informations majeures issues de chaque catégorie de flux de trésorerie : Ceux provenant des activités opérationnelles, investissements et financements :
 - Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles : les flux qui sont constitués des encaissements et des décaissements liés à l'activité habituelle de l'entreprise, hors investissement et financement ;
 - Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement : Les flux d'investissement qui traduisent les variations de trésorerie liées aux renouvellements ou aux développements de biens durables ;
 - Les flux de trésorerie provenant des activités de financement : représentent les échanges de trésorerie entre la société et ses partenaires financiers.

L'addition de ces trois postes de flux de trésorerie permet d'obtenir la variation de trésorerie nette de fin de période et de mesurer la situation financière de l'entreprise à court terme, avec la solvabilité, comme à long terme, avec les besoins de financement.

L'économie de l'Etat est basée principalement sur la rente des hydrocarbures (pétrole, gaz), les dernières années ont connu une chute vertigineuse du prix du baril, l'impact a donné

un ralentissement à l'économie national en matière d'investissement même sur les projets d'infrastructure de base que COSIDER Travaux Publics est leader.

Donc vue sa situation de trésorerie inquiétante de l'année 2016, nous essayons de proposer quelques recommandations à COSIDER Travaux Publics :

- Utilisation des projets de Partenariat Public, Privé (PPP) comme un outil alternatif au budget de l'Etat dans le financement des projets d'équipements publics.
- Ouverture de son capital, pour une solidité financière qui améliore sensiblement la perception et les relations vis-à-vis les fournisseurs et les clients, ainsi qu'une trésorerie renforcée pour sécuriser l'entreprise.
- Diversification de portefeuille de l'activité de l'entreprise, actuellement l'activité agricoles est très porteuse, vue la disponibilité des terrains, des ressources hydriques et l'énergie, donc l'entreprise COSIDER à opter pour solution.

Conclusion du chapitre

Notre étude et analyse du Tableau des Flux de Trésorerie concernant COSIDER Travaux Publics, nous a permet de dégager un certain nombre d'information allant des flux liés aux encaissements reçus des clients et de leur évolution d'une année à une autre, jusqu'à la manière dont ses encaissements ont été déployés.

Le résultat des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles nous a permet de savoir d'une année à une autre si cette entreprise a pu dégager un excédent destiné à des opérations d'investissements. Le TFT nous a aussi monter la manière dont l'entreprise a utilisé ses excédents allant de la rémunération des associés jusqu'au remboursement des emprunts d'une année à une autre.

Le Tableau des Flux de Trésorerie est considéré comme outil indispensable dans le diagnostic financier des entreprises et, pour la prise de décision.

Pour conclure le Tableau des Flux de Trésorerie à lui seul, ne peut être suffisant pour juger de la situation financière de l'entreprise et de son évolution, puisqu'il reste toujours limité et doit souvent être complété par le bilan, le compte de résultat et plusieurs autres outils d'analyse.

**CHAPITRE III : ELABORATION ET EXPLOITATION DU TABLEAU DES FLUX
DE TRESOREIE AU SEIN DE COSIDER TRAVAUX PUBLICS**

CONCLUSION GENERALE

Ces dernières années ont vu une utilisation croissante des tableaux de flux de trésorerie. Les investisseurs, les analystes financiers, les syndicats et les utilisateurs en général manifestent une nette préférence pour les tableaux des flux de trésorerie. Plusieurs organismes de normalisation et autorités boursières sont de plus en plus convaincus que les tableaux des flux de trésorerie sont un instrument extrêmement utile, c'est la raison pour laquelle ils exigent ou recommandent leur publication.

Dans cette recherche, nous avons en premier lieu fait une recherche documentaire concernant le tableau des flux de trésorerie, tout en commençant par exposer le cadre international et national dans lesquels sa publication est devenue obligatoire et dans un deuxième temps, nous avons proposé un cas pratique de l'élaboration et l'exploitation au sein de COSIDER Travaux Publics.

Le Tableau des flux de trésorerie Synthèse des autres états de synthèse, la Tableau des flux de trésorerie est un état qui est à la fois extrait des autres états composant les états financiers (le bilan + le compte de résultat) et qui les complète ensuite de façon pertinente afin que l'ensemble des états financiers fournisse une information comptable à même d'aider l'investisseur à améliorer sa prise de décisions économiques. Ainsi, Tableau des flux de trésorerie constitue une innovation des plus pertinentes de la nouvelle législation comptable des entreprises.

L'information financière est devenue indispensable aux investisseurs cherchant à évaluer les perspectives de flux de trésorerie dans l'écisions d'investissement. Elle doit être la plus complète possible. L'information financière est devenue indispensable aux investisseurs cherchant à évaluer les perspectives de flux de trésorerie dans leurs décisions d'investissement.

Enfin, et en guise de répondre aux questions et comme affirmations des hypothèses posées dans l'introduction nous pouvons dire que :

- Le Tableau des flux de trésorerie retrace l'ensemble des flux de trésorerie, qu'ils soient liés aux activités d'exploitation, d'investissement ou de financement d'une entreprise. L'analyse de différentes activités des flux de trésorerie est une étape essentielle à tout bon diagnostic de la performance financière d'une entreprise
- Le Tableau des flux de trésorerie est un tableau de synthèse exigé par le normalisateur international IASB et le SCF, dont l'entreprise ne peut s'en passer vu son importance dans la prise de décision.

CONCLUSION GENERALE

- L'information relative aux flux de trésorerie d'une entité permet aux utilisateurs des états financiers de prédire les besoins de trésorerie de l'entité, sa capacité à générer de la trésorerie à l'avenir, et de financer les changements dans l'étendue et la nature de ses activités.
- Le Tableau des flux de trésorerie est considéré comme un complément des états classiques (Bilan et compte de résultat). En effet, le bilan et compte de résultat élaborés selon la comptabilité d'engagement ne peuvent pas suffire pour juger de la situation financière de l'entreprise.
- Tableau des flux de trésorerie est un document très important pour les investisseurs lors de l'analyse financière. Car ce Tableau est très peu sensible aux conventions et aux manipulations comptables permettant ainsi de comparer des sociétés entre elles. Et permet de comprendre :
 - Comment l'entreprise dégage de la trésorerie
 - Quelle est sa politique d'investissement et de financement
 - En comprenant ces mécanismes, les investisseurs éviteront plus facilement les sociétés pouvant rencontrer des problèmes de financement.

Les recommandations :

L'étude de ce thème nous a également donné des éléments de réflexion qui nous ont permis de dégager un ensemble de recommandations, ces recommandations peuvent être résumées dans les points suivants :

- Les entreprises doivent suivre les normes de la présentation et de l'élaboration du tableau des flux de trésorerie, en donnant moins de liberté en ce qui concerne l'affectation des différents flux de trésorerie. A titre d'exemple les dividendes et les intérêts pour lesquels les flux peuvent être présentés soit en flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, investissements ou financements ;
- La nécessité des entreprises d'analyser chaque catégorie de flux de trésorerie, pour pouvoir mieux exploiter le Tableau des flux de trésorerie et prendre des décisions stratégiques ;

CONCLUSION GENERALE

- L'existence d'un service de trésorerie au niveau de l'entreprise est primordiale vu l'importance de celui-ci dans l'élaboration et l'interprétation du tableau des flux de trésorerie est le fait que la trésorerie est le cœur battant de l'entreprise.

Perspectives de recherche

Vu le manque de temps et d'information dont nous disposons, il nous a été difficile de mener une étude globale sur le tableau des flux de trésorerie. Certaines questions restent en suspens, sont des propositions comme problématiques de recherche à titre d'exemple :

- Comment préparer et exploiter le Tableau des Flux de trésorerie dans le cas de consolidation ?
- Quel est le lien entre le Tableau des Flux de trésorerie et les autres états financiers dans l'amélioration de la situation financière ?

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- Association nationale des directeurs financiers et de contrôle de gestion normes IAS/IFRS que faut-il faire ? comment s'y prendre ? éditions d'organisation, 2005.
- BACHY Bruno, Michel SION, analyse financière des comptes consolidés normes IFRD, DUNOD, 2^{ème} édition, 2009.
- BARNETO Pascal, normes IAS/IFRS, application aux états financiers, DUNOD, paris, 2004
- BARREAU Jean, Jacqueline DELAHAYE, DELAHAYE Florence, DECF 4 manuel et applications, gestion financière, DUNOD, 14^{ème} édition, 2005.
- CERBAH Hamid, tableau des flux de trésorerie selon les normes comptable internationales, les pages bleues, 2014.
- COLLETTE C et RICHARD J, comptabilité générale, les systèmes français et anglo-saxons, DUNOD, Paris, 2000.
- DECOCK GOOD Cristel, DOSNE Franck, comptabilité internationale : les IAS/IFRS en pratique, ECONOMICA,2005.
- FORTIN Anne, état des flux de trésorerie, presse de l'université du Quèvec,1998.
- GRANDGUILLOT Bréatrice et Francis, l'essentiel de l'analyse financière, GUALINO, 6^{ème} édition, 1999.
- MAILLET-BAUDRIET Catherine, Le MANH Anne, les normes comptables internationales IAS/IFRS, LMD collection, 5^{ème} édition, 2007.
- OBERT Rober, Pratique des normes IAS/IFRS 40cas d'application, 1^{ère} édition, DUNOD, Belgique, 2005.
- PAEIENTE Simon, analyse financière et évolution d'entreprise, collection SYNTHES PEARSON EDUCATION, 2006.
- RICE Antony, comptes d'entreprise : introduction à la comptabilité et l'analyse financière, présentation aux normes IFRS 2005, Village mondial, 4^{ème} édition, 2005.
- RICHARD J, comptabilité et pratiques comptables, DALLOZE, Paris, 1996.

BIBLIOGRAPHIE

MEMOIRES

- BOURAOUI N, nécessité d'une réforme comptable en Algérie dans le cadre du passage de l'économie planifiée à l'économie de marché, mémoire de magistère, école supérieure de commerce, Alger, 2004.
- LAIB F, SEHABI M, le tableau des flux de trésorerie dans le cadre du SCF, mémoire de licence, école supérieure de commerce, 2010.
- MEROUANI Samir, l'application des normes IFRS en Algérie, « enjeux et perspectives », mémoire de fin d'étude, I.E.D.F, Kolea Tipaza, 2004/2006
- MEROUANI Samir, le projet du nouveau système comptable financier algérien, anticiper et préparer le passage du PCN 1975 aux normes IFRS, mémoire de magistère, école supérieure de commerce, 2006/2007.
- ST-CYR Louise et PINSONNEAULT David, Analyse de l'état des flux de trésorerie, Ecole des Hautes études commerciales Montréal, Canada, 2000.

TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

- Journal officiel de la république algérienne démocratique et populaire, Article N°6 du 14 Mars 2017.
- Journal officiel de la république algérienne démocratique et populaire, Article N°26 du 25 Novembre 2007.
- Journal officiel de la république algérienne démocratique et populaire, Article N°27 du 25 Novembre 2007.
- Plan comptable national, Article N° 110-1 du Février 2005.

SITES WEB :

- www.droit-finance.com consulté le 13/03/2017 à 12 :56
- www.culture-financière.com consulté le 13/03/2017 à 21 :36
- www.compta-facile.com consulté le 14/03/2017 à 11 :42
- www.iasb.org consulté le 15/04/2017 à 20 :25
- www.focusifrs.com consulté le 25/04/2017 à 13 :20

AUTRES :

- Séminaire de formation, Hédi Mellekh, Alger, mai 2009.
- Tableau de financement et de flux, article 99, Encyclopédie de la comptabilité 2009.

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXES

ANNEXE 1: ACTIF du Bilan

ACTIF	N Brut	Amort- prov.	N Net	N-1 Net
<u>ACTIFS NON COURANTS</u>				
Ecart d'acquisition ou (goodwill)				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Bâtiments				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisation en concession				
Immobilisation en cours				
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalences				
Autres participations et créances rattachés				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants				
Impôts différés actifs				
TOTAL ACTIFS NON COURANTS				
<u>ACTIFS COURANTS</u>				
Stocks et encours				
Créances et emplois assimilés				
Clients et autres débiteurs				
Impôts et assimilés				
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilité et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie				
TOTAL ACTIFS COURANTS				
TOTAL GENERAL ACTIF				

ANNEXES

ANNEXE 2 : PASSIF du Bilan

PASSIF	N Net	N-1 Net
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Capital émis		
Capital non appelé		
Primes et réserves		
Ecarts de réévaluations		
Ecart d'équivalences		
Résultat net		
Autres capitaux propres- Report à nouveau		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		
<u>PASSIF NON COURANTS</u>		
Emprunts et dettes financières		
Impôts (diffères et provisionné)		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constaté d'avances		
TOTAL PASSIF NON COURANTS		
<u>PASSIF COURANTS</u>		
Fournisseurs et comptes rattachés		
Impôts		
Autres dettes		
Trésorerie passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS		
TOTAL PASSIF GENERAL		

Source : Conseil National de la Comptabilité

ANNEXES

ANNEXE 3 : Compte de résultat par nature

	Note	N	N-1
Chiffre d'affaires			
Variation stocks produits finis et en cours			
Production immobilisée			
Subvention d'exploitation			
I. Production de l'exercice			
Achats consommés de matières premières			
Services extérieurs et autres consommations			
II. Consommation de l'exercice			
III. Valeur ajoutée d'exploitation			
Charges de personnel			
Impôts et taxes			
IV. Excédent brut d'exploitation			
Autres charges opérationnelles			
Autres produits opérationnels			
Dotations aux amortissements et aux provisions			
Reprise sur perte de valeur et provisions			
V. Résultat opérationnel			
Produits financiers			
Charges financières			
VI. Résultat financier			
VII. Résultat ordinaire avant impôts (V+VI)			
Impôts exigibles sur résultats ordinaires			
Impôts différés (variation) sur résultats ordinaires			
Total des produits des activités ordinaires			
Total des charges des activités ordinaires			
VIII. Résultat net des activités ordinaires			
Eléments extraordinaires (produits)			
Eléments extraordinaires (charges)			
IX. Résultat extraordinaire			
X. Résultat net de l'exercice			

ANNEXES

ANNEXE 4: Compte de résultat par fonction

	Note	N	N-1
Chiffre d'affaires			
Coûts des ventes			
I. Marge brute			
Autres produits opérationnels			
Coûts commerciaux			
Charges administratives			
Autres charges opérationnelles			
II. Résultat opérationnel			
Fournir les charges par nature (frais de personnel, dotations aux amortissements)			
Produits financiers			
Charges financières			
III. Résultat ordinaire avant impôts (V+VI)			
Impôts exigibles sur résultats ordinaires			
Impôts différés (variation) sur résultats ordinaires			
IV. Résultat net des activités ordinaires			
Eléments extraordinaires (produits)			
Eléments extraordinaires (charges)			
V. Résultat extraordinaire			
VI. Résultat net de l'exercice			

ANNEXES

ANNEXE 5 : Modèle du tableau de variation des capitaux propres

	Note	Capital social	Prime d'émission	Ecart d'évaluation	Ecart de réévaluation	Réserves et Résultat
Solde au 31/12/N-2						
-Changement de méthode comptable -Correction d'erreurs significatives -Réévaluation des immobilisations -Profits ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultat -Dividendes payés -Augmentation de capital -Résultat net de l'exercice						
Solde au 31/12 /N-1						
-Changement de méthode comptable -Correction d'erreurs significatives -Réévaluation des immobilisations -Profits ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultat -Dividendes payés -Augmentation de capital -Résultat net de l'exercice						
Solde de 31/12/N						

Source : Conseil National de la Comptabilité

ANNEXES

ANNEXES

ANNEXE 6 : ACTIF du Bilan COSIDER Travaux Publics 31.12.2016

ACTIF	31/12/2016 Brut	31/12/2016 Amort-prov.	31/12/2016 Net	31/12/2015 Net
<u>ACTIFS NON COURANTS</u>				
Ecart d'acquisition ou (goodwill)	/	/	/	/
Immobilisations incorporelles	15 219 651,48	3 434 963,48	11 784 668,00	9 312 333,42
Immobilisations corporelles	47 084 831 253,54	18 523 481 965,35	28 561 349 288,19	23 196 518 209,39
Immobilisation en cours	482 142 200,48	/	482 142 200,48	1 202 490 409,54
Immobilisations financières	/	/	/	/
Prêts et autres actifs financiers non courants	2 720 594,42	/	2 720 594,42	104 303 765,65
Impôts différés actifs	300 113 959,85	/	300 113 959,85	330 574 862,40
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	47885027659,77	18 526 916 948,83	15 526 916 948,83	24 843 199 580,40
<u>ACTIFS COURANTS</u>				
Stocks et encours	32 693 031 300,55	99 551 696,72	32 593 479 603,83	20 367 525 933,39
Créances et emplois assimilés				
Clients	20 372 792 016,34	100 134 431,60	20 272 657 584,74	15 492 102 582,01
Autres débiteurs	8 949 539 958,62	/	8 949 539 958,62	4 856 679 365,84
Impôts et assimilés	6 271 750 054,65	/	6 271 750 054,65	6 008 808 987,95
Autres créances et emplois assimilés	/	/	/	/
Disponibilité et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants	3 025 859 980,05	/	3 025 859 980,05	3 026 640 000,00
Trésorerie	4 606 842 413,25	19 453 750,00	4 587 388 663,25	16 935 367 853,20
TOTAL ACTIFS COURANTS	75 919 815 723,46	219 139 878,32	75 700 675 845,14	66 687 124 722,39
TOTAL GENERAL ACTIF	123 804 843 383,23	18 746 056 827,15	105 058 786 556,03	91 530 324 302,76

ANNEXES

ANNEXE 7: PASSIF du Bilan COSIDER Travaux Publics 31.12.2016

PASSIF	31/12/2016 Net	31/12/2015 Net
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Capital émis	4 000 000 000,00	4 000 000 000,00
Capital non appelé	/	/
Primes et réserves	15 740 754 323,18	8 301 270 683,70
Ecarts de réévaluations	/	/
Ecart d'équivalences		
Résultat net	6 939 236 590,05	9 068 861 635,42
Autres capitaux propres- Report à nouveau	/	872 622 004,34
TOTAL CAPITAUX PROPRES	26 679 990 913,23	22 242 754 323,46
<u>PASSIF NON COURANTS</u>		
Emprunts et dettes financières	11 151 372 761,88	10 764 479 566,86
Échéance moins d'un an (échéance 2017)	2 220 769 330,32	1 729 663 893,19
Impôts (diffères et provisionné)	/	/
Autres dettes non courantes	/	/
Provisions et produits constaté d'avances	235 228 768,93	199 869 597,55
TOTAL PASSIF NON COURANTS	40 287 361 774,36	34 936 767 381,06

ANNEXES

ANNEXE 8 : Compte de résultat COSIDER Travaux Publics 31.12.2016

	Note	31/12/2016	31/12/2015
Chiffre d'affaires		49 659 818 096,32	47619256550,66
Variation stocks produits finis et en cours		11 380 870 741,86	5 572 794 591,19
Production immobilisée		234 604 402,89	269 779 664,37
		61 275 293	
I. Production de l'exercice		241,07	53 461 830 806,22
		-30 986 487	-21 616 713
Achats consommés de matières premières		478,71	723,11
Services extérieurs et autres consommations		-4 759 760 747,38	-4 571 960 136,88
		-35 746 248	-26 188 673
II. Consommation de l'exercice		226,09	859,99
		25 529 045	
III. Valeur ajoutée d'exploitation		014,98	27 273 156 946,23
		-11 121 526	
Charges de personnel		911,44	-9 981 663 086,30
Impôts et taxes		-915 008 832,28	-931 790 200,86
		13 492 509	
IV. Excédent brut d'exploitation		270,66	16 359 703 659,07
Autres produits opérationnels		588 385 044,49	579 921 016,95
Autres charges opérationnelles		-188 291 744,55	-356 021 154,07
Dotations aux amortissements et aux provisions		-3 911 375 100,61	-3 551 252 531,90
Reprise sur pertes de valeur et provisions		126 935 703,35	253 578 646,69
		10 108 163	
V. Résultat opérationnel		173,34	13 285 929 636,74
Produits financiers		160 010 441,85	58 851 917,62
Charges financières		-625 379 016,55	-390 169 700,94
VI. Résultat financier		-465 368 574,70	-331 317 783,32
VII. Résultat ordinaire avant impôts (V+VI)		9 642 794 598,64	12 954 611 853,42
Personnel participation au bénéfice		-697 305 003,04	-1 171 689 157,68
Impôts exigibles sur résultats ordinaires		-1 975 792 073,00	-3 274 201 647,28
Impôts différés (variation) sur résultats ordinaires		-30 460 902,55	560 140 586,68
		62 150 624	
Total des produits des activités ordinaires		430,76	54 354 182 387,48
		-55 211 387	-45 285 320
Total des charges des activités ordinaires		840,71	752,06
VIII. Résultat net des activités ordinaires		6 939 236 590,05	9 068 861 635,42
IX. Résultat extraordinaire		/	/
X. Résultat net de l'exercice		6 939 236 590,05	9 068 861 635,42

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE.....	A
----------------------------	---

CHAPITRE I : LA NORMALISATION COMPTABLE ET LES ETATS FINANCIERS

LA SECTION 1 : LE REFERENTIEL COMPTABLE INTERNATIONAL IAS/IFRS	1
1.1 LES MOTIFS POUR UNE NORMALISATION INTERNATIONALE	2
1.2 LES OBJECTIFS D'UN REFERENTIEL UNIQUE	2
1.3 PRESENTATION DU REFERENTIEL DE L'IASB.....	3
1.3.1 Le cadre conceptuel de l'IASB	4
1.3.2 Les objectifs du cadre conceptuel	4
1.3.3 Les objectifs de l'IASB	4
1.3.4 Champs d'application et autorité des normes.....	5
1.3.5 Langue officielle	5
LA SECTION 2 : SYSTEME COMPTABLE FINANCIER ALGERIEN	6
2.1 HISTORIQUE DU SYSTEME COMPTABLE FINANCIER ALGERIEN	6
2.2 LA NORMALISATION COMPTABLE EN ALGERIE	7
2.3 LA COMPOSITION DU NOUVEAU SYSTEME COMPTABLE ET FINANCIER	7
2.3.1 Le cadre conceptuel du Système Comptable Financier algérien.....	8
2.3.2 Les hypothèses sous-jacentes à la préparation des états financiers.....	8
2.3.3 Les principes fondamentaux retenus dans le cadre conceptuel.....	9
2.3.4 Les caractéristiques qualitatives de l'information financière.....	9
LA SECTION 3 : PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS SELON LES IAS/IFRS ET LE SCF..	10
3.1 GENERALITES SUR LES ETATS FINANCIERS	10
3.1.1 Le processus d'élaboration des états financiers	10
3.1.2 Structure et contenu des états financiers	10
3.2 DEFINITIONS DES ETATS FINANCIERS.....	11
3.3 PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS	12
1. Bilan	12
2. Compte de résultat.....	14
3. Tableau des flux de trésorerie.....	15
4. Tableau de variation des capitaux propres	17
5. L'annexe	17
3.4 LES OBJECTIFS DES ETATS FINANCIERS :	18
3.5 DIVERGENCES ENTRE LE SYSTEME COMPTABLE FINANCIER ET LES IFRS.....	19
CONCLUSION DU CHAPITRE	20

CHAPITRE II LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET LA PRISE DE DECISION

SECTION 1 : TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET METHODES D'ELABORATION	23
2.1 GENERALITES SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	23
2.1.1 Présentation des flux de trésorerie	24
2.1.2 L'évolution du Tableau des Flux de Trésorerie :	25
2.1.3 Les entités devant présenter le Tableau des flux de trésorerie en Algérie	27
2.2 DEFINITION DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	27

TABLE DES MATIERES

2.3	ELEMENTS LIES A LA PRESENTATION DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	28
2.3.1	La structure du Tableau des Flux de Trésorerie	28
2.3.2.1	Flux de trésorerie liée aux activités opérationnelles	28
2.3.2.2	Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :	29
2.3.2.3	Flux de trésorerie liée aux activités de financement	29
2.3.2	L'origine des informations nécessaires pour l'établissement du Tableau des Flux de Trésorerie	30
2.3.3	Les points particuliers dans l'établissement du tableau abordé par la norme IAS7	31
2.4	METHODES D'ELABORATION DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	33
2.4.1	Méthodes de présentation des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	33
2.4.1.1	LA METHODE DIRECTE	33
2.4.1.1.1	Les avantages de la méthode directe	36
2.4.1.1.2	Les inconvénients de la méthode directe	36
2.4.1.2	La méthode indirecte	36
2.4.1.3	Comparaison des deux méthodes :	38
2.4.2	Méthodes de présentation des flux de trésorerie provenant des activités de financement et d'investissement	39
2.5	LA RELATION ENTRE LE BILAN, LE COMPTE DE RESULTAT ET LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	39
2.6	INTERETS ET OBJECTIFS DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	39
	LA SECTION 2 : L'INFORMATION FINANCIERE ET LA PRISE DE DECISION :	43
2.1	L'INFORMATION FINANCIERE :	43
2.1.1	Les objectifs de l'information financière :	43
2.1.2	Caractéristiques qualitatives de l'information financière	44
2.1.3	La Gestion de l'information financière	47
2.1.4	Le rôle de l'information financière	48
2.2	LA PRISE DE DECISION	49
2.2.1	Définition de la décision	49
2.2.2	Les différents types de décisions	50
2.2.3	Le processus de décision	51
2.2.4	La prise de décision	52
2.2.5	Les facteurs qui influencent la prise de décision	52
	LA SECTION 3 : L'UTILISATION DE L'INFORMATION FINANCIERE ISSUES DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DANS LA PRISE DE DECISION :	52
3.1	L'UTILISATION DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET SES LIMITES	53
3.1.1	L'analyse des différentes parties du tableau des flux de trésorerie	53
3.1.1.1	L'analyse des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	53
3.1.1.2	L'analyse des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	56
3.1.1.3	L'analyse des flux de trésorerie provenant des activités de financements	57
3.1.2	Le Tableau des Flux de Trésorerie comme outil prévisionnel	58
3.1.3	Les limites du tableau des flux de trésorerie	59
	CONCLUSION DU CHAPITRE	60

CHAPITRE III : ELABORATION ET EXPLOITATION DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU SEIN DE COSIDER TRAVAUX PUBLICS

SECTION 1 : PRESENTATION GENERALE DE L'ENTREPRISE COSIDER TRAVAUX PUBLICS.63

TABLE DES MATIERES

1.1	HISTORIQUE DU GROUPE COSIDER.....	63
1.2	LA SITUATION DE L'ENTREPRISE PAR RAPPORT A SON ENVIRONNEMENT.....	64
1.2.1	Les Opportunités	64
1.2.2	Les Menaces	64
1.3	LA FILIALE COSIDER TRAVAUX PUBLICS	65
1.3.1	Présentation de la filiale COSIDER Travaux Publics :	65
1.3.2	Fiche descriptive de COSIDER Travaux Publics.....	65
1.3.3	La Direction des Finances et de la Comptabilité (DFC)	67
	LA SECTION 2 : PREPARATION, PRESENTATION ET EXPLOITATION DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU SEIN DE COSIDER TRAVAUX PUBLICS	69
2.1	LA TRESORERIE DE L'ENTREPRISE	69
2.2	LE LIEN ENTRE LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET LE TABLEAU DE FINANCEMENT	70
2.2.1	Le fonds de roulement net :	71
2.2.2	Les besoins en fonds de roulement	72
2.2.3	La trésorerie nette :	73
2.3	PRESENTATION ET L'EXPLOITATION DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU SEIN DE COSIDER TRAVAUX PUBLICS.....	74
2.3.1	Présentation du Tableau des Flux de Trésorerie au sein du COSIDER TP.....	74
2.3.2	l'exploitation du Tableau des Flux de Trésorerie au sein du COSIDER TP	78
2.3.2	Analyse et interprétation du tableau des flux de trésorerie :	83
2.3.2.1	L'analyse des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.....	83
2.3.2.2	L'analyse des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement :	86
2.3.2.3	L'analyse des flux de trésorerie provenant des activités de financement :	87
	SECTION 3 : ANALYSE DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU SEIN COSIDER TP	87
3.1	LES CONSTATS AU SEIN COSIDER TRAVAUX PUBLICS.....	87
3.2	LES RECOMMANDATIONS	89
	CONCLUSION DU CHAPITRE	90
	CONCLUSION GENERALE.....	E